



Nations Unies

**Fonds du Programme des Nations Unies
pour l'environnement**

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2003**

**et rapport du Comité
des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-neuvième session
Supplément N° 5F (A/59/5/Add.6)**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-neuvième session
Supplément N° 5F (A/59/5/Add.6)

**Fonds du Programme des Nations Unies
pour l'environnement**

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2003**

**et Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2004

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	Vi
I. Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003	1
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes	2
Résumé	2
A. Introduction	3
1. Recommandations antérieures n'ayant pas été intégralement mises en œuvre	4
2. Principales recommandations	4
B. Questions financières	5
1. Aperçu de la situation financière	5
2. Normes comptables du système des Nations Unies	9
3. Présentation et teneur des états financiers	11
4. Gestion et contrôles financiers	12
5. Inscriptions au compte de profits et pertes	13
6. Paiements à titre gracieux	13
C. Questions de gestion	13
1. Système intégré de comptabilité et de budgétisation	13
2. Budgétisation axée sur les résultats	13
3. Matériel durable	14
4. Services de consultants	14
5. Formation du personnel	15
6. Technologies de l'information et des communications	15
7. Cas de fraude et de présomption de fraude	16
D. Remerciements	16
Annexe	
État de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité dans son rapport relatif à l'exercice biennal 2000-2001	17
III. Opinion des commissaires aux comptes	18
IV. Certification des états financiers	19

V.	États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003.....	20
État I.	Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	20
État II.	Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003	22
État III.	Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003.....	23
Tableau 3.1	Fonds pour l'environnement : encaisse en monnaies convertibles et non convertibles, dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2003	25
État IV.	Fonds pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003.....	26
Tableau 4.1	Fonds pour l'environnement : état des contributions au 31 décembre 2003.....	28
Tableau 4.2	Fonds pour l'environnement : état récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	33
Tableau 4.3	Fonds pour l'environnement : budget d'appui	34
État V.	Fonds généraux d'affectation spéciale : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	35
Tableau 5.1	Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE : état récapitulatif des contributions au 31 décembre 2003.....	58
État VI.	Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	86
Tableau 6.1	Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : état des contributions au 31 décembre 2003	89
État VII.	Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	92
État VIII.	Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires : état cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003.....	120

État IX. Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	129
État X. Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	131
État XI. PNUE, contributions à des fins spécifiées : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	134
État XII. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	140
État XIII. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes (en dollars jamaïcains) : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	142
État XIV. Fonds autorenouvelable : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003	144
Notes relatives aux états financiers	146

Lettres d'envoi

Le 31 mars 2004

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport financier et les comptes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003, que j'approuve par la présente lettre.

Les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10 de l'Organisation des Nations Unies et à la règle de gestion financière 213.3 du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées sous forme de notes explicatives se rapportant aux états financiers. Ces notes donnent des informations et précisions supplémentaires concernant les activités financières qui ont été menées par l'organisation durant la période couverte par les états en question et relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Des copies de ces états sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et au Comité des commissaires aux comptes.

Le Directeur exécutif
du Programme des Nations Unies
pour l'environnement
(*Signé*) Klaus **Töpfer**

Le Président du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 9 juillet 2004

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003. Ces états, qui ont été soumis par le Directeur exécutif, ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes.

Vous trouverez également ci-joint le rapport du Comité et l'opinion des commissaires sur les comptes susmentionnés.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine et
Président du Comité des commissaires aux comptes
des Nations Unies
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre premier

Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003

Introduction

1. Le Directeur exécutif a l'honneur de présenter le rapport financier et les comptes du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003. Les comptes comprennent 14 états complétés par six tableaux et par des notes. Ils ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 31 mars 2004.
2. Comme le prévoit l'article 1.2 du Règlement financier de l'ONU, l'exercice financier de l'organisation couvre deux années civiles consécutives, la première étant une année paire. Les comptes de la première année de l'exercice biennal 2002-2003 ont été présentés au Conseil d'administration à sa vingt-deuxième session. Le Comité des commissaires aux comptes a procédé à une vérification préliminaire de ces comptes et n'a pas signalé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de situation qui mérite d'être portée à l'attention des États Membres.
3. Le cas échéant, les chiffres de l'exercice biennal 2000-2001 ont été reproduits dans les états financiers aux fins de comparaison. Conformément aux directives de l'Organisation des Nations Unies, le présent rapport financier est aussi bref que possible.
4. Les différents états et tableaux, ainsi que les notes explicatives, font partie intégrante du rapport financier.

Montant des crédits ouverts, des crédits alloués ou attribués, des dépenses et des engagements prévisionnels

5. Par sa décision 21/31 du 9 février 2001, le Conseil d'administration a approuvé au titre du Fonds pour l'environnement, pour l'exercice biennal 2002-2003, des crédits dont le montant se répartissait comme suit : 100 millions de dollars pour le programme de travail, 5 millions de dollars pour la réserve et 14 880 000 dollars pour les dépenses d'appui.
6. Le tableau suivant indique le montant total et la répartition des crédits ouverts, des crédits alloués ou attribués et des dépenses au titre du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003 (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Crédits alloués</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts</i>	<i>Solde non engagé des crédits alloués</i>
Programme de travail	100 000	100 000	96 787	3 213	3 213
Réserve	5 000	5 000	2 922	2 078	2 078
Dépenses d'appui	14 876	11 904	10 256	4 620	1 648
Total	119 876	116 904	109 965	9 911	6 939

Chapitre II

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a contrôlé la gestion du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) au siège, à Nairobi, et dans les six bureaux régionaux. Il a également vérifié les états financiers du Fonds du PNUE pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2003.

Ses principales constatations sont les suivantes :

- a) Il restait au 31 décembre 2003 des engagements non réglés d'un montant de 1 080 000 dollars se rapportant à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001;
- b) Des avances de fonds d'un montant total de 227 226 dollars, faites à l'occasion de voyages en 2001 et 2002, n'avaient pas été réglées au 31 décembre 2003;
- c) Des avances de fonds d'un montant total de 56 040 000 dollars versées à des agents de réalisation n'avaient pas été réglées au 31 décembre 2003, alors que les projets financés avaient été achevés ou touchaient à leur fin;
- d) Du matériel durable dont le Comité local de contrôle du matériel avait approuvé la liquidation n'avait pas été indiqué dans les notes afférentes aux états financiers comme en attente d'inscription au compte de pertes et profits.

Le Comité a recommandé que les engagements soient constatés et révisés suivant la réglementation de l'ONU, que les avances versées à des fonctionnaires et à d'autres personnes soient recouvrées, que les dispositions des accords conclus avec les agents de réalisation se rapportant au règlement des avances soient appliquées et que la valeur du matériel durable en attente de passation par pertes et profits soit indiquée dans les états financiers.

Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 9.

A. Introduction

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2003, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946 et de l'article XIV des Règles de gestion financière du PNUE. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII et à l'annexe du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes communes de vérification adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que les contrôles effectués par le Comité soient organisés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative.

2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de formuler une opinion sur la question de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers de la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2003 avaient été engagées aux fins approuvées par l'Assemblée générale, si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière, et si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière du PNUE au 31 décembre 2003 et les résultats des activités de l'exercice clos à cette date. Les vérificateurs ont notamment effectué un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne et procédé à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure qu'ils ont jugée nécessaire pour formuler une opinion sur les états financiers.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Ces examens ont porté principalement sur l'efficacité des contrôles financiers internes, sur la gestion des programmes et, en général, sur l'administration et la gestion du PNUE. Les contrôles ont été effectués au siège et dans les six bureaux régionaux (Europe, Asie et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Asie de l'Ouest, Afrique et Amérique du Nord).

4. Le Comité a, comme à son habitude, rendu compte des résultats de certaines vérifications dans des notes de gestion adressées à l'Administration du PNUE qui contenaient des observations et des recommandations. Cette pratique lui a permis d'entretenir un dialogue continu avec l'Administration.

5. Le présent rapport aborde les questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions du Comité ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, dont les vues sont présentées autant que nécessaire dans le rapport.

6. Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 9. Ses constatations sont exposées en détail aux paragraphes 11 à 75.

1. Recommandations antérieures n'ayant pas été intégralement mises en œuvre

Exercice biennal clos le 31 décembre 1999¹

7. En application du paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997, le Comité a examiné la suite donnée par l'Administration aux recommandations qu'il avait formulées dans son rapport sur l'exercice biennal clos le 31 décembre 1999. Il a constaté que sur les cinq recommandations, quatre (soit 80 %), avaient été intégralement appliquées. La dernière, en cours d'application, se rapportait aux projets inactifs qui n'avaient pas été clôturés au 31 décembre 1999². Le Comité a refait cette recommandation dans son rapport sur l'exercice biennal 2000-2001³. Au 31 décembre 2003, 54 des 106 projets inactifs au 31 décembre 2001 n'avaient pas encore été clôturés.

Exercice biennal clos le 31 décembre 2001⁴

8. Conformément à la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, le Comité a également passé en revue les mesures prises par l'Administration pour mettre en œuvre les recommandations qu'il avait faites dans son rapport sur l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001. Les mesures adoptées et les observations du Comité à ce sujet sont exposées dans le présent rapport; un état récapitulatif figure en annexe au présent chapitre. Sur huit recommandations, cinq (63 %) avaient été appliquées et trois (37 %) étaient en cours de mise en œuvre.

2. Principales recommandations

9. Le Comité recommande ce qui suit :

a) **Que l'Administration constate et révise les engagements conformément aux règles de gestion financière 105.7 et 105.9 et aux normes comptables du système des Nations Unies (par. 23);**

b) **Que l'Administration recouvre les avances versées aux fonctionnaires au moyen de retenues sur salaire et prenne immédiatement des dispositions pour que les avances versées à d'« autres personnes » soient correctement comptabilisées (par. 36);**

c) **Que l'Administration fasse appliquer les dispositions des accords conclus avec les agents de réalisation concernant le règlement des avances (par. 39);**

d) **Indique dans les notes afférentes aux états financiers la valeur du matériel durable en attente de passation par pertes et profits (par. 42).**

10. Les autres recommandations du Comité figurent aux paragraphes 46, 48, 51, 55, 60, 62, 68, 70 et 74.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 5F (A/55/5/Add.6)*, chap. II.

² *Ibid.*, par. 25.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 5F (A/57/5/Add.6)*, chap. II, par. 44.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 5F (A/57/5/Add.6)*, chap. II.

B. Questions financières

1. Aperçu de la situation financière

11. Les états financiers du PNUE portent sur les principaux fonds : le Fonds pour l'environnement, les fonds généraux d'affectation spéciale, le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres fonds d'affectation spéciale. Le tableau 1 présente les principales données financières pour les exercices biennaux 2000-2001 et 2002-2003.

Tableau I
**Exercices biennaux 2000-2001 et 2002-2003 : chiffres clefs concernant les fonds
 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (récapitulatif)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds pour l'environnement</i>		<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme</i>		<i>Contributions réservées</i>		<i>Divers</i>	
	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>
Total de recettes	95 097	98 787	100 568	93 169	109 926	170 138	5 189	4 846	14 262	19 244	25 425	53 460	1 745	1 803
Total des dépenses	106 334	109 966	76 090	101 765	68 468	116 664	5 079	5 287	16 378	16 676	18 661	39 209	1 487	2 026
Total de l'actif	57 815	40 532	114 095	96 858	92 831	152 588	4 059	3 322	4 219	6 902	20 023	38 246	2 619	2 134
Total du passif	33 049	23 833	27 388	22 432	25 348	36 213	554	539	560	1 351	4 204	7 621	254	178
Réserves et soldes des fonds	24 766	16 699	86 707	74 426	67 483	116 375	3 505	2 783	3 659	5 551	15 819	30 625	2 365	1 956
<i>Principaux comptes</i>														
Contributions volontaires	84 742	95 868	93 950	87 024	105 219	164 776	4 866	4 583	–	–	24 752	53 037	1 391	1 501
Traitements et autres dépenses de personnel	49 054	63 309	34 157	47 441	21 928	37 887	4 432	4 601	14 260	15 685	4 448	8 818	137	342
Liquidités et dépôts à terme	33 916	7 335	83 211	70 331	72 258	117 122	3 015	3 317	1 702	6 881	14 431	30 720	1 789	1 698
Contributions volontaires à recevoir	2 038	537	21 148	18 039	–	491	–	–	–	–	916	2 739	–	–
Soldes créditeurs interfonds	11 380	21 291	4 341	221	3 523	137	1 011	3	2 510	–	1 622	1 857	793	433
Soldes débiteur interfonds	–	–	14 567	7 421	13 221	23 510	341	264	–	107	195	463	80	41
Réserve pour charges à payer	13 620	9 603	8 276	11 142	9 473	8 446	196	197	452	983	3 482	4 685	155	123
Excédent cumulé	14 766	6 699	86 707	74 426	67 483	116 375	3 505	2 783	1 659	3 551	15 819	30 625	860	413

12. Les résultats des opérations pour l'exercice biennal 2002-2003 sont les suivants : le Fonds pour l'environnement a enregistré des recettes de 98 790 000 dollars et des dépenses de 109 970 000 dollars, soit un déficit net de 11 180 000 dollars (11 %), tandis que pour l'exercice biennal 2000-2001, le déficit net des recettes par rapport aux dépenses était de 11 230 000 dollars. Les contributions volontaires sont passées de 84 740 000 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001 à 95 870 000 dollars pour l'exercice biennal 2002-2003 (soit une augmentation de 13 %).

13. Pour les fonds généraux d'affectation spéciale, les recettes ont été de 8 590 000 dollars inférieures aux dépenses, alors que pour 2000-2001 un excédent net de 24 480 000 dollars avait été enregistré. La différence s'explique par une diminution des recettes totales, qui étaient de 100 570 000 dollars pour 2000-2001 et de 93 170 000 dollars pour 2002-2003 (soit une baisse de 7,37 %) et par un accroissement des dépenses, qui ont augmenté de 25 670 000 millions de dollars (soit 34 %) par rapport à celles de 2000-2001 (76 090 000 dollars).

14. Le total des recettes au titre des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique a atteint 170 140 000 dollars en 2002-2003, contre 109 920 000 dollars en 2000-2001, ce qui tient notamment à une augmentation considérable des contributions volontaires, passées de 105,2 millions de dollars en 2000-2001 à 164,8 millions de dollars en 2002-2003 (une augmentation de 59,5 millions de dollars, soit 56,6 %). Pour les deux exercices biennaux, les recettes ont couvert les dépenses et, pour 2002-2003, un excédent de 53 470 000 dollars a été enregistré.

15. Pour le Fonds multilatéral (voir tableau 2), un excédent des recettes sur les dépenses de 16 150 000 dollars a été enregistré pour 2002-2003, alors qu'en 2000-2001, les recettes avaient été de 32 240 000 dollars inférieures aux dépenses. Les contributions volontaires ont augmenté de 6,1 millions de dollars (2,2 %), passant de 277,7 millions de dollars en 2000-2001 à 283,8 millions de dollars en 2002-2003. Les avances aux partenaires opérationnels ont augmenté de 11 %, passant de 217 070 000 dollars en 2000-2001 à 193 millions de dollars en 2002-2003.

Tableau 2

**Exercices biennaux 2000-2001 et 2002-2003 :
chiffres clefs concernant le Fonds multilatéral
du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001	2002-2003
Total des recettes	321 212	314 569
Total des dépenses	353 454	298 414
Total de l'actif	548 710	564 515
Total du passif	2 372	1 825
Réserves et solde du Fonds	546 337	562 689

	2000-2001	2002-2003
<i>Principaux comptes</i>		
Contributions volontaires	277 720	283 822
Traitements et autres dépenses de personnel	3 849	5 064
Liquidités et dépôts à terme	96 205	73 537
Contributions volontaires à recevoir	139 764	163 567
Solde créditeur interfonds	–	7 277
Solde débiteur interfonds	274	–
Réserve pour charges à payer	170	354
Excédent cumulé	546 337	562 689

Dépenses d'appui au programme

16. Le Comité a examiné les recettes au titre de l'appui au programme provenant du Fonds multilatéral afin de déterminer si le taux appliqué suffisait pour couvrir les dépenses afférentes à l'appui administratif et technique nécessaire à l'exécution des projets et activités financées au moyen du Fonds. Le PNUE est à la fois agent de réalisation de ces activités et trésorier du Fonds.

17. L'Administration a informé le Comité que depuis 1991, le PNUE assurait la trésorerie à titre gracieux. Au cours des 12 dernières années, les fonctions s'étaient complexifiées. Le Fonds ayant pris de l'ampleur, l'Administration avait adopté, pour les contributions, un mécanisme fondé sur des méthodes et instruments financiers novateurs et perfectionnés. La charge de travail du PNUE/Office des Nations Unies à Nairobi s'était donc accrue bien au-delà de ce que supposait normalement la gestion d'un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Le PNUE avait dû déployer des ressources humaines supplémentaires pour s'acquitter de son rôle de trésorier. Le montant total des ressources du Fonds multilatéral était de 64 % supérieur au montant combiné des ressources de tous les autres fonds gérés par le PNUE. L'Administration a informé le Comité qu'en septembre 2003, à la suite d'une demande du Directeur exécutif au Président du Comité exécutif du Fonds multilatéral, un montant annuel de 301 000 dollars avait été versé au titre des services de trésorerie. Elle l'a également informé qu'en avril 2004, ce montant avait été porté à 500 000 dollars par an pour une période cinq ans.

18. La plupart des projets dont la réalisation était confiée au PNUE avaient un budget peu important (maximum 50 000 dollars) et nécessitaient une main-d'œuvre assez importante. Les frais généraux du Programme étaient relativement élevés et, dans la plupart des cas, dépassaient le taux de remboursement standard de l'ONU, à savoir 13 %. Le coût des services administratifs fournis pour ces petits projets était, proportionnellement, nettement supérieur à celui des services fournis pour des projets de plus grande envergure. Les dépenses d'appui au programme approuvées par le Comité exécutif s'élevaient à 428 116 dollars, soit 8 % du budget total des projets (5 351 450 dollars). L'Administration a informé le Comité que les dépenses d'appui au programme seraient examinées par le Comité exécutif à sa quarante-troisième réunion, en juillet 2004.

2. Normes comptables du système des Nations Unies

19. Le Comité a vérifié dans quelle mesure les états financiers du PNUE pour l'exercice biennal 2002-2003 étaient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies. Il a constaté que c'était le cas, excepté que : a) des engagements non réglés d'un montant total de 1 080 000 dollars se rapportant à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 restaient inscrits dans les comptes au 31 décembre 2003 (par. 20 et 21); b) des dépenses de 20,3 millions de dollars faites entre 1991 et 2001 au titre du Fonds multilatéral avaient été comptabilisées dans les dépenses de l'exercice biennal 2002-2003, au lieu d'être inscrites comme ajustements sur exercices antérieurs (par. 25 et 26); c) des transferts à partir du Fonds multilatéral, d'un montant total de 4 millions de dollars, avaient été enregistrés comme recettes du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'exécution d'activités du Fonds multilatéral par le PNUE pour l'exercice biennal 2002-2003, alors qu'ils auraient dû être inscrits comme ajustements sur exercices antérieurs (par. 27 et 28); et d) des contributions volontaires d'un montant de 86,3 millions de dollars auraient dû être reçues depuis longtemps (par. 30 à 32).

Engagements non réglés

20. Des engagements non réglés d'un montant total de 1 080 000 dollars se rapportant à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 étaient encore inscrits dans les comptes au 31 décembre 2003. Un montant de 565 258 dollars avait trait à divers projets pour lesquels aucune dépense n'avait été enregistrée depuis la constatation des engagements.

21. L'Administration a informé le Comité qu'elle progressait dans le traitement des engagements non réglés se rapportant à des exercices antérieurs.

22. Le Comité a noté que le PNUE avait constaté en 2003 des engagements de dépenses d'un montant total de 212 708 dollars alors que les bons de commande correspondants n'avaient été approuvés qu'en 2004. Le Comité craignait que des engagements aient été irrégulièrement constatés pour permettre la mise en réserve de fonds en fin d'année.

23. Le Comité a recommandé que l'Administration constate et révisé les engagements conformément aux règles de gestion financière 105.7 et 105.9 et aux normes comptables du système des Nations Unies, et l'Administration en est convenue.

Ajustements sur exercices antérieurs

24. Aux termes de la règle de gestion financière 106.3, « [s]auf si le Secrétaire général adjoint à la gestion en décide autrement ou si les règles particulières régissant le fonctionnement d'un fonds d'affectation spéciale ou d'un compte spécial en disposent autrement, toutes les opérations financières sont enregistrées dans les comptes sur la base des droits constatés, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies ».

25. Sur les dépenses totales de 290 170 000 dollars enregistrées pour l'exercice biennal 2002-2003 au titre du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, un montant de 20 030 000 dollars correspondait à un ajustement sur la période de 1991 à 2001, résultant du rapprochement des comptes du PNUE et de

ceux du secrétariat du Fonds. Le PNUE a comptabilisé ce montant dans les dépenses de l'exercice 2002-2003 plutôt que comme ajustement sur exercices antérieurs.

26. Le rapprochement a été expliqué dans une note se rapportant aux états financiers du Fonds multilatéral indiquant qu'aux fins d'un suivi aisé des dépenses des principaux organismes de réalisation, le Trésorier a décidé que les modifications des dépenses d'exercices antérieurs signalées par ces organismes seraient comptabilisées comme opérations de l'exercice en cours.

27. Au 31 décembre 2002, le PNUE a fait un ajustement de 1,8 million de dollars dans les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'exécution d'activités du Fonds multilatéral par le PNUE. Cet ajustement correspondait à un transfert du Fonds multilatéral au Fonds d'affectation spéciale approuvé par le Comité exécutif, à sa vingt-troisième réunion, pour l'année 1998. L'Administration a informé le Comité que le montant de 1,8 million de dollars avait été inscrit par erreur dans les comptes du Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Toutefois, le montant en question a été inscrit dans les recettes de 2002 au lieu d'être enregistré comme ajustement sur exercices antérieurs.

28. De même, un transfert de 2,2 millions de dollars du Fonds multilatéral au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'exécution d'activités du Fonds multilatéral par le PNUE, approuvé par le Comité exécutif en 2001, a été inscrit dans les recettes de 2002, plutôt que comptabilisé comme ajustement sur exercices antérieurs.

29. L'Administration a informé le Comité que la manière d'enregistrer les dépenses se rapportant aux exercices antérieurs n'avait pas changé. **Toutefois, elle est convenue de demander au Comité exécutif d'approuver cette façon de procéder.**

Contributions volontaires à recevoir

30. Des contributions volontaires d'un montant de 86,3 millions de dollars (annoncées par les parties à une convention) et d'un montant de 400 000 dollars (autres sources) auraient dû être versées depuis longtemps; elles comprenaient une contribution de 73 070 000 dollars qui aurait dû être versée au Fonds multilatéral depuis plus de cinq ans.

31. Le paragraphe 33 des normes comptables du système des Nations Unies prévoit notamment que conformément au principe de prudence, des provisions pourront être constituées si le recouvrement des recettes paraît douteux, et que si la contribution annoncée est jugée irrécouvrable, il faudra passer par profits et pertes la somme correspondante.

32. L'Administration a informé le Comité que le montant de 86,3 millions de dollars correspondait à des contributions à des fonds d'affectation spéciale représentant la part d'une ou plusieurs parties à une convention dans le financement du budget du secrétariat de cette convention, et qu'il allait être passé par pertes et profits avec l'approbation de la Conférence des parties à la convention. Quant au montant de 400 000 dollars, le Directeur exécutif allait être invité à en autoriser la passation par pertes et profits. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait déjà pris des dispositions à cet égard.

Voyages

33. Des avances de 227 226 dollars versées à l'occasion de voyages en 2001 et 2002 n'avaient pas été réglées au 31 décembre 2003. Des avances de 168 976 dollars versées en 2003 n'avaient pas non plus été réglées au 31 décembre 2003, alors que les voyages s'étaient achevés un à cinq mois auparavant.

34. Selon le paragraphe 11.1 de l'instruction administrative ST/AI/2000/20 du 22 décembre 2000, les fonctionnaires doivent soumettre dans les deux semaines qui suivent l'achèvement d'un voyage une demande de remboursement de frais de voyage dûment remplie. Toutefois, le Comité a noté que le PNUE avait, en application d'un mémorandum du Chef de la Division des services administratifs de l'Office des Nations Unies à Nairobi, porté le délai à 60 jours pour que les fonctionnaires aient plus de temps pour remplir leurs demandes de remboursement, le non-respect de ce délai entraînant le recouvrement sans préavis de l'avance.

35. Au 25 mars 2004, des avances d'un montant total de 140 046 dollars étaient en attente de règlement depuis plus de 20 mois. Un montant de 57 238 dollars (41 %) concernait des fonctionnaires et le solde, soit 82 208 dollars, concernait d'« autres personnes ». Le Comité craint que les avances versées à ces « autres personnes », qui n'avaient été que temporairement au service des Nations Unies, soient difficilement recouvrables.

36. Le Comité a recommandé que l'Administration recouvre les avances versées aux fonctionnaires au moyen de retenues sur salaire et prenne immédiatement des dispositions pour que les avances versées à d'« autres personnes » soient correctement comptabilisées; l'Administration en est convenue.

Avances versées aux agents de réalisation

37. Les accords entre le PNUE et les agents de réalisation prévoient le versement d'avances à ces derniers, qui doivent rendre compte de leurs dépenses au PNUE tous les trimestres, ainsi qu'au 31 janvier de chaque année.

38. Le Comité a constaté qu'au 31 décembre 2003, des avances d'un montant total d'environ 56 040 000 dollars n'avaient pas été réglées, bien que les projets aient été menés à bien ou touchent à leur fin. Ainsi, sur les avances de 17 020 000 dollars faites au PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) en septembre 2001 et imputées sur le Fonds multilatéral, celles qui avaient été réglées représentaient un montant de 6 110 000 dollars. Une autre avance de 12 490 000 dollars, versée au PNUD en janvier 2002, n'avait pas non plus été réglée au 31 décembre 2003. De même, des avances d'un montant de 22 790 000 dollars versées à la Banque mondiale en avril 2002 n'avaient pas été réglées à la date de l'audit.

39. Le Comité a recommandé que l'Administration fasse appliquer les dispositions des accords conclus avec les agents de réalisation concernant le règlement des avances, et l'Administration en est convenue.

3. Présentation et teneur des états financiers

40. Conformément au paragraphe 12 de la résolution 55/220 A de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes a continué d'étudier, en liaison

avec le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies, quelle information financière il conviendrait de présenter dans les annexes aux états financiers, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

41. Les notes afférentes aux états financiers de 2002-2003 ne mentionnaient pas que du matériel durable d'une valeur de 1,2 million de dollars était en attente de passation par pertes et profits, alors que le Comité local de contrôle du matériel en avait approuvé la liquidation.

42. Le Comité a recommandé que l'Administration indique dans les notes afférentes aux états financiers la valeur du matériel durable en attente de passation par pertes et profits; l'Administration en est convenue et a informé le Comité qu'elle ferait le nécessaire pour qu'à l'avenir, le matériel durable soit correctement classé dans les états financiers.

4. Gestion et contrôles financiers

43. Le Bureau régional pour l'Europe loue à un propriétaire privé les locaux qu'il occupe à l'International Environment House, à Genève. Un contrat de location a été signé le 3 juillet 1998 et des modifications y ont été apportées ces trois dernières années.

44. Le propriétaire préférant n'avoir affaire qu'à un seul interlocuteur pour les négociations relatives à la gestion de l'immeuble, le Bureau régional pour l'Europe représente les autres bureaux du PNUE qui partagent les locaux avec lui.

45. Le loyer a été fixé à 332 044 dollars par an, payable à raison de 82 770 dollars par trimestre. La part du Bureau régional pour l'Europe pour le premier et le deuxième trimestres de 2002 n'était que de 31 309 dollars, mais le montant engagé pour cette période était de 121 000 dollars, compte tenu des loyers dus par les autres bureaux.

46. Le Comité a recommandé que les montants versés au nom des autres bureaux soient promptement calculés et remboursés au Bureau régional pour l'Europe; l'Administration en est convenue et a informé le Comité qu'elle avait déjà prié les autres bureaux installés dans l'immeuble d'engager chaque année les fonds correspondant à leur part du loyer.

47. Au Bureau régional pour l'Asie de l'Ouest, il n'était pas établi d'avis de décaissement pour les menues dépenses, alors que selon les directives régissant l'utilisation du fonds de caisse, tous les paiements doivent faire l'objet d'avis de décaissement dûment signés par l'agent certificateur et assortis de reçus.

48. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait déjà mis en place un mécanisme approprié pour se conformer aux directives régissant la gestion du fonds de caisse.

49. Aux termes de la règle de gestion financière 105.4, tous les engagements de dépenses et dépenses requièrent au moins deux signatures autorisées, sous forme classique ou électronique. Tous les engagements de dépenses et dépenses doivent d'abord être signés (« certifiés ») par un agent certificateur dûment désigné (règle 105.5). Après la certification, un agent ordonnateur dûment désigné (règle 105.6) doit signer pour « approuver » l'établissement de l'engagement, la comptabilisation de la dépense et le paiement.

50. Au Bureau régional pour l'Amérique du Nord, le Directeur régional certifie et approuve les opérations financières, alors qu'il est uniquement habilité à signer en qualité d'agent certificateur. Les fonctions ne sont pas convenablement séparées puisque c'est la même personne qui fait office d'agent certificateur et d'agent ordonnateur.

51. L'Administration a souscrit à la recommandation du Comité et a confirmé que : i) le Directeur du Bureau régional pour l'Amérique du Nord était habilité à signer en qualité d'agent ordonnateur et le Directeur adjoint était habilité à signer en qualité de second agent ordonnateur; et ii) l'Assistant administratif avait été nommé agent certificateur du Bureau.

5. Inscriptions au compte de profits et pertes

52. L'Administration a signalé l'inscription au compte de profits et pertes, pour l'exercice biennal 2002-2003, de sommes à recevoir d'un montant total de 4 698,62 dollars.

6. Paiements à titre gracieux

53. L'Administration a informé le Comité qu'aucun paiement à titre gracieux n'avait été effectué pendant l'exercice 2002-2003.

C. Questions de gestion

1. Système intégré de comptabilité et de budgétisation

54. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Système intégré de comptabilité et de budgétisation offrait différents niveaux d'accès pour différents utilisateurs, mais tous les membres du personnel de la Division de l'Administration avaient accès à l'ensemble des menus et des modules. Il en résultait un risque de manipulation des données.

55. Le Comité a recommandé que pour assurer l'intégrité des données, l'Administration élabore et fasse appliquer des directives réglementant de façon plus stricte l'accès au Système intégré de comptabilité et de budgétisation; l'Administration en est convenue.

2. Budgétisation axée sur les résultats

56. La budgétisation axée sur les résultats a pour objet de renforcer le cadre et les processus de planification des programmes, de budgétisation et d'évaluation dans les organismes des Nations Unies.

57. Elle suppose que les programmes ou mandats de chaque organisme soient exécutés sur la base d'une définition claire des objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès, facteurs externes et produits. Les résultats escomptés doivent être précis et mesurables, doivent être réalistes et pouvoir être atteints dans les délais indiqués, et doivent correspondre aux objectifs.

58. Au Bureau régional pour l'Amérique du Nord, le plan de travail comprenait des réalisations escomptées qui ne correspondaient pas aux objectifs. En outre, pour la plupart des activités, il n'était pas précisé de délai, et les indicateurs de résultats n'étaient pas indiqués.

59. L'Administration a informé le Comité que certains membres du personnel du Bureau avaient été formés à la budgétisation axée sur les résultats, mais qu'étant donné la nature du mandat du Bureau, ils avaient eu des difficultés à présenter pour toutes les activités des produits précis et mesurables.

60. Le Comité a recommandé qu'à l'avenir, toutes les règles de la budgétisation axée sur les résultats soient appliquées lors de l'élaboration des plans de travail; l'Administration en est convenue.

3. Matériel durable

61. Au siège du PNUE, l'état récapitulatif des stocks indiquait une valeur de clôture de 10 211 513 dollars au 31 décembre 2003, ce qui ne correspondait pas au rapport d'inventaire physique, qui faisait apparaître une valeur de clôture de 974 157 dollars, soit un écart de 9 237 356 dollars. Cet écart tenait à ce que certains des articles dénombrés dans le rapport d'inventaire n'avaient aucune valeur financière.

62. Le Comité a recommandé que l'Administration mette à jour les relevés du matériel et des stocks, en prêtant une attention particulière à la valeur financière de chaque article, et rapproche ces documents de l'état récapitulatif des stocks; l'Administration en est convenue.

4. Services de consultants

63. Lors des audits intermédiaires effectués au cours de l'exercice biennal 2002-2003, le Comité a soulevé certaines questions relatives aux services de consultants.

64. Au Bureau régional pour l'Europe, six contrats de consultant n'indiquaient pas précisément les délais dans lesquels chaque tâche devait être accomplie, et notamment les dates d'exécution et de livraison des produits, alors que selon l'instruction administrative ST/AI/1999/7, le mandat des consultants doit spécifier les tâches à accomplir et les résultats concrets attendus, qui doivent être mesurables, ainsi que des délais d'exécution réalistes et les modalités précises d'exécution des tâches.

65. Dans le cas de trois des contrats examinés, des versements partiels avaient été effectués sans que les rapports requis sur les progrès accomplis dans l'exécution des tâches n'aient été établis. Sans ces rapports, rien ne permettait de confirmer que les travaux exécutés par les consultants justifiaient les montants versés.

66. Tous les consultants sur lesquels a porté la vérification du Comité avaient reçu la note « excellent », alors que deux d'entre eux avaient livré les produits en retard. L'Administration a expliqué que la note reflétait la qualité du produit final et non la manière dont il avait été exécuté. Toutefois, elle est convenue que les retards auraient dû être pris en compte dans l'évaluation des prestations des consultants.

67. Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, au siège du PNUE, 27 contrats avaient été signés après leur date d'entrée en vigueur. En outre, dans 17 cas, les contrats n'avaient été signés ni par l'une, ni par l'autre partie contractante, alors que le paragraphe 15 de l'instruction administrative ST/AI/296 et le paragraphe 14 de l'instruction administrative ST/AI/295, datées du 19 novembre 1982, disposent qu'un consultant ou vacataire ne peut entamer sa mission tant que le contrat ou l'accord n'a pas été dûment approuvé et signé par lui-même et pour le compte des

Nations Unies. Le Comité craignait que des consultants n'aient été payés sans que leur contrat ait été approuvé ou qu'ils en aient accepté les conditions.

68. Le Comité a recommandé que l'Administration : i) indique les dates de livraison dans les contrats des consultants; ii) exige des consultants qu'ils rendent compte de l'état d'avancement de leur mission et présentent la preuve de ce qu'ils ont accompli à chaque étape, en fonction de quoi le montant à payer sera déterminé; et iii) veille à ce que les contrats soient signés par les deux parties avant leur entrée en vigueur. L'Administration en est convenue.

Contributions des pays donateurs

69. Un montant de 970 126 dollars avait été réservé pour la phase II d'un projet du Bureau régional pour l'Afrique portant sur l'aménagement du bassin du fleuve Nairobi. Lors de l'établissement du budget du projet, il avait été tenu compte d'une annonce de contribution de 200 000 dollars pour laquelle aucun engagement écrit n'avait été donné, alors que selon les conditions approuvées par le Conseil d'administration du PNUE, les prévisions relatives aux ressources futures devaient reposer sur les contributions officiellement annoncées ou versées par les organismes d'appui et les donateurs non gouvernementaux. Les fonds étant insuffisants, certains produits prévus n'avaient pas été exécutés.

70. Le Comité a recommandé que l'Administration obtienne avant le démarrage des projets un engagement ferme des donateurs qui annoncent des contributions; l'Administration en est convenue.

5. Formation du personnel

71. Le Comité s'est penché sur le programme de formation du personnel du PNUE et a constaté avec satisfaction que l'Administration avait commencé à élaborer un plan, qui serait examiné par le Comité directeur de la formation en juin 2004 au plus tard.

6. Technologies de l'information et des communications

72. Étant donné la diversité de ses activités et l'ampleur de la zone géographique qu'il couvrait, le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique avait décidé qu'il devrait, dans le cadre de la structure commune, mettre au point des plans et projets informatiques qui répondent à ses propres besoins. Ce Bureau régional recevait de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et de l'Office des Nations Unies à Nairobi les services d'appui informatique dont il avait besoin.

73. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique n'avait pas constitué au niveau interne de groupe de l'informatique chargé de veiller à ce que ses plans répondent à ses besoins globaux. Il n'avait pas non plus réglementé l'achat et l'entretien du matériel informatique. Sur 42 ordinateurs personnels, 14 avaient été déclarés obsolètes et avaient déjà été transférés au Groupe du matériel en vue de leur liquidation.

74. Le Comité recommande que l'Administration élabore et applique : i) un plan stratégique en matière de technologies de l'information et des communications; et ii) des règles régissant l'achat et l'entretien du matériel informatique. L'Administration a informé le Comité que sa recommandation serait

appliquée dans le cadre du suivi du rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur la gestion de l'informatique au PNUE.

7. Cas de fraude et de présomption de fraude

75. L'Administration a indiqué qu'il n'y avait eu aucun cas de fraude ou de présomption de fraude au cours de l'exercice biennal.

D. Remerciements

76. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur exécutif et les membres de son personnel de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Premier président de la Cour
des comptes de la France
(*Signé*) François **Logerot**

Le 9 juillet 2004

Note : Les commissaires n'ont signé que la version originale anglaise du rapport.

Annexe

État de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité dans son rapport relatif à l'exercice biennal 2000-2001^a

<i>Objet</i>	<i>Mise en œuvre achevée</i>	<i>En cours de mise en œuvre</i>	<i>Non mise en œuvre</i>	<i>Total</i>
Placements effectués au titre des liquidités gérées centralement	Par. 21			1
Rapprochements bancaires	Par. 25			1
Gestion des programmes	Par. 36			1
Approbation des projets	Par. 41			1
Clôture des projets inactifs		Par. 44		1
Questions environnementales		Par. 48		1
Arrangements administratifs avec l'Office des Nations Unies à Genève		Par. 50		1
Contrôle financier et rapports des bureaux régionaux	Par. 53			1
Nombre total	5	3	–	8
Pourcentage	63	37	–	100

^a Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 5F (A/57/5/Add.6)*, chap. II.

Chapitre III

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003, numérotés de I à XIV, ainsi que les tableaux, numérotés 3.1, 4.1 à 4.3, 5.1 et 6.1, et les notes y relatives, qui figurent dans le présent document. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité du Directeur exécutif. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes communes du Groupe des vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et aux normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner, par sondage et dans la mesure jugée nécessaire par le vérificateur compte tenu des circonstances, les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Directeur exécutif, et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que la vérification que nous avons effectuée constitue une base raisonnable sur laquelle fonder la présente opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent pour tous les éléments de caractère significatif une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2003, ainsi que du résultat des opérations et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, et qu'ils ont été établis conformément aux conventions comptables du Programme des Nations Unies pour l'environnement, énoncées dans la note 2 relative aux états financiers, qui ont été appliquées de la même manière que pour l'exercice précédent.

En outre, nous estimons que les opérations du Programme des Nations Unies pour l'environnement qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification étaient, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Premier président de la Cour
des comptes de la France
(*Signé*) François **Logerot**

Le 9 juillet 2004

Note : Les commissaires n'ont signé que la version originale anglaise de l'opinion.

Chapitre IV

Certification des états financiers

Le 31 mars 2004

Je certifie que les états financiers I à XIV du Programme des Nations Unies pour le développement qui figurent ci-après, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, sont corrects.

Le Directeur exécutif du Programme
des Nations Unies pour l'environnement
(*Signé*) Klaus **Töpfer**

Chapitre V

États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003

État I

Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds pour l'environnement	Fonds d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	Total	
									2003	2001
Recettes										
Contributions volontaires	95 868	87 024	164 776	4 583	–	53 037	1 501	–	406 789	314 921
Intérêts créditeurs	1 486	5 283	5 319	263	726	366	135	–	13 578	16 639
Recettes au titre de l'appui au programme	–	–	–	–	18 136	–	–	(17 060)	1 076	879
Recettes accessoires	1 433	862	43	–	382	57	11	–	2 788	6 691
Droits d'auteur	–	–	–	–	–	–	51	–	51	3
Ventes de publications	–	–	–	–	–	–	105	–	105	116
Total, recettes	98 787	93 169	170 138	4 846	19 244	53 460	1 803	(17 060)	424 387	339 249
Dépenses										
Traitements et autres dépenses de personnel	63 309	47 441	37 887	4 601	15 685	8 818	342	–	178 083	128 417
Services contractuels	16 856	15 000	44 910	–	564	15 637	206	–	93 173	62 405
Frais de voyage	7 795	4 904	6 216	120	104	2 229	56	–	21 424	16 034
Dépenses de fonctionnement	14 465	19 859	19 832	–	302	10 286	516	–	65 260	61 712
Achats	7 541	2 878	4 295	–	21	987	471	–	16 193	10 509
Bourses, subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	58
Dépenses d'appui au programme	–	11 683	3 524	566	–	1 252	35	(17 060)	–	–

	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	Total	
									2003	2001
Prix Sasakawa de l'environnement	–	–	–	–	–	–	400	–	400	400
Total, dépenses	109 966	101 765	116 664	5 287	16 676	39 209	2 026	(17 060)	374 533	279 535
Excédent/(déficit)	(11 179)	(8 596)	53 474	(441)	2 568	14 251	(223)	–	49 854	59 714
Virement depuis/(à) l'Office des Nations Unies à Nairobi et d'autres fonds	986	–	–	–	(19)	–	–	–	967	(93)
Montants remboursés aux donateurs	–	(83)	(142)	(168)	–	(48)	–	–	(441)	(229)
Virements à/(depuis) la réserve de fonctionnement ou au/(depuis) fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	(45)	–	(45)	470
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(443)	(3 896)	(4 523)	(110)	(771)	499	(179)	–	(9 423)	(1 587)
Excédent/(déficit) net	(10 636)	(12 575)	48 809	(719)	1 778	14 702	(447)	–	40 912	58 275
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	2 569	294	83	(3)	114	104	–	–	3 161	4 103
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	14 766	86 707	67 483	3 505	1 659	15 819	860	–	190 799	128 420
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	6 699	74 426	116 375	2 783	3 551	30 625	413	–	234 872	190 799
Réserves financières/fonds de dotation, début d'exercice	10 000	–	–	–	2 000	–	1 505	–	13 505	11 476
Réserves financières/fonds de dotation, fin d'exercice	10 000	–	–	–	2 000	–	1 543	–	13 543	11 505

État II

Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds

État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	Total	
									2003	2001
Actif										
Encaisse et dépôts à terme	7 335	70 331	117 122	3 317	6 881	30 720	1 698	–	237 404	210 322
Soldes débiteurs interfonds	21 291	221	137	3	–	1 857	433	(23 942)	–	–
Contributions volontaires à recevoir	537	18 039	491	–	–	2 739	–	–	21 806	24 102
Autres comptes débiteurs	9 534	8 219	34 688	2	21	2 312	3	–	54 779	32 978
Stocks	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17
Avances aux agents d'exécution	1 148	–	–	–	–	–	–	–	1 148	2 407
Charges comptabilisées d'avances	687	48	150	–	–	618	–	–	1 503	653
Total, actif	40 532	96 858	152 588	3 322	6 902	38 246	2 134	(23 942)	316 640	270 479
Passif										
Soldes créditeurs interfonds	–	7 421	23 510	264	107	463	41	(23 942)	7 864	3 223
Autres comptes créditeurs	12 492	2 073	4 257	78	261	2 367	14	–	21 542	14 139
Autres éléments de passif	1 246	–	–	–	–	–	–	–	1 246	675
Réserve pour engagements	9 603	11 142	8 446	197	983	4 685	123	–	35 179	35 653
Avances reçues des agents d'exécution	437	–	–	–	–	–	–	–	437	10 889
Recettes comptabilisées d'avances	55	1 796	–	–	–	106	–	–	1 957	1 596
Total, passif	23 833	22 432	36 213	539	1 351	7 621	178	(23 942)	68 225	66 175
Réserves et soldes des fonds										
Réserves financières	10 000	–	–	–	2 000	–	1 543	–	13 543	13 505
Excédent cumulé	6 699	74 426	116 375	2 783	3 551	30 625	413	–	234 872	190 799
Total, réserves et soldes des fonds	16 699	74 426	116 375	2 783	5 551	30 625	1 956	–	248 415	204 304
Total, passif et réserves et soldes des fonds	40 532	96 858	152 588	3 322	6 902	38 246	2 134	(23 942)	316 640	270 479

État III

Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds

État récapitulatif des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds pour l'environnement	Fonds d'affectation générale spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	Total	
									2003	2001
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement										
Excédent/(déficit) net	(10 636)	(12 575)	48 809	(719)	1 778	14 702	(447)	–	40 912	58 275
Augmentation/(diminution)										
Contributions volontaires à recevoir	1 501	3 109	(491)	–	–	(1 823)	–	–	–	18 964
Autres comptes débiteurs	(2 018)	(2 865)	(17 667)	27	(18)	741	(1)	–	(21 801)	(3 891)
Stocks	–	–	–	–	–	–	17	–	17	(17)
Charges comptabilisées d'avance	(129)	(6)	(121)	3	3	(618)	18	–	(850)	708
Augmentation/(diminution)										
Autres comptes créditeurs	4 824	(904)	1 602	(25)	153	1 758	(6)	–	7 402	814
Autres éléments de passif	397	5	–	88	–	81	–	–	571	553
Réserve pour engagements	(4 018)	2 866	(1 027)	1	532	1 203	(31)	–	(474)	8 482
À déduire : intérêts créditeurs	(1 486)	(5 283)	(5 319)	(263)	(726)	(366)	(135)	–	(13 578)	(16 639)
Encaisse nette provenant des activités de fonctionnement	(11 565)	(15 653)	25 786	(888)	1 722	15 678	(585)	–	14 495	67 249
Flux de trésorerie provenant des activités de placement et de financement										
(Augmentation)/diminution du montant net des avances consenties aux agents d'exécution ou versées par eux	(9 193)	–	–	–	–	–	–	–	(9 193)	6 005
(Augmentation)/diminution des soldes créditeurs interfonds à recevoir	(9 912)	(3 025)	13 676	930	2 617	35	321	–	4 642	(37 298)

	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	Total	
									2003	2001
Augmentation/(diminution) des recettes comptabilisées d'avance	34	221	–	–	–	106	–	–	361	(22 126)
À ajouter : intérêts créditeurs	1 486	5 283	5 319	263	726	366	135	–	13 578	16 639
Encaisse nette provenant des activités de placement et de financement	(17 585)	2 479	18 995	1 193	3 343	507	456	–	9 388	(36 780)
Flux de trésorerie provenant d'autres sources										
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	2 569	294	83	(3)	114	104	–	–	3 161	4 103
Virements à/depus la réserve de fonctionnement ou au/depus le fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	38	–	38	(470)
Montant net des flux de trésorerie provenant d'autres sources	2 569	294	83	(3)	114	104	38	–	3 199	3 633
Augmentation/(diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	(26 581)	(12 880)	44 864	302	5 179	16 289	(91)	–	27 082	34 102
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	33 916	83 211	72 258	3 015	1 702	14 431	1 789	–	210 322	176 220
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	7 335	70 331	117 122	3 317	6 881	30 720	1 698	–	237 404	210 322

Tableau 3.1
Fonds pour l'environnement
Encaisse en monnaies convertibles et non convertibles,
dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	Valeur comptable	Valeur de réalisation	Plus-value/ moins-value (latente)
Fonds pour l'environnement				
	État IV			
Disponible en banque		5 610 760		
Trésorerie commune	^a	1 653 029	1 652 521	(508)
Comptes en monnaie non convertible (roubles russes)	^b	71 440		
Total		7 335 229		
Fonds d'affectation spéciale et autres comptes du PNUE				
Disponible en banque		4 668 036		
Trésorerie commune	^a	223 275 307	223 206 649	(68 658)
Placements hors trésorerie commune		2 085 154		
Total		230 028 497		
Fonds généraux d'affectation spéciale	État V	70 330 934		
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	État VII	117 121 921		
Programme des administrateurs auxiliaires	État VIII	3 317 274		
Prix Sasakawa de l'environnement	État IX	1 656 446		
Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme	État X	6 881 496		
Contributions à des fins spécifiées	État XI	30 720 426		
Total		230 028 497		
Fonds d'affectation spéciale du PNUE en monnaies non convertibles				
Dollars jamaïcains	État XIII	41 064		
Total		41 064		
Total PNUE		237 404 790		
Fonds multilatéral				
	État VI			
Disponible en banque		951 278		
Trésorerie commune	^a	72 585 926	72 563 605	(22 321)
Total		73 537 204		

^a À l'échelle du système, tous les placements réalisés pour le compte des bureaux hors siège sont gérés centralement par la Trésorerie du Siège de l'Organisation des Nations Unies, qui assume l'entière responsabilité des politiques suivies dans ce domaine, les bureaux participants étant simplement responsables de la planification de leur flux de trésorerie et de leurs liquidités. La Trésorerie du Siège de l'ONU achète diverses valeurs, dont les dates d'échéance et les taux d'intérêt diffèrent. Il est donc pratiquement impossible d'indiquer les dates d'échéance et les taux d'intérêt correspondant aux placements de la Trésorerie commune.

^b Un montant de 71 439,72 dollars, dont l'utilisation est soumise à certaines restrictions, est déposé dans un compte libellé en dollars auprès de la Vneshconombank (Russie).

État IV

Fonds pour l'environnement**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Recettes			
Contributions volontaires	Tableau 4.1	95 867 976	84 742 550
Intérêts créditeurs		1 485 712	4 181 075
Recettes accessoires		1 432 981	6 173 693
Total, recettes		98 786 669	95 097 318
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		63 308 574	49 054 553
Services contractuels		16 855 604	18 862 278
Frais de voyage		7 795 441	7 440 132
Dépenses de fonctionnement		14 464 932	25 697 585
Achats		7 540 761	5 279 108
Total, dépenses		109 965 312	106 333 656
Excédent/(déficit)		(11 178 643)	(11 236 338)
Virements depuis/(au) Bureau des Nations Unies à Nairobi et depuis/(à) d'autres fonds		986 447	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Note 9	(442 799)	(390)
Excédent/(déficit) net		(10 634 995)	(11 236 728)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		2 569 382	1 731 700
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		14 766 037	24 271 065
Réserves et solde des fonds en fin d'exercice		6 700 424	14 766 037
Réserves financières en début d'exercice		10 000 000	10 000 000
Réserves financières en fin d'exercice		10 000 000	10 000 000

État IV (*fin*)

Fonds pour l'environnement

État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds
au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	2003	2001
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	7 335 229	33 915 822
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	21 291 368	11 379 531
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 4.1	537 328	2 038 174
Autres comptes débiteurs	Note 5 a)	9 533 888	7 516 235
Avances consenties à des agents d'exécution		1 148 319	2 406 843
Charges comptabilisées d'avance	Note 5 c)	687 352	558 188
Total, actif		40 533 484	57 814 793
Passif			
Autres comptes créditeurs	Note 5 b)	12 492 169	7 669 551
Autres éléments de passif		1 246 173	849 122
Réserve pour engagements	Tableau 4.2	9 602 503	13 620 184
Avances consenties par des agents d'exécution		436 989	10 888 599
Recettes comptabilisées d'avance		55 226	21 300
Total, passif		23 833 060	33 048 756
Réserves et soldes des fonds			
Réserves financières		10 000 000	10 000 000
Excédent cumulé		6 700 424	14 766 037
Total, réserves et soldes des fonds		16 700 424	24 766 037
Total, passif et réserves et soldes des fonds		40 533 484	57 814 793

Tableau 4.1
Fonds pour l'environnement

État des contributions au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002- 2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Afrique du Sud	–	–	64 000	–	64 000	–	64 000	–
Albanie	–	–	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Algérie	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Allemagne	–	–	10 875 589	–	10 875 589	–	10 875 589	–
Andorre	–	–	19 762	–	19 762	–	19 762	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Arabie saoudite	–	–	151 303	–	151 303	–	151 303	–
Argentine	–	–	12 000	–	12 000	–	12 000	–
Australie	–	–	674 125	–	674 125	–	674 125	–
Autriche	–	–	693 417	–	693 417	–	693 417	–
Azerbaïdjan	–	–	3 600	–	3 600	–	–	3 600
Bahamas	–	–	600	–	600	1 182	600	–
Bahreïn	–	–	5 481	–	5 481	–	2 731	2 750
Bangladesh	2 550	–	5 100	–	5 100	–	5 100	2 550
Barbade	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Bélarus	–	11 300	15 020	–	15 020	–	26 320	–
Belgique	–	(26 460)	508 044	–	508 044	–	481 584	–
Bénin	–	–	9 996	–	9 996	–	–	9 996
Bhoutan	4 019	–	2 600	–	2 600	–	3 254	3 365
Bockman Bill	–	–	100	–	100	–	100	–
Botswana	–	–	15 792	–	15 792	–	15 792	–
Brésil	–	6 000	–	–	–	–	6 000	–
Brunéi Darussalam	–	–	9 980	–	9 980	–	9 980	–
Bulgarie	–	–	6 000	–	6 000	–	6 000	–
Burkina Faso	–	–	1 200	–	1 200	–	–	1 200
Burundi	4 000	–	–	–	–	–	4 000	–
Cambodge	1 500	–	1 470	–	1 470	–	1 500	1 470
Cameroun	–	–	12 400	–	12 400	–	–	12 400
Canada	–	–	3 418 910	–	3 418 910	–	3 418 910	–
Cap-Vert	–	–	1 200	–	1 200	–	–	1 200
Chili	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Chine	–	–	387 274	–	387 274	–	387 274	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002- 2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Chypre	–	–	2 000	–	2 000	–	2 000	–
Colombie	–	10 000	74 000	–	74 000	–	70 370	13 630
Comores	–	–	400	–	400	–	–	400
Costa Rica	–	–	10 890	–	10 890	–	10 890	–
Côte d'Ivoire	–	–	7 200	–	7 200	–	–	7 200
Croatie	–	–	36 000	–	36 000	–	36 000	–
Cuba	–	–	12 000	–	12 000	–	6 000	6 000
Danemark	–	–	4 620 948	–	4 620 948	–	4 620 948	–
Égypte	–	–	9 000	–	9 000	–	–	9 000
El Salvador	–	–	2 400	–	2 400	–	2 400	–
Émirats arabes unis	–	(6 377)	–	–	–	–	(6 377)	–
Érythrée	–	–	600	–	600	–	600	–
Espagne	–	–	1 275 454	–	1 275 454	–	1 275 454	–
Estonie	–	–	6 000	–	6 000	–	6 000	–
États-Unis d'Amérique	–	–	11 975 000	–	11 975 000	–	11 975 000	–
Fédération de Russie	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–
Fidji	–	–	9 224	–	9 224	4 600	9 224	–
Finlande	–	–	5 905 836	–	5 905 836	–	5 905 836	–
Fondation japonaise pour le PNUE	–	–	92 586	–	92 586	–	92 586	–
France	–	–	4 638 762	12 607	4 651 369	–	4 651 369	–
Gambie	–	–	2 000	–	2 000	–	–	2 000
Ghana	10 000	–	2 980	–	2 980	–	12 980	–
Grèce	–	–	200 007	–	200 007	–	200 007	–
Guatemala	–	–	3 600	–	3 600	–	–	3 600
Guinée	–	–	1 800	–	1 800	–	1 800	–
Guinée équatoriale	6 000	–	–	–	–	–	6 000	–
Haiti	–	–	1 857	–	1 857	–	1 857	–
Hongrie	–	–	140 200	–	140 200	–	140 200	–
Inde	100 962	–	200 000	–	200 000	–	201 737	99 225
Indonésie	–	45 000	30 000	–	30 000	–	74 951	49
Iran (République islamique d')	–	–	60 000	–	60 000	–	60 000	–
Irlande	–	–	630 989	–	630 989	–	630 989	–
Islande	–	16 000	40 000	–	40 000	–	56 000	–
Israël	–	–	32 000	–	32 000	–	32 000	–
Italie	1 682 124	–	4 881 840	–	4 881 840	–	6 563 964	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002- 2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Jamaïque	–	–	17 042	–	17 042	–	17 042	–
Japon	–	–	4 100 000	–	4 100 000	–	4 100 000	–
Kenya	46 681	–	30 000	–	30 000	–	56 802	19 879
Kirghizistan	–	–	700	–	700	–	–	700
Koweït	–	–	400 000	–	400 000	–	400 000	–
Lesotho	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Lettonie	–	–	11 800	–	11 800	–	11 800	–
Liban	–	–	4 800	–	4 800	–	–	4 800
Liechtenstein	–	–	7 100	–	7 100	–	7 100	–
Lituanie	–	–	7 200	–	7 200	–	7 200	–
Luxembourg	–	–	220 706	–	220 706	–	220 706	–
Madagascar	–	–	9 970	–	9 970	–	9 970	–
Malawi	–	–	616	–	616	–	603	13
Maldives	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
Malte	–	–	9 000	–	9 000	–	9 000	–
Maroc	–	–	7 975	–	7 975	–	7 975	–
Maurice	–	–	9 416	–	9 416	–	9 416	–
Mauritanie	18 000	–	–	–	–	–	12 000	6 000
Mexique	31 337	–	200 000	–	200 000	–	164 391	66 946
Micronésie	–	–	600	–	600	–	600	–
Monaco	–	–	22 000	–	22 000	–	22 000	–
Mongolie	–	–	1 996	–	1 996	–	1 996	–
Mozambique	20 000	–	1 200	–	1 200	–	12 400	8 800
Myanmar	–	–	2 000	–	2 000	–	2 000	–
Népal	–	–	4 000	–	4 000	–	4 000	–
Niger	5 000	–	1 200	–	1 200	–	–	6 200
Norvège	–	–	4 129 263	–	4 129 263	–	4 129 263	–
Nouvelle-Zélande	–	–	291 600	–	291 600	–	145 800	145 800
Oman	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Ouganda	–	–	4 200	–	4 200	–	3 717	483
Ouzbékistan	–	–	4 475	–	4 475	–	4 475	–
Pakistan	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Panama	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Pays-Bas	–	–	9 343 962	–	9 343 962	–	9 343 962	–
Philippines	4 376	–	18 982	–	18 982	–	13 867	9 491
PNUD – siège	–	–	23 484	–	23 484	–	23 484	–
PNUE	–	–	100	–	100	–	100	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002- 2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Pologne	63 000	–	100 000	–	100 000	–	100 000	63 000
Portugal	–	–	160 000	–	160 000	–	160 000	–
République centrafricaine	–	–	600	–	600	–	594	6
République de Corée	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
République démocratique du Congo	6 000	–	–	–	–	–	6 000	–
République démocratique populaire lao	–	–	4 000	–	4 000	–	4 000	–
République de Moldova	1 000	–	1 200	–	1 200	–	–	2 200
République slovaque	–	–	10 000	–	10 000	19 800	10 000	–
République tchèque	–	–	289 604	–	289 604	–	289 604	–
Roumanie	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Royaume-Uni	–	–	13 379 133	–	13 379 133	–	13 379 133	–
Rwanda	–	–	600	–	600	–	600	–
Sainte-Lucie	–	–	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Saint-Marin	–	–	2 400	–	2 400	–	2 400	–
Sénégal	–	–	12 000	–	12 000	13 000	12 000	–
Seychelles	–	–	2 400	–	2 400	–	1 200	1 200
Siemens Munchen Perlach	–	–	2 722	–	2 722	–	2 722	–
Sierra Leone	–	–	2 157	–	2 157	–	2 157	–
Sinclair Knight Merz Pty Ltd.	–	–	1 500	–	1 500	–	1 500	–
Singapour	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Slovénie	–	–	97 153	–	97 153	–	97 153	–
Sri Lanka	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
Suède	–	–	4 713 440	–	4 713 440	–	4 713 440	–
Suisse	–	–	4 743 743	–	4 743 743	–	4 743 743	–
Swaziland	6 000	–	6 000	–	6 000	–	12 000	–
Suriname	–	–	1 200	–	1 200	–	–	1 200
Tadjikistan	25 625	–	21 900	–	21 900	–	28 950	18 575
Tanzanie	–	–	1 200	–	1 200	–	–	1 200
Thaïlande	–	–	38 225	–	38 225	–	38 225	–
Togo	–	–	1 200	–	1 200	–	–	1 200
Tonga	–	–	600	–	600	–	600	–
Trinité-et-Tobago	–	–	10 200	–	10 200	13 562	10 200	–
Turquie	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
Tuvalu	–	–	600	–	600	–	600	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002- 2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Venezuela	–	39 102	–	–	–	–	39 102	–
Viet Nam	–	–	10 040	–	10 040	–	10 040	–
Yémen	–	–	5 436	–	5 436	–	5 436	–
Total	2 038 174	94 565	95 867 976	12 607	95 880 583	52 144	97 475 994	537 328

**Contributions non versées au titre de 2002-2003
et d'années antérieures**

Contributions annoncées depuis moins d'un an	432 938
Contributions annoncées depuis 1 an ou plus	104 390
Total	537 328

Tableau 4.2
Fonds pour l'environnement
État récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués,
des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts
et des crédits alloués pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Activités relevant du programme du Fonds</i>	<i>Crédits ouverts pour 2002-2003</i>	<i>Crédits alloués en 2002-2003</i>	<i>Dépenses engagées en 2002-2003*</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts en 2002-2003</i>	<i>Solde inutilisé des crédits alloués pour 2002-2003</i>
Évaluation de l'environnement et système d'alerte rapide	23 000 000	23 000 000	21 422 550	1 577 450	1 577 450
Élaboration des politiques et droit de l'environnement	13 925 000	13 925 000	13 650 724	274 276	274 276
Mise en œuvre des politiques	8 000 000	8 000 000	76 245 830	754 170	754 170
Technologie, industrie et économie de l'environnement	21 350 000	21 350 000	21 378 071	(28 071)	(28 071)
Politiques, planification et services au niveau régional	21 025 000	21 025 000	21 154 788	(129 788)	(129 788)
Conventions relatives à l'environnement	6 975 000	6 975 000	6 389 497	585 503	585 503
Communication et information	5 725 000	5 725 000	5 545 445	179 555	179 555
Total, activités relevant du programme du Fonds	100 000 000	100 000 000	96 786 905	3 213 095	3 213 095
Total, activités financées par la réserve du programme du Fonds	5 000 000	5 000 000	2 922 427	2 077 573	2 077 573
Total partiel [voir note 5 d)]	105 000 000	105 000 000	99 709 332	5 290 668	5 290 668
Budget d'appui (tableau 4.3)	14 878 2000	11 903 500	10 255 980	4 620 220	1 647 520
Total, Fonds pour l'environnement	119 876 200	116 903 500	109 965 312	9 910 888	6 938 188

* Les dépenses comprennent :

Les engagements non réglés concernant :

Des activités relevant du programme du Fonds	8 363 811
Des activités financées par la réserve du programme du Fonds	534 822
Des dépenses d'appui (voir tableau 4.3)	301 833
Total, exercice biennal considéré	9 200 466
Engagements au titre d'exercices antérieurs	402 037
Total, engagements non réglés	9 602 503

Tableau 4.3
Fonds pour l'environnement

Budget d'appui

État récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués,
des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts
et des crédits alloués pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 2002-2003</i>	<i>Crédits alloués pour 2002-2003</i>	<i>Dépenses engagées en 2002-2003</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts pour 2002-2003</i>	<i>Solde inutilisé des crédits alloués en 2002-2003</i>
Traitements et autres dépenses de personnel	10 748 000	8 268 650	7 449 693	3 298 307	818 957
Services contractuels	889 000	846 150	866 571	22 429	(20 421)
Frais de voyage	1 118 200	1 100 700	907 813	210 387	192 887
Dépenses de fonctionnement	1 560 500	1 239 700	848 730	711 770	390 970
Achats	560 500	448 300	183 173	377 327	265 127
Total	14 876 200	11 903 500	10 255 980	4 620 220	1 647 520

État V

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'évaluation de l'environnement après les conflits</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique</i>
	<i>Référence</i>	<i>AEL</i>	<i>AML</i>	<i>AWL</i>	<i>BAL</i>	<i>BCL</i>	<i>BDL</i>	<i>BEL</i>	<i>BFL</i>
Recettes									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	2 415 690	42 147	1 111 737	304 264	6 246 670	1 169 305	3 322 384	62 240
Intérêts créditeurs		36 165	144 008	42 565	14 886	644 438	247 117	103 864	1 215
Recettes accessoires		–	–	229	–	–	3 398	19 507	–
Total, recettes		2 451 855	186 155	1 154 531	319 150	6 891 108	1 419 820	3 445 755	63 455
Dépenses									
Traitements et autres dépenses de personnel		568 347	–	340 994	229 116	5 073 377	28 342	589 655	–
Services contractuels		279 202	–	391 242	9 563	937 193	296 732	339 010	–
Frais de voyage		141 054	–	51 124	15 420	268 653	5 279	219 408	–
Dépenses de fonctionnement		70 782	–	231 174	29 140	1 322 698	681 340	1 241 333	–
Achats		21 193	–	10 979	7 900	172 538	11 557	7 922	–
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	–	–	–

							Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique
	Référence	AEL	AML	AWL	BAL	BCL	BDL	BEL	BFL
Dépenses d'appui aux programmes	État X	140 475	–	132 807	37 752	1 010 675	132 832	311 620	–
Total, dépenses		1 221 053	–	1 158 320	328 891	8 785 134	1 156 082	2 708 948	–
Excédent/(déficit)		1 230 802	186 155	(3 789)	(9 741)	(1 894 026)	263 738	736 807	63 455
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	(53 841)	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	–	(46 099)	(36)	(10 430)	109 106	(420 495)	–
Excédent/(déficit) net		1 230 802	186 155	(49 888)	(9 777)	(1 904 456)	319 003	316 312	63 455
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–	5 393	–	–	–	93 735	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		–	4 655 429	434 938	135 820	7 272 871	3 015 187	1 789 625	–
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		1 230 802	4 841 584	390 443	126 043	5 368 415	3 334 190	2 199 672	63 455

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

							Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique
	Référence	AEL	AML	AWL	BAL	BCL	BDL	BEL	BFL
Actif									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	1 295 750	2 264 385	451 497	141 673	6 399 783	3 327 857	2 370 469	63 455
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	–	3 135	–	–
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	–	2 623 811	17 336	25	577 023	–	227 325	–
Autres comptes débiteurs		34 246	–	56 214	1 806	124 547	233 016	23 044	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–	–	–
Total, actif		1 329 996	4 888 196	525 047	143 504	7 101 353	3 564 008	2 620 838	63 455
Passif									
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	99 194	46 612	41 005	7 580	684 369	–	21 064	–
Autres comptes créditeurs		–	–	11 174	–	250 971	53 143	18 014	–
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		–	–	68 020	9 881	444 172	176 675	134 388	–
Recettes comptabilisées d'avance		–	–	14 405	–	353 426	–	247 700	–
Total, passif		99 194	46 612	134 604	17 461	1 732 938	229 818	421 166	–

<i>Référence</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'évaluation de l'environnement après les conflits</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique</i>
<i>Référence</i>	<i>AEL</i>	<i>AML</i>	<i>AWL</i>	<i>BAL</i>	<i>BCL</i>	<i>BDL</i>	<i>BEL</i>	<i>BFL</i>
Réserves et soldes des fonds								
Excédent cumulé	1 230 802	4 841 584	390 443	126 043	5 368 415	3 334 190	2 199 672	63 455
Total, réserves et soldes des fonds	1 230 802	4 841 584	390 443	126 043	5 368 415	3 334 190	2 199 672	63 455
Total, passif et réserves et soldes des fonds	1 329 996	4 888 196	525 047	143 504	7 101 353	3 564 008	2 620 838	63 455

État V (suite)

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve- souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>
		BKL	BLL	BTL	BVL	BYL	BZL	CRL	CTL
Recettes									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	2 332 298	–	388 211	–	16 521 753	1 517 264	2 102 609	8 714 291
Intérêts créditeurs		314 441	17 008	11 604	25 034	583 958	38 666	96 273	245 336
Recettes accessoires		1 329	–	2 736	–	228 297	–	2 386	263 858
Total, recettes		2 648 068	17 008	402 551	25 034	17 334 008	1 555 930	2 201 268	9 223 485
Dépenses									
Traitements et autres dépenses de personnel		2 363 045	–	249 083	–	12 501 693	–	1 234 650	6 143 635
Services contractuels		4 707 411	(75 685)	2 650	–	234 052	–	101 988	761 262
Frais de voyage		383 804	(439)	27 463	–	764 663	–	240 579	563 798
Dépenses de fonctionnement		300 260	(63 337)	69 947	–	2 394 637	1 236 790	304 495	983 439
Achats		257 782	(15 523)	7 173	–	1 376 240	–	45 527	221 789
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X	1 041 599	(20 148)	46 151	–	2 245 306	159 461	250 063	1 127 610
Total, dépenses		9 053 901	(175 132)	402 467	–	19 516 591	1 396 251	2 177 302	9 801 533

	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve- souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>
<i>Référence</i>	<i>BKL</i>	<i>BLL</i>	<i>BTL</i>	<i>BVL</i>	<i>BYL</i>	<i>BZL</i>	<i>CRL</i>	<i>CTL</i>
Excédent/(déficit)	(6 405 833)	192 140	84	25 034	(2 182 583)	159 679	23 966	(578 048)
Sommes remboursées aux donateurs	–	–	–	–	(15 850)	(13 289)	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	(97 088)	(4 777)	–	2 516	(90 482)	(39 389)	(1 119 014)
Excédent/(déficit) net	(6 405 833)	95 052	(4 693)	25 034	(2 195 917)	55 908	(15 423)	(1 697 062)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–	–	–	161 600	3 773	36 827	(4 307)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	7 263 955	264 281	75 608	331 686	9 696 502	528 314	3 112 129	3 942 896
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	858 122	359 333	70 915	356 720	7 662 185	587 995	3 133 533	2 241 527

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve- souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>
	<i>Référence</i>	<i>BKL</i>	<i>BLL</i>	<i>BTL</i>	<i>BVL</i>	<i>BYL</i>	<i>BZL</i>	<i>CRL</i>	<i>CTL</i>
Actif									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	52 267	252 324	57 810	356 720	7 595 296	1 091 383	1 287 885	3 226 986
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	21 010	1 646	–	–	106 925	–	48 304	–
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	222 498	159 475	2 937	–	1 249 464	40 000	2 027 534	824 010
Autres comptes débiteurs		4 425 663	–	28 189	–	671 134	38 386	28 034	815 708
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	7 584	–	19 447	–
Total, actif		4 721 438	413 445	88 936	356 720	9 630 403	1 169 769	3 411 204	4 866 704
Passif									
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	–	17 966	–	–	493 299	–	1 654 202
Autres comptes créditeurs		25 414	54 112	–	–	185 586	–	57 470	234 710
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		3 837 902	–	–	–	1 175 019	88 475	220 201	486 790
Recettes comptabilisées d'avance		–	–	55	–	607 613	–	–	249 475
Total, passif		3 863 316	54 112	18 021	–	1 968 218	581 774	277 671	2 625 177

	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve-souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>
<i>Référence</i>	<i>BKL</i>	<i>BLL</i>	<i>BTL</i>	<i>BVL</i>	<i>BYL</i>	<i>BZL</i>	<i>CRL</i>	<i>CTL</i>
Réserves et soldes des fonds								
Excédent cumulé	858 122	359 333	70 915	356 720	7 662 185	587 995	3 133 533	2 241 527
Total, réserves et soldes des fonds	858 122	359 333	70 915	356 720	7 662 185	587 995	3 133 533	2 241 527
Total, passif et réserves et soldes des fonds	4 721 438	413 445	88 936	356 720	9 630 403	1 169 769	3 411 204	4 866 704

État V (suite)

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'établissement du Secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement à la Maison internationale de l'environnement à Genève</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
	<i>Référence</i>	<i>DUL</i>	<i>EAL</i>	<i>EBL</i>	<i>EEL</i>	<i>EGL</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
Recettes									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	2 182 27	699 116	215 003	–	302 115	343 200	163 797	194 982
Intérêts créditeurs		34 868	71 462	17 346	2 218	17 524	105 023	13 664	19 775
Recettes accessoires		322 497	–	–	–	–	–	–	–
Total, recettes		2 539 636	770 578	232 349	2 218	319 639	448 223	177 461	214 757
Dépenses									
Traitements et autres dépenses de personnel		412 714	268 196	222 053	–	171 034	252 491	–	150 414
Services contractuels		209 863	45 495	185 435	–	–	5 000	58 077	–
Frais de voyage		168 143	1 065	15 944	–	–	7 536	25 936	84 899
Dépenses de fonctionnement		463 053	34 038	26 203	–	5 200	10 637	114 415	–
Achats		42 136	531	3 707	–	3 040	35 545	441	(2 221)
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X	168 468	45 399	58 934	–	23 306	40 457	25 839	30 302
Total, dépenses		1 464 377	394 724	512 276	–	202 580	351 666	224 708	263 394
Excédent/(déficit)		1 075 259	375 854	(279 927)	2 218	117 059	96 557	(47 247)	(48 637)
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	–	–	–

<i>Référence</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale à la Maison internationale de l'environnement à Genève</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
	<i>DUL</i>	<i>EAL</i>	<i>EBL</i>	<i>EEL</i>	<i>EGL</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(1 117 384)	–	–	–	–	(17 400)	–	–
Excédent/(déficit) net	(42 125)	375 854	(279 927)	2 218	117 059	79 157	(47 247)	(48 637)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–	–	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	1 393 805	3 488 218	422 067	24 515	–	1 499 210	384 966	281 480
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	1 351 680	3 864 072	142 140	26 733	117 059	1 578 367	337 719	232 843

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'établissement du Secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement à la Maison internationale de l'environnement à Genève</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
		DUL	EAL	EBL	EEL	EGL	ESL	ETL	FIL
Actif									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	896 344	992 593	161	26 733	319 639	1 498 544	183 229	247 921
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	690	39 062	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	552 434	2 912 568	129 636	–	–	203 371	232 053	–
Autres comptes débiteurs		38 920	26 261	–	–	–	–	–	–
Charges comptabilisées d'avance		5 570	–	–	–	–	–	–	–
Total, actif		1 493 268	3 932 112	168 859	26 733	319 639	1 701 915	415 282	247 921
Passif									
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	17 641	–	–	–	202 580	116 930	10 980	1 965
Autres comptes créditeurs		9 440	45 178	26 087	–	–	–	–	12 672
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		114 507	22 862	632	–	–	6 618	18 298	441
Recettes comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–	48 285	–
Total, passif		141 588	68 040	26 719	–	202 580	123 548	77 563	15 078

<i>Référence</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale internationale de l'environnement à Genève</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
<i>DUL</i>	<i>EAL</i>	<i>EBL</i>	<i>EEL</i>	<i>EGL</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>	
Réserves et soldes des fonds								
Excédent cumulé	1 351 680	3 864 072	142 140	26 733	117 059	1 578 367	337 719	232 843
Total, réserves et soldes des fonds	1 351 680	3 864 072	142 140	26 733	117 059	1 578 367	337 719	232 843
Total, passif et réserves et soldes des fonds	1 493 268	3 932 112	168 859	26 733	319 639	1 701 915	415 282	247 921

État V (suite)

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants du PNUE</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman, du Qatar et de la République islamique d'Iran</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>
	<i>Référence</i>	<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>	<i>MEL</i>	<i>MPL</i>
Recettes									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	1 446 934	–	78 616	–	–	1 429 384	10 021 557	4 921 321
Intérêts créditeurs		99 720	–	19 486	117	621	24 420	367 008	700 241
Recettes accessoires		10	–	14 549	–	–	–	975	1 091
Total, recettes		1 546 664	–	112 651	117	621	1 453 804	10 389 540	5 622 653
Dépenses									
Traitements et autres dépenses de personnel		55 773	–	–	–	–	69 430	5 647 762	2 970 223
Services contractuels		407 053	–	–	–	–	56 722	2 248 805	161 521
Frais de voyage		172 607	–	–	–	–	5 034	735 461	298 512
Dépenses de fonctionnement		231 669	979	119 779	–	–	224 603	1 975 540	3 045 979
Achats		–	–	–	–	–	–	287 070	123 540
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	–	–	–

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUÉ composé de ministres et dirigeants du PNUÉ</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman, du Qatar et de la République islamique d'Iran</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>
	<i>Référence</i>	<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>	<i>MEL</i>	<i>MPL</i>
Dépenses d'appui aux programmes	État X	112 553	127	15 571	–	–	46 253	1 405 183	856 082
Total, dépenses		979 655	1 106	135 350	–	–	402 042	12 299 821	7 455 857
Excédent/(déficit)		567 009	(1 106)	(22 699)	117	621	1 051 762	(1 910 281)	(1 833 204)
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	–	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(145 984)	31	(367)	(2 786)	–	–	(500)	(110 332)
Excédent/(déficit) net		421 025	(1 075)	(23 066)	(2 669)	621	1 051 762	(1 910 781)	(1 943 536)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–	(1 405)	–	–	–	(17 665)	9 550
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		1 452 593	1 075	44 243	2 669	8 227	2 320	6 336 177	12 417 911
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		1 873 618	–	19 772	–	8 848	1 054 082	4 407 731	10 483 925

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants du PNUE</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman, du Qatar et de la République islamique d'Iran</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>
	<i>Référence</i>	<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>	<i>MEL</i>	<i>MPL</i>
Actif									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	2 317 106	–	267 094	–	8 848	1 148 612	4 117 658	8 787 533
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	–	–	44 405	–	–	–	824 783	3 764 604
Autres comptes débiteurs		352 775	–	10 250	–	–	22 049	744 002	64 115
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–	3 178	11 115
Total, actif		2 669 881	–	321 749	–	8 848	1 170 661	5 689 621	12 627 367
Passif									
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	497 734	–	299 845	–	–	61 958	398 873	34 507
Autres comptes créditeurs		58 679	–	1 800	–	–	28 005	100 264	64 977
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		239 850	–	332	–	–	26 616	780 527	1 955 319
Recettes comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–	2 226	88 639
Total, passif		796 263	–	301 977	–	–	116 579	1 281 890	2 143 442

	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUÉ composé de ministres et de dirigeants du PNUÉ</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman, du Qatar et de la République islamique d'Iran</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>
<i>Référence</i>	<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>	<i>MEL</i>	<i>MPL</i>
Réserves et soldes des fonds								
Excédent cumulé	1 873 618	–	19 772	–	8 848	1 054 082	4 407 731	10 483 925
Total, réserves et soldes des fonds	1 873 618	–	19 772	–	8 848	1 054 082	4 407 731	10 483 925
Total, passif et réserves et soldes des fonds	2 669 881	–	321 749	–	8 848	1 170 661	5 689 621	12 627 367

État V (suite)

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique	Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest	Fonds général d'affectation spéciale pour le Groupe d'experts désignés par les gouvernements chargé d'examiner la réduction des risques chimiques	Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	Fonds général d'affectation spéciale pour financer les activités de recherche et d'observation menées dans l'application de la Convention de Vienne	
	Référence	MSL	PFL	PNL	POL	PPL	RCL	SOL	
Recettes									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	3 247 997	–	628 869	9 034 020	3 703 489	–	5 700	
Intérêts créditeurs		203 266	1 758	102 014	483 619	204 378	6 342	16	
Recettes accessoires		–	–	1 131	–	–	–	–	
Total, recettes		3 451 263	1 758	732 014	9 517 639	3 907 867	6 342	5 716	
Dépenses									
Traitements et autres dépenses de personnel		1 774 658	–	–	3 540 819	1 924 655	–	–	
Services contractuels		961 718	–	109 246	2 110 380	445 570	–	–	
Frais de voyage		177 099	–	97 539	223 913	121 676	–	–	
Dépenses de fonctionnement		651 689	–	283 394	1 908 383	1 464 359	–	–	
Achats		74 173	–	–	52 901	44 163	–	–	
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	–	–	

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe d'experts désignés par les gouvernements chargé d'examiner la réduction des risques chimiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>
	<i>Référence</i>	<i>MSL</i>	<i>PFL</i>	<i>PNL</i>	<i>POL</i>	<i>PPL</i>	<i>RCL</i>	<i>SOL</i>				
Dépenses d'appui aux programmes	État X	464 056	–	63 723	1 018 627	517 896	–	–				
Total, dépenses		4 103 393	–	553 902	8 855 023	4 518 319	–	–				
Excédent/(déficit)		(652 130)	1 758	178 112	662 616	(610 452)	6 342	5 716				
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	–	–				
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(96 417)	(29 371)	–	(659 980)	–	–	–				
Excédent/(déficit) net		(748 547)	(27 613)	178 112	2 636	(610 452)	6 342	5 716				
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–	–	–	–	–	–				
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		2 926 431	27 613	1 577 040	5 800 896	3 021 284	84 029	–				
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		2 177 884	–	1 755 152	5 803 532	2 410 832	90 371	5 716				

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	MSL	PFL	PNL	POL	PPL	RCL	SOL	
Actif									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	2 535 009	–	1 502 335	7 013 382	2 547 641	90 371	5 716	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	–	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	276 459	–	325 000	67 568	–	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Autres comptes débiteurs		54 038	–	52 104	23 162	320 083	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Charges comptabilisées d'avance		–	–	685	–	–	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Total, actif		2 865 506	–	1 880 124	7 104 112	2 867 724	90 371	5 716	
Passif									
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	106 265	–	30 093	532 937	90 969	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Autres comptes créditeurs		35 469	–	44 653	522 730	123 190	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique
Réserve pour engagements		502 828	–	50 226	236 927	242 733	–	–	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants persistants et organiques d'échange d'informations et d'assistance technique

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe d'experts désignés par les gouvernements chargé d'examiner la réduction des risques chimiques</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	
	<i>Référence</i>	<i>MSL</i>	<i>PFL</i>	<i>PNL</i>	<i>POL</i>	<i>PPL</i>	<i>RCL</i>	<i>SOL</i>											
Recettes comptabilisées d'avance		43 060	–	–	7 986	–	–	–											
Total, passif		687 622	–	124 972	1 300 580	456 892	–	–											
Réserves et soldes des fonds																			
Excédent cumulé		2 177 884	–	1 755 152	5 803 532	2 410 832	90 371	5 716											
Total, réserves et soldes des fonds		2 177 884	–	1 755 152	5 803 532	2 410 832	90 371	5 716											
Total, passif et réserves et soldes des fonds		2 865 506	–	1 880 124	7 104 112	2 867 724	90 371	5 716											

État V (suite)

Fonds généraux d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	VCL	WAL	WPL	ZZL	Total Fonds généraux d'affectation spéciale	
						2003	2001
Recettes							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	1 428 050	15 000	711 926	–	87 024 210	93 949 968
Intérêts créditeurs		205 698	7 678	7 931	–	5 282 771	6 550 109
Recettes accessoires		148	–	–	–	862 141	67 449
Total, recettes		1 633 896	22 678	719 857	–	93 169 122	100 567 526
Dépenses							
Traitements et autres dépenses de personnel		597 204	–	61 226	–	47 440 589	34 156 596
Services contractuels		–	–	10 000	–	14 999 505	10 529 667
Frais de voyage		53 180	–	34 620	–	4 903 970	3 385 111
Dépenses de fonctionnement		431 139	28 320	36 793	–	19 858 870	17 320 097
Achats		78 801	–	8 726	–	2 877 630	1 995 893
Bourses, subventions et contributions		–	–	–	–	–	13 052
Dépenses d'appui aux programmes	État X	150 830	3 682	19 678	–	11 683 169	8 689 709
Total, dépenses		1 311 154	32 002	171 043	–	101 763 733	76 090 125
Excédent/(déficit)		322 742	(9 324)	548 814	–	(8 594 611)	24 477 401
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	(82 980)	(48 742)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		511	–	–	–	(3 896 167)	(209 677)
Excédent/(déficit) net		323 253	(9 324)	548 814	–	(12 573 758)	24 218 982
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		116	6 834	–	–	294 451	1 468 451

<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement</i>	<i>Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUE</i>	Total Fonds généraux d'affectation spéciale	
	<i>VCL</i>	<i>WAL</i>	<i>WPL</i>	<i>ZZL</i>	2003	2001
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	2 893 372	97 580	–	–	86 706 962	61 019 529
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 216 741	95 090	548 814	–	74 427 655	86 706 962

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement</i>	<i>Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUE</i>	Total Fonds généraux d'affectation spéciale	
	<i>Référence</i>	<i>VCL</i>	<i>WAL</i>	<i>WPL</i>	<i>ZZL</i>	2003	2001
Actif							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	2 840 943	117 455	669 858	1 960 669	70 330 934	83 210 608
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	220 772	4 341 362
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	734 796	–	–	–	18 039 115	21 147 796
Autres comptes débiteurs		31 100	–	–	–	8 218 846	5 353 538
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	47 579	41 877
Total, actif		3 606 839	117 455	669 858	1 960 669	96 857 246	114 095 181
Passif							
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	80 606	–	19 824	1 851 818	7 420 816	14 566 611
Autres comptes créditeurs		6 383	–	101 220	–	2 071 341	2 976 620
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	(5 189)
Réserve pour engagements		279 184	22 365	–	–	11 141 788	8 275 841
Recettes comptabilisées d'avance		23 925	–	–	108 851	1 795 646	1 574 336
Total, passif		390 098	22 365	121 044	1 960 669	22 429 591	27 388 219
Réserves et soldes des fonds							
Excédent cumulé		3 216 741	95 090	548 814	–	74 427 655	86 706 962
Total, réserves et soldes des fonds		3 216 741	95 090	548 814	–	74 427 655	86 706 962
Total, passif et réserves et soldes des fonds		3 606 839	117 455	669 858	1 960 669	96 857 246	114 095 181

Tableau 5.1

Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE

État récapitulatif des contributions au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
AEL	Fonds général d'affectation spéciale aux fins de l'évaluation de l'environnement après un conflit							
Allemagne	–	–	148 770	–	148 770	–	148 770	–
Canada	–	–	305 064	–	305 064	–	305 064	–
Finlande	–	–	327 693	–	327 693	–	327 693	–
Luxembourg	–	–	207 177	–	207 177	–	207 177	–
Norvège	–	–	199 476	–	199 476	–	199 476	–
Suisse	–	–	391 454	–	391 454	–	391 454	–
Union européenne	–	–	836 055	–	836 055	–	836 055	–
Total AEL	–	–	2 415 690	–	2 415 690	–	2 415 690	–
AML	Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement							
Algérie	200 000	–	–	–	–	–	–	200 000
Angola	75	–	–	–	–	–	75	–
Bénin	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Botswana	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Burkina Faso	46 618	–	–	–	–	–	–	46 618
Burundi	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Cameroun	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Cap-Vert	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Comores	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Congo	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Côte d'Ivoire	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Djibouti	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Égypte	200 000	–	–	–	–	–	–	200 000
Érythrée	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Éthiopie	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Gabon	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Ghana	100 000	–	–	–	–	–	40 000	60 000
Guinée	25 000	–	–	–	–	–	25 000	–
Guinée-Bissau	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Guinée équatoriale	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Jamahiriya arabe libyenne	200 000	–	–	–	–	–	–	200 000
Kenya	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Lesotho	8 878	–	–	–	–	–	8 878	–
Libéria	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Madagascar	–	–	24 415	–	24 415	–	24 415	–
Malawi	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Mali	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Maroc	200 000	–	–	–	–	–	–	200 000
Maurice	83 916	–	17 732	–	17 732	–	101 648	–
Mauritanie	72 000	–	–	–	–	–	–	72 000
Mozambique	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Namibie	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Niger	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Nigéria	200 000	–	–	–	–	–	200 000	–
Ouganda	100 000	–	–	–	–	–	50 000	50 000
République centrafricaine	25 000	–	–	–	–	–	25 000	–
République démocratique du Congo	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
République-Unie de Tanzanie	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Rwanda	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Sao Tomé-et-Principe	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Sénégal	100 000	–	–	–	–	–	94 734	5 266
Seychelles	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
Sierra Leone	22 599	–	–	–	–	–	–	22 599
Soudan	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Tchad	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Togo	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Tunisie	100 000	–	–	–	–	–	29 661	70 339
Zambie	50 000	–	–	–	–	–	–	50 000
Zimbabwe	100 000	–	–	–	–	–	3 011	96 989
Total AML	3 184 086	–	42 147	–	42 147	–	602 422	2 623 811
AWL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie							
Afrique du Sud	8 027	–	25 231	–	25 231	–	33 258	–
Albanie	–	–	225	–	225	–	225	–
Allemagne	–	–	261 854	–	261 854	–	261 854	–
Bénin	66	–	183	–	183	–	80	169
Bulgarie	–	–	776	–	776	–	776	–
Congo	139	–	225	–	225	–	194	170
Croatie	688	–	2 204	–	2 204	–	2 892	–
Danemark	–	–	47 157	–	47 157	–	47 157	–
Égypte	–	–	4 690	–	4 690	–	2 708	1 982
Espagne	–	–	169 577	–	169 577	–	169 577	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	314	–	314	1	314	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées et non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Finlande		–	35 395	–	35 395	–	35 395	–
France		–	7 231	–	7 231	–	–	7 231
Gambie	23	–	142	–	142	–	–	165
Géorgie	–	–	331	–	331	–	–	331
Guinée	139	–	225	–	225	–	264	100
Guinée équatoriale		–	100	–	100	–	–	100
Hongrie	–	–	2 414	–	2 414	–	2 414	–
Irlande	–	–	2 841	–	2 841	–	–	2 841
Israël	–	–	12 921	–	12 921	13 000	12 921	–
Jordanie	–	–	447	–	447	–	–	447
Kenya	–	–	530	–	530	–	334	196
Liban	–	–	334	–	334	–	–	334
Luxembourg	–	–	152	–	152	–	–	152
Mali	88	–	183	–	183	–	–	271
Maurice	–	–	644	–	644	796	644	–
Monaco	–	–	267	–	267	297	267	–
Niger	92	–	183	–	183	–	–	275
Ouganda	92	–	267	–	267	–	239	120
Pays-Bas	–	–	110 518	–	110 518	–	110 478	40
République arabe syrienne	–	–	773	–	773	–	–	773
République de Moldova	–	–	183	–	183	–	183	–
République slovaque	–	–	2 846	–	2 846	–	2 846	–
République-Unie de Tanzanie	–	–	225	–	225	311	225	–
Roumanie	–	–	3 752	–	3 752	–	3 752	–
Royaume-Uni	–	–	261 854	–	261 854	–	261 854	–
Sénégal	26	–	372	–	372	–	300	98
Slovénie	–	–	466	–	466	–	466	–
Soudan	277	–	397	–	397	–	527	147
Suède	15	–	70 077	–	70 077	–	70 092	–
Suisse	–	(24 556)	81 792	–	81 792	–	57 236	–
Togo	–	–	142	–	142	–	45	97
Ukraine	–	–	1 297	–	1 297	–	–	1 297
Total AWL	9 672	(24 556)	1 111 737	–	1 111 737	14 405	1 079 517	17 336

BAL**Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS)**

Allemagne		–	64 421	–	64 421	–	64 421	–
Belgique	17 219	–	35 953	–	35 953	–	53 172	–
Danemark	1 502	–	23 828	–	23 828	–	25 330	–
Finlande	180	–	16 606	–	16 606	–	16 786	–
Pays-Bas	3 173	–	55 315	–	55 315	–	58 488	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Pologne	–	–	11 041	–	11 041	–	11 041	–
Royaume-Uni	–	–	64 421	–	64 421	–	64 421	–
Suède	225	–	32 679	–	32 679	–	32 879	25
Total BAL	22 299	–	304 264	–	304 264	–	326 538	25
BCL	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination							
Afrique du Sud	–	–	30 865	–	30 865	16 010	30 865	–
Allemagne	–	–	783 422	–	783 422	–	783 422	–
Arabie saoudite	91 383	–	44 550	–	44 550	–	26 633	109 300
Argentine	4	–	82 794	–	82 794	–	–	82 798
Australie	–	–	124 037	–	124 037	63 845	124 037	–
Autriche	–	–	75 395	–	75 395	–	75 395	–
Belgique	44 944	–	89 112	–	89 112	–	89 267	44 789
Brésil	59 705	–	153 490	–	153 490	–	59 705	153 490
Canada	–	–	211 265	–	211 265	100 378	211 265	–
Chili	–	–	13 839	–	13 839	5 549	13 839	–
Chine	–	–	100 502	–	100 502	–	100 502	–
Colombie	1 320	(1 320)	12 311	–	12 311	–	240	12 071
Danemark	–	–	57 478	–	57 478	29 391	57 478	–
Émirats arabes unis	5 946	–	15 152	–	15 152	–	15 162	5 936
Espagne	–	–	204 002	–	204 002	345	204 002	–
États-Unis d'Amérique	–	–	250 000	–	250 000	–	250 000	–
Fédération de Russie	–	–	90 803	–	90 803	–	90 803	–
Finlande	–	–	42 523	–	42 523	71	42 523	–
France	–	–	519 381	–	519 381	886	519 381	–
Grèce	–	–	35 397	–	35 397	81	35 397	–
Hongrie	–	–	9 580	–	9 580	16	9 580	–
Inde	7 184	–	25 517	–	25 517	–	19 320	13 381
Indonésie	15 284	–	15 479	–	15 479	28	30 763	–
Iran (République islamique d')	88 804	–	17 208	–	17 208	–	45 000	61 012
Irlande	–	–	20 629	–	20 629	11 617	20 629	–
Israël	–	–	30 491	–	30 491	16 285	30 491	–
Italie	16 209	–	419 424	–	419 424	–	407 519	28 114
Japon	–	–	1 410 872	–	1 410 872	–	1 410 872	–
Koweït	–	–	10 963	–	10 963	21	10 963	–
Lettonie	155	–	–	–	–	–	155	–
Malaisie	–	–	16 650	–	16 650	9 286	16 650	–
Mexique	47 908	–	83 000	–	83 000	–	121 109	9 799
Norvège	–	–	50 109	–	50 109	–	50 109	–
Nouvelle-Zélande	45	–	18 427	–	18 427	7 093	18 472	–
Pays-Bas	–	–	134 440	–	134 440	219	134 440	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Pérou	–	–	4 630	–	4 630	–	–	4 630
Philippines	–	–	3 924	–	3 924	–	–	3 924
Pologne	–	–	22 788	–	22 788	–	22 788	–
Portugal	–	–	35 623	–	35 623	18 257	35 623	–
République de Corée	–	–	113 467	–	113 467	–	113 467	–
République tchèque	–	–	12 309	–	12 309	28	12 309	–
Royaume-Uni	–	–	423 913	–	423 913	759	423 913	–
Singapour	–	–	22 687	–	22 687	15 422	22 687	–
Suède	–	–	84 085	–	84 085	44 975	84 085	–
Suisse	–	–	99 333	–	99 333	–	99 333	–
Thaïlande	–	–	18 437	–	18 437	11 537	18 437	–
Turquie	–	–	35 125	–	35 125	–	35 125	–
Ukraine	6 494	–	6 494	–	6 494	–	–	12 988
Venezuela	20 135	–	14 656	–	14 656	–	–	34 791
Union européenne	–	–	150 092	–	150 092	1 327	150 092	–
Total BCL	405 520	(1 320)	6 246 670	–	6 246 670	353 426	6 073 847	577 023
BDL	Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination							
Allemagne	–	–	36 900	–	36 900	–	36 900	–
Australie	–	–	40 872	–	40 872	–	40 872	–
Belgique	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
Canada	–	–	31 830	–	31 830	–	31 830	–
Chine	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Danemark	–	–	93 247	–	93 247	–	93 247	–
El Salvador	–	–	10 350	–	10 350	–	10 350	–
Finlande	–	–	372 692	–	372 692	–	372 692	–
Japon	–	–	100 000	–	100 000	–	100 000	–
Liechtenstein	–	–	7 279	–	7 279	–	7 279	–
Luxembourg	–	–	9 680	–	9 680	–	9 680	–
Maldives	–	–	1 500	–	1 500	–	1 500	–
Milieu Ltd.	–	–	1 177	–	1 177	–	1 177	–
Norvège	–	–	81 805	4 588	86 393	–	86 393	–
Pays-Bas	–	–	71 523	1 449	72 972	–	72 972	–
Royaume-Uni	–	–	51 000	–	51 000	–	51 000	–
Shields Environmental Group plc	–	–	28 458	–	28 458	–	28 458	–
Suède	–	–	59 620	–	59 620	–	59 620	–
Suisse	1 320	124 279	136 372	–	136 372	–	261 971	–
Total BDL	1 320	124 279	1 169 305	6 038	1 175 343	–	1 300 942	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
BEL	Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique							
Allemagne	20 882	–	10 000	225	10 225	–	10 225	20 882
Australie	–	–	28 386	–	28 386	–	28 386	–
Belgique	–	–	718 946	–	718 946	–	718 946	–
Canada	177 640	–	20 384	12 211	32 595	–	161 485	48 750
Danemark	3 415	–	–	–	–	–	1 114	2 301
Espagne	25 000	–	–	4 239	4 239	–	4 239	25 000
États-Unis d'Amérique	10 000	–	74 000	–	74 000	–	24 000	60 000
Finlande	–	–	67 205	–	67 205	–	67 205	–
France	886	(886)	94 767	–	94 767	–	69 767	25 000
Italie	–	–	112 195	–	112 195	–	112 195	–
Japon	–	–	50 000	–	50 000	–	50 000	–
Malaisie	–	–	507 682	–	507 682	–	507 682	–
Norvège	–	–	100 000	–	100 000	–	89 572	10 428
Pays-Bas	444 000	(227 104)	1 021 385	–	1 021 385	247 700	1 238 281	–
Royaume-Uni	6 000	–	80 000	–	80 000	–	86 000	–
Suède	38 095	(16 196)	125 144	17 576	142 720	–	137 146	27 473
Suisse	29 240	–	35 000	1 624	36 624	–	65 864	–
Union européenne	–	–	29 354	1 735	31 089	–	23 598	7 491
FAO	10 000	(111 000)	247 935	–	247 935	–	146 935	–
Total BEL	765 158	(355 185)	3 322 384	37 610	3 359 994	247 700	3 542 642	227 325
BFL	Fonds général d'affectation spéciale visant à aider les pays en développement pour les problèmes liés à la sécurité biologique							
Royaume-Uni	–	–	62 240	–	62 240	–	62 240	–
Total BFL	–	–	62 240	–	62 240	–	62 240	–
BKL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier							
Allemagne	–	–	44 153	579	44 733	–	44 733	–
Danemark	–	–	929 855	–	929 855	–	929 855	–
Italie	133 797	–	–	1 756	1 756	–	135 553	–
Luxembourg	44 062	–	–	–	–	–	–	44 062
Norvège	–	–	1 358 290	–	1 358 290	–	1 358 290	–
Pays-Bas	160 333	–	–	–	–	–	–	160 333
Suisse	80 000	–	–	–	–	–	61 897	18 103
Total BKL	418 192	–	2 332 298	2 335	2 334 633	–	2 530 327	222 498
BLL	Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains							
Allemagne	10 500	–	–	–	–	–	–	10 500

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées et non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Italie	1 367	(1 367)	–	–	–	–	–	–
Pays-Bas	201 885	–	–	–	–	–	52 910	148 975
Suède	82 281	(82 281)	–	–	–	–	–	–
Total BLL	296 033	(83 648)	–	–	–	–	52 910	159 475
BTL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe (EUROBATS)							
Albanie	13	–	63	–	63	–	76	–
Allemagne	–	(4 741)	81 285	–	81 285	–	76 544	–
Belgique	–	–	5 615	–	5 615	–	5 615	–
Bulgarie	36	–	271	–	271	–	307	–
Croatie	136	–	814	–	814	–	950	–
Danemark	1 666	–	15 677	–	15 677	–	17 343	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	27	–	125	–	125	–	152	–
Finlande	641	–	10 925	–	10 925	–	11 566	–
France	–	–	81 285	–	81 285	–	81 285	–
Géorgie	–	–	73	–	73	–	–	73
Gunars Petersons	–	–	–	–	–	55	–	–
Hongrie	192	–	2 513	–	2 513	–	2 705	–
Irlande	1 062	–	6 160	–	6 160	–	7 222	–
Lettonie	–	–	39	–	39	–	–	39
Lituanie	–	–	356	–	356	–	356	–
Luxembourg	224	–	1 668	–	1 668	–	1 892	–
Malte	114	–	313	–	313	–	427	–
Monaco	6	–	84	–	84	–	90	–
Norvège	–	–	13 529	–	13 529	–	13 401	128
Pays-Bas	3 648	–	36 371	–	36 371	–	40 015	4
Pologne	–	–	7 343	–	7 343	–	7 343	–
Portugal	998	–	9 673	–	9 673	–	10 671	–
République de Moldova	15	–	41	–	41	–	56	–
République slovaque	–	–	897	–	897	–	897	–
République tchèque	–	–	3 950	–	3 950	–	3 950	–
Roumanie	116	–	1 219	–	1 219	–	1 335	–
Royaume-Uni	–	–	85 325	–	85 325	–	85 325	–
Suède	1 161	–	21 492	–	21 492	–	22 628	25
Ukraine	1 563	–	1 105	–	1 105	–	–	2 668
Total BTL	11 618	–	388 211	–	388 211	55	392 151	2 937
BYL	Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique							
Afghanistan	–	–	840	–	840	–	–	840
Afrique du Sud	–	–	71 099	–	71 099	40 187	71 099	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Albanie	–	(110)	551	–	551	–	–	441
Algérie	7 552	–	14 314	–	14 314	6 895	21 866	–
Allemagne	–	–	1 802 091	–	1 802 091	–	1 802 091	–
Angola	–	–	1 097	–	1 097	1 614	1 097	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	367	–	367	–	367	–
Arabie saoudite	–	–	101 808	–	101 808	–	–	101 808
Argentine	124 243	–	206 818	–	206 818	–	–	331 061
Arménie	19 782	–	732	–	732	–	185	20 329
Australie	–	–	285 668	–	285 668	160 256	285 668	–
Autriche	–	–	173 460	–	173 460	–	173 460	–
Azerbaïdjan	965	–	1 372	–	1 372	–	–	2 337
Bahamas	–	–	2 478	–	2 478	–	2 478	–
Bahreïn	–	–	3 215	–	3 215	–	3 195	20
Bangladesh	–	–	1 837	–	1 837	–	982	855
Barbade	–	–	1 561	–	1 561	886	1 561	–
Bélarus	74 881	–	6 954	–	6 954	–	19 454	62 381
Belgique	–	–	205 061	–	205 061	–	205 061	–
Belize	–	–	183	–	183	98	183	–
Bénin	128	–	367	–	367	5	495	–
Bhoutan	–	–	183	–	183	–	183	–
Bolivie	–	–	1 378	–	1 378	–	1 378	–
Botnie	–	–	416	–	416	–	416	–
Botswana	–	–	1 837	–	1 837	–	1 837	–
Brésil	232 816	–	355 131	–	355 131	–	412 176	175 771
Bulgarie	966	–	2 205	–	2 205	984	3 171	–
Burkina Faso	464	–	367	–	367	–	500	331
Burundi	307	–	183	–	183	–	–	490
Cambodge	88	–	276	–	276	–	154	210
Cameroun	1 054	–	2 017	–	2 017	3 862	3 071	–
Canada	400 000	–	2 085 639	–	2 085 639	–	2 485 639	–
Cap-Vert	2 180	–	274	–	274	–	–	2 454
Chili	–	–	22 886	–	22 886	16 848	22 886	–
Chine	–	–	232 389	–	232 389	–	232 389	–
Chypre	–	–	6 614	–	6 614	–	6 614	–
Colombie	11 461	–	28 525	–	28 525	–	39 791	195
Comores	2 415	–	183	–	183	–	–	2 598
Congo	2 072	–	366	–	366	–	2 390	48
Costa Rica	6 932	–	3 308	–	3 308	–	4 220	6 020
Côte d'Ivoire	810	–	1 653	–	1 653	–	832	1 631
Croatie	–	–	6 341	–	6 341	–	6 341	–
Cuba	12 705	–	4 962	–	4 962	–	–	17 667
Danemark	–	–	132 356	–	132 356	–	132 356	–
Djibouti	88	–	183	–	183	–	271	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Dominique	–	–	183	–	183	67	183	–
Égypte	–	–	13 416	–	13 416	–	13 416	–
El Salvador	–	–	2 759	–	2 759	–	2 759	–
Émirats arabes unis	–	–	34 909	–	34 909	–	34 909	–
Équateur	1 756	–	4 136	–	4 136	–	5 892	–
Érythrée	–	–	183	–	183	–	91	92
Espagne	–	–	469 153	–	469 153	–	469 153	–
Estonie	–	–	2 019	–	2 019	985	2 019	–
États-Unis d'Amérique	–	–	350 000	–	350 000	–	350 000	–
Éthiopie	–	–	917	–	917	394	917	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 291	–	920	–	920	–	2 211	–
Fédération de Russie	94 572	–	209 164	–	209 164	–	303 736	–
Fidji	–	–	735	–	735	314	735	–
Finlande	–	–	97 779	–	97 779	–	97 779	–
France	–	–	1 194 677	–	1 194 677	–	1 194 677	–
Gabon	4 794	–	2 663	–	2 663	–	–	7 457
Gambie	88	–	183	–	183	94	271	–
Géorgie	40 553	–	1 100	–	1 100	–	–	41 653
Ghana	2 853	–	1 100	–	1 100	–	3 491	462
Grèce	–	–	81 846	–	81 846	7	81 846	–
Grenade	–	–	183	–	183	98	183	–
Guatemala	8 957	–	4 138	–	4 138	–	10 628	2 467
Guinée	2 211	–	551	–	551	–	2 762	–
Guinée-Bissau	1 936	–	183	–	183	–	–	2 119
Guinée équatoriale	2 415	–	183	–	183	–	–	2 598
Guyana	1 586	–	183	–	183	–	1 769	–
Haïti	1 490	–	367	–	367	–	–	1 857
Honduras	838	–	736	–	736	–	–	1 574
Hongrie	–	–	22 038	–	22 038	–	22 038	–
Îles Cook	88	33	238	–	238	–	88	271
Îles Marshall	88	–	183	–	183	98	271	–
Îles Salomon	1 936	–	183	–	183	–	–	2 119
Inde	50	–	58 795	–	58 795	–	58 744	101
Indonésie	49 839	–	35 636	–	35 636	–	66 980	18 495
Iran (République islamique d')	27 438	–	39 832	–	39 832	–	42 117	25 153
Irlande	–	–	47 610	–	47 610	–	47 610	–
Islande	–	–	5 970	–	5 970	3 250	5 970	–
Israël	–	–	70 288	–	70 288	–	70 288	–
Italie	–	–	964 076	–	964 076	–	964 076	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Jamahiriya arabe libyenne	2 469	–	17 470	–	17 470	–	–	19 939
Jamaïque	–	–	917	–	917	–	547	370
Japon	–	–	3 305 025	–	3 305 025	–	3 305 025	–
Jordanie	527	–	1 287	–	1 287	–	1 814	–
Kazakhstan	55 573	–	6 965	–	6 965	–	34 979	27 559
Kenya	615	–	1 378	–	1 378	–	1 973	20
Kirghizistan	5 638	–	639	–	639	–	6 277	–
Kiribati	–	–	183	–	183	83	183	–
Koweït	–	–	15 510	–	15 510	–	15 510	–
Lesotho	–	–	274	–	274	73	274	–
Lettonie	–	–	2 475	–	2 475	–	1 910	565
Liban	–	–	2 569	–	2 569	–	1 459	1 110
Libéria	161	–	274	–	274	–	–	435
Liechtenstein	–	–	1 102	–	1 102	–	1 102	–
Lituanie	–	–	2 940	–	2 940	1 674	2 940	–
Luxembourg	–	–	13 598	–	13 598	–	13 598	–
Madagascar	–	–	551	–	551	–	285	266
Malaisie	–	–	38 416	–	38 416	–	38 416	–
Malawi	176	–	367	–	367	–	–	543
Maldives	–	–	183	–	183	–	183	–
Mali	2 180	–	367	–	367	331	2 547	–
Malte	922	–	2 663	–	2 663	–	3 585	–
Maroc	3 600	–	7 807	–	7 807	–	3 600	7 807
Maurice	–	–	1 838	–	1 838	1 083	1 838	–
Mauritanie	1 246	–	183	–	183	–	–	1 429
Mexique	33 480	–	191 145	–	191 145	–	197 873	26 752
Micronésie	–	–	183	–	183	–	183	–
Monaco	–	–	735	–	735	–	735	–
Mongolie	–	–	274	–	274	–	274	–
Mozambique	–	–	183	–	183	–	–	183
Myanmar	–	–	1 654	–	1 654	–	729	925
Namibie	615	–	1 285	–	1 285	–	1 900	–
Nauru	2 535	–	183	–	183	–	–	2 718
Népal	–	–	735	–	735	1 297	735	–
Nicaragua	88	–	183	–	183	98	271	–
Niger	2 180	–	274	–	274	–	–	2 454
Nigéria	8 380	–	9 206	–	9 206	–	5 570	12 016
Niue	–	–	183	–	183	1	182	1
Norvège	–	–	115 355	–	115 355	207	115 355	–
Nouvelle-Zélande	–	–	42 436	–	42 436	23 738	42 436	–
Oman	–	–	10 291	–	10 291	–	10 291	–
Ouganda	–	–	827	–	827	409	827	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Ouzbékistan	11 963	–	3 296	–	3 296	–	3 272	11 987
Pakistan	9 899	–	11 020	–	11 020	–	20 657	262
Palaos	88	–	183	–	183	508	271	–
Panama	–	–	2 850	–	2 850	–	1 185	1 665
Papouasie-Nouvelle- Guinée	–	–	1 193	–	1 193	–	1 193	–
Paraguay	4 746	–	2 756	–	2 756	–	–	7 502
Pays-Bas	–	–	309 499	–	309 499	–	309 480	19
Pérou	16 610	–	19 938	–	19 938	–	–	36 548
Philippines	7 113	–	16 632	–	16 632	–	19 972	3 773
Pologne	–	–	52 825	–	52 825	–	52 825	–
Portugal	360	–	82 020	–	82 020	–	39 657	42 723
Qatar	–	–	6 153	–	6 153	3 349	6 153	–
Québec	200 000	–	–	–	–	–	200 000	–
Québec (province) Canada	–	–	399 999	–	399 999	–	399 999	–
République arabe syrienne	–	–	13 233	–	13 233	3 750	13 233	–
République centrafricaine	138	–	183	–	183	–	321	–
République de Corée	–	–	262 891	–	262 891	–	183 722	79 169
République démocratique du Congo	3 874	–	1 008	–	1 008	–	–	4 882
République démocratique populaire lao	–	–	183	–	183	–	183	–
République de Moldova	21 840	–	1 097	–	1 097	–	5 366	17 571
République dominicaine	4 666	–	3 495	–	3 495	–	–	8 161
République populaire démocratique de Corée	18 411	–	2 200	–	2 200	–	20 611	–
République slovaque	–	–	7 167	–	7 167	4 235	7 167	–
République tchèque	–	–	28 528	–	28 528	19 995	28 528	–
République-Unie de Tanzanie	1 313	–	644	–	644	19 733	1 957	–
Roumanie	–	–	10 469	–	10 469	–	10 469	–
Royaume-Uni	–	–	976 017	–	976 017	–	976 017	–
Rwanda	913	–	183	–	183	–	1 096	–
Sainte-Lucie	168	–	276	–	276	203	444	–
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	183	–	183	98	183	–
Saint-Marin	–	–	367	–	367	–	367	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 586	–	183	–	183	–	–	1 769

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Samoa-Occidental	–	–	183	–	183	98	183	–
Sao Tomé-et-Principe	88	–	183	–	183	–	–	271
Sénégal	35	–	1 009	–	1 009	5 010	1 044	–
Seychelles	–	–	367	–	367	1 100	367	–
Sierra Leone	1 915	–	183	–	183	4	2 098	–
Singapour	–	–	52 662	–	52 662	38 710	52 662	–
Slovénie	–	–	13 052	–	13 052	7 978	13 052	–
Soudan	3 395	–	1 193	–	1 193	–	–	4 588
Sri Lanka	1 054	–	2 574	–	2 574	–	2 188	1 440
Suède	15	–	193 325	–	193 325	101 133	193 340	–
Suisse	–	–	228 590	–	228 590	125 486	228 590	–
Suriname	972	–	550	–	550	–	–	1 522
Swaziland	–	–	367	–	367	–	–	367
Tadjikistan	1 558	–	457	–	457	–	1 923	92
Tchad	2 415	–	183	–	183	–	–	2 598
Togo	88	–	183	–	183	–	–	271
Tonga	88	–	183	–	183	–	271	–
Trinité-et-Tobago	–	–	2 939	–	2 939	5 708	2 939	–
Tunisie	–	–	5 327	–	5 327	–	2 553	2 774
Turkménistan	6 980	–	824	–	824	–	–	7 804
Turquie	–	–	80 805	–	80 805	–	80 805	–
Tuvalu	–	–	92	–	92	–	–	92
Ukraine	–	–	22 224	–	22 224	–	22 224	–
Union européenne	–	–	352 231	–	352 231	3 201	352 231	–
Uruguay	8 053	–	11 774	–	11 774	–	–	19 827
Vanuatu	88	–	183	–	183	2	271	–
Venezuela	8 383	–	33 823	–	33 823	–	–	42 206
Viet Nam	–	–	2 118	–	2 118	1 376	2 118	–
Yémen	3 774	–	1 467	–	1 467	–	–	5 241
Yougoslavie	–	–	3 230	–	3 230	–	1 381	1 849
Zambie	199	–	367	–	367	–	3	563
Zimbabwe	1 510	–	1 561	–	1 561	–	140	2 931
Total BYL	1 611 371	(77)	16 521 753	–	16 521 753	607 613	16 883 583	1 249 464
BZL	Fonds d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus de la Convention sur la diversité biologique							
Allemagne	–	(480)	108 865	1 101	109 966	–	109 486	–
Australie	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Autriche	–	–	17 120	–	17 120	–	17 120	–
Danemark	108 644	(30 196)	40 000	12 589	52 589	–	91 037	40 000
Espagne	–	–	89 631	2 984	92 615	–	92 615	–
France	15 947	(15 947)	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	80 702	1 695	82 397	–	82 397	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Italie			161 685		161 685		161 685	–
Japon	–	–	150 000	–	150 000	–	150 000	–
Norvège	–	–	151 349	13 362	164 711	–	164 711	–
Nouvelle-Zélande	–	–	26 736	655	27 391	–	27 391	–
Pays-Bas	–	–	92 500	–	92 500	–	92 500	–
République centrafricaine	3 500	(3 500)	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	225 895	–	225 895	–	225 895	–
Suède	–	16 196	238 616	1 664	240 280	–	256 475	–
Suisse	15 000	(15 001)	98 137	–	98 137	–	98 137	–
Union européenne	43 758	(43 758)	26 029	1 620	27 649	–	27 649	–
Total BZL	186 849	(92 686)	1 517 264	35 671	1 552 936	–	1 607 099	40 000
CRL	Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes							
Anguilla	9 322	–	10 068	–	10 068	–	–	19 390
Antigua-et-Barbuda	122 278	–	19 390	–	19 390	–	–	141 668
Antilles néerlandaises	16 470	–	28 712	–	28 712	–	9 322	35 860
Aruba		24 950	17 680	–	17 680	–	–	42 630
Bahamas		14 860	19 390	–	19 390	–	34 250	–
Barbade	9 322	–	19 390	–	19 390	–	19 390	9 322
Belize	19 000	–	17 680	–	17 680	–	8 500	28 180
Colombie	–	–	35 068	–	35 068	–	18 223	16 845
Costa Rica	91 193	(32 220)	21 097	–	21 097	–	55 603	24 467
Cuba	66 723	(21 029)	36 471	–	36 471	–	–	82 165
Dominique	36 163	–	19 390	–	19 390	–	26 841	28 712
États-Unis d'Amérique	–	–	750 000	–	750 000	–	750 000	–
France	–	–	443 027	–	443 027	–	443 027	–
Grenade	114 790	–	19 390	–	19 390	–	9 322	124 858
Guatemala	171 225	–	21 097	–	21 097	–	–	192 322
Guyana	65 800	–	19 390	–	19 390	–	–	85 190
Haïti	9 322	–	19 390	–	19 390	–	–	28 712
Honduras	40 600	–	19 390	–	19 390	–	–	59 990
Îles Caïmanes	–	–	10 764	–	10 764	–	5 175	5 589
Îles Turques et Caïques	4 500	–	9 360	–	9 360	–	13 860	–
Îles Vierges britanniques	5 505	–	11 440	–	11 440	–	11 005	5 940
Jamaïque	39 750	–	29 469	–	29 469	–	47 307	21 912
Mexique	29 648	–	83 200	–	83 200	–	67 942	44 906
Montserrat	–	–	5 200	–	5 200	–	5 200	–
Nicaragua	91 110	–	19 390	–	19 390	–	–	110 500
Panama	10 143	–	21 097	–	21 097	–	23 603	7 637

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
République dominicaine	165 495	–	22 805	–	22 805	–	–	188 300
Sainte-Lucie	15 000	–	17 680	–	17 680	–	8 500	24 180
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	5 200	–	5 200	–	2 500	2 700
Saint-Vincent-et-les Grenadines	74 000	(6 500)	17 680	–	17 680	–	32 000	53 180
Suriname	49 349	–	19 390	–	19 390	–	–	68 739
Trinité-et-Tobago	20 957	–	22 805	–	22 805	–	19 993	23 769
Venezuela	278 762	–	271 109	–	271 109	–	–	549 871
Divers	24 950	–	–	–	–	–	24 950	–
Total CRL	1 581 377	19 939	2 102 609		2 102 609		1 636 513	2 027 534
CTL	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction							
Afghanistan	1 228	–	539	35	574	–	1 802	–
Afrique du Sud	–	–	33 376	1 995	35 372	19 123	35 372	–
Algérie	–	–	6 630	771	7 401	3 281	7 401	–
Allemagne	–	–	841 730	53 740	895 471	–	895 471	–
Antigua-et-Barbuda	1 185	–	172	29	200	–	–	1 385
Arabie saoudite	–	–	47 852	5 039	52 890	–	26 924	25 966
Argentine	–	–	96 807	15 606	112 412	–	2 288	110 124
Australie	2 380	–	134 009	323	134 332	76 257	136 712	–
Autriche	–	–	81 070	5 136	86 206	–	86 206	–
Azerbaïdjan	4 733	–	616	99	714	–	5 447	–
Bahamas	–	–	1 146	135	1 281	1 350	1 281	–
Bangladesh	–	–	858	93	952	–	448	504
Barbade	685	–	734	100	834	–	1 519	–
Bélarus	14 197	–	3 111	817	3 928	–	3 325	14 800
Belgique	–	–	95 909	13 643	109 552	–	109 552	–
Belize	–	–	86	14	101	–	–	101
Bénin	89	–	172	12	184	–	172	101
Bhoutan	–	–	47	–	47	–	–	47
Bolivie	214	–	648	100	748	–	(1)	963
Botswana	–	–	858	55	913	469	913	–
Brésil	135 770	–	169 304	21 081	190 385	–	85 330	240 825
Brunéi Darussalam	–	–	2 326	179	2 505	–	2 505	–
Bulgarie	488	–	1 038	158	1 195	–	609	1 074
Burkina Faso	–	–	172	20	192	1 148	192	–
Burundi	3 520	–	86	14	101	–	27	3 594
Cambodge	–	–	133	9	142	–	142	–
Cameroun	4 194	–	928	186	1 115	–	–	5 309
Canada	–	–	226 285	24 493	250 778	–	250 778	–
Chili	–	–	15 232	1 565	16 797	–	12 264	4 533
Chine	–	–	111 603	9 972	121 575	–	121 575	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Chypre	1 509	–	3 105	185	3 290	–	4 799	–
Colombie	739	–	13 666	1 132	14 798	–	8 444	7 093
Comores	4 126	–	86	14	101	–	–	4 227
Congo	867	–	164	16	180	40	1 047	–
Costa Rica	–	–	1 560	162	1 722	58 953	1 722	–
Côte d'Ivoire	3 634	–	772	129	901	–	2 960	1 575
Croatie	–	–	3 028	301	3 329	–	3 329	–
Cuba	–	–	2 341	215	2 556	–	1 150	1 406
Danemark	–	–	62 054	3 773	65 826	–	65 826	–
Djibouti	3 149	–	86	14	101	–	47	3 203
Dominique	–	–	86	10	96	385	96	–
Égypte	2 624	–	6 328	675	7 003	–	5 831	3 796
El Salvador	4 179	–	1 311	172	1 483	–	–	5 662
Émirats arabes unis	–	–	16 400	970	17 370	–	7 902	9 468
Équateur	–	–	1 951	287	2 238	–	–	2 238
Érythrée	774	–	86	5	92	–	866	–
Espagne	–	–	218 954	14 126	233 080	–	233 080	–
Estonie	–	–	936	128	1 064	3	1 064	–
États-Unis d'Amérique	–	–	2 058 794	287 646	2 346 440	68 866	2 346 440	–
Éthiopie	–	–	421	33	454	–	454	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	161	196	638	–	638	–	995	–
Fédération de Russie	43 473	–	98 186	9 656	107 841	–	151 314	–
Fidji	178	–	346	34	380	–	558	–
Finlande	–	–	45 612	2 960	48 573	–	48 573	–
France	–	–	557 941	58 678	616 619	–	616 619	–
Gabon	6 203	–	1 240	215	1 455	–	–	7 658
Gambie	–	–	86	10	96	1 540	96	–
Géorgie	17 402	–	513	94	607	–	–	18 009
Ghana	309	–	507	63	569	–	878	–
Grèce	–	–	39 303	3 518	42 821	–	42 821	–
Grenade	44	–	86	14	101	–	–	145
Guatemala	1 047	–	1 966	258	2 224	–	–	3 271
Guinée	3 443	–	258	43	301	–	–	3 744
Guinée-Bissau	3 198	–	86	14	101	–	1 236	2 063
Guinée équatoriale	3 126	–	86	14	101	–	–	3 227
Guyana	643	–	86	8	95	–	738	–
Honduras	207	–	351	25	376	–	556	27
Hongrie	–	–	10 297	654	10 951	–	10 951	–
Inde	–	–	27 627	2 681	30 307	–	14 324	15 983
Indonésie	–	–	16 894	1 884	18 778	–	18 778	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Iran (République islamique d')	157 109	–	19 019	2 307	21 326	–	55 210	123 225
Irlande	–	–	20 190	–	20 190	–	20 190	–
Islande	–	–	6 192	112	6 304	–	6 304	–
Israël	14 094	–	33 081	4 140	37 221	–	51 315	–
Italie	11 845	–	454 862	54 490	509 352	–	521 197	–
Jamaïque	266	–	421	33	454	–	720	–
Japon	–	–	1 715 871	184 443	1 900 313	–	1 900 313	–
Jordanie	740	–	609	74	683	–	1 423	–
Kazakhstan	–	–	3 181	432	3 613	–	2 608	1 005
Kenya	–	–	648	38	686	–	686	–
Koweït	–	–	6 890	–	6 890	–	6 890	–
Lettonie	–	–	1 131	172	1 303	2 245	1 303	–
Libéria	3 921	–	125	29	153	–	2 479	1 595
Liechtenstein	–	–	515	33	548	–	548	–
Lituanie	–	–	991	–	991	–	991	–
Luxembourg	–	–	6 398	371	6 769	–	6 769	–
Madagascar	–	–	258	30	288	2 304	288	–
Malaisie	–	–	18 140	1 900	20 041	–	20 041	–
Malawi	1 547	–	172	29	200	–	–	1 747
Mali	2 505	–	172	29	200	–	–	2 705
Malte	–	–	1 248	125	1 374	–	1 374	–
Maroc	3 507	–	3 658	588	4 246	–	–	7 753
Maurice	–	–	859	94	953	–	953	–
Mauritanie	1 047	–	86	14	101	–	–	1 148
Mexique	27 160	–	89 649	9 534	99 183	3 099	126 343	–
Monaco	–	–	343	22	364	–	364	–
Mongolie	–	–	125	20	145	184	145	–
Mozambique	44	–	86	12	98	–	142	–
Myanmar	25	–	781	78	858	–	356	527
Namibie	–	–	601	38	639	–	639	–
Népal	–	–	343	57	400	–	–	400
Nicaragua	624	–	86	12	98	44	722	–
Niger	3 776	–	125	29	153	–	–	3 929
Nigéria	–	–	4 433	324	4 757	–	4 589	168
Norvège	–	–	54 033	3 326	57 359	–	57 359	–
Nouvelle-Zélande	–	–	19 902	1 205	21 107	–	21 107	–
Ouganda	–	–	390	36	425	1 609	425	–
Ouzbékistan	9 503	–	1 490	358	1 848	–	–	11 351
Pakistan	5 335	–	5 056	806	5 862	–	10 717	480
Panama	1 532	(1 532)	1 350	186	1 537	618	1 537	–
Papouasie-Nouvelle- Guinée	1 231	–	554	100	654	–	–	1 885
Paraguay	1 100	–	1 295	201	1 496	–	–	2 596

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Pays-Bas	–	–	145 015	14 631	159 646	–	159 646	–
Pérou	921	(2 389)	11 776	1 289	13 065	–	3 234	8 363
Philippines	3 269	–	7 841	175	8 017	5 807	11 286	–
Pologne	–	–	25 350	1 069	26 418	–	26 418	–
Portugal	–	–	38 438	2 350	40 788	–	40 788	–
Qatar	–	–	2 048	88	2 136	–	2 136	–
République centrafricaine	1 402	–	86	14	101	–	–	1 503
République de Corée	–	–	128 109	22 323	150 432	–	108 676	41 756
République démocratique du Congo	3 854	–	475	58	533	358	4 387	–
République de Moldova	202	–	476	–	476	–	647	31
République dominicaine	4 924	–	1 662	215	1 877	–	–	6 801
République populaire démocratique de Corée	–	–	–	100	100	–	100	–
République slovaque	–	–	3 378	191	3 569	–	3 569	–
République tchèque	–	–	13 682	583	14 265	–	14 265	–
République-Unie de Tanzanie	129	–	304	30	334	–	463	–
Roumanie	2 486	–	4 899	502	5 401	–	7 887	–
Royaume-Uni	–	–	457 768	27 762	485 530	–	485 530	–
Rwanda	–	–	86	14	101	–	–	101
Sainte-Lucie	–	–	133	14	148	–	–	148
Saint-Kitts-et-Nevis	44	–	86	5	92	–	89	47
Saint-Vincent-et-les Grenadines	41	–	86	14	101	–	–	142
Sao Tomé-et-Principe	–	45	47	–	47	–	–	92
Sénégal	3 601	–	468	62	530	1 792	4 131	–
Seychelles	2 221	–	172	25	196	–	2 417	–
Sierra Leone	–	–	86	9	95	–	48	47
Singapour	–	–	25 391	976	26 367	–	26 367	–
Slovénie	–	–	6 171	333	6 504	–	6 504	–
Somalie	3 736	–	86	14	101	–	–	3 837
Soudan	3 978	–	554	100	654	–	–	4 632
Sri Lanka	–	–	1 217	65	1 283	–	1 283	–
Suède	–	–	90 142	9 674	99 816	–	99 816	–
Suisse	–	–	106 739	1 133	107 873	–	107 873	–
Suriname	2 693	–	250	57	307	–	–	3 000
Swaziland	1 475	–	172	29	200	–	–	1 675
Tchad	3 736	–	86	14	101	–	–	3 837
Thaïlande	–	–	20 400	1 524	21 925	–	21 925	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Togo	3 227	–	86	14	101	–	–	3 328
Trinité-et-Tobago	710	–	1 373	143	1 516	–	2 226	–
Tunisie	2 085	–	2 497	262	2 759	–	3 726	1 118
Turquie	–	–	37 758	2 399	40 157	–	40 154	3
Ukraine	12 464	–	9 883	2 723	12 606	–	–	25 070
Uruguay	3 516	–	5 619	688	6 307	–	1 851	7 972
Vanuatu	48	–	86	5	92	–	126	14
Venezuela	26 856	–	15 980	2 293	18 273	–	–	45 129
Viet Nam	–	–	1 023	58	1 081	–	1 081	–
Yémen	1 540	–	670	143	814	–	–	2 354
Yougoslavie	–	–	1 667	–	1 667	–	1 667	–
Zambie	1 636	–	172	17	188	–	1 824	–
Zimbabwe	1 496	–	725	49	774	–	1 895	375
Total CTL	608 919	(3 680)	8 714 291	906 302	9 620 593	249 475	9 401 830	824 010
DUL	Fonds général d'affectation spéciale pour le Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages							
Allemagne	485 683	(417 384)	527 194	155 984	683 178	–	751 477	–
BIRF/Banque mondiale	–	–	8 000	–	8 000	–	8 000	–
GTZ-GMBH	–	–	21 088	–	21 088	–	21 088	–
Institution of Civil Engineers	–	–	1 553	–	1 553	–	1 553	–
Pays-Bas	–	–	893 897	158 538	1 052 434	–	500 000	552 434
Royaume-Uni	700 000	(700 000)	–	–	–	–	–	–
Suède	–	–	436 777	4 936	441 712	–	441 712	–
Suisse	–	–	293 764	–	293 764	–	293 764	–
Total DUL	1 185 683	(1 117 384)	2 182 271	319 458	2 501 729	–	2 017 593	552 434
EAL	Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est							
Afrique du Sud	–	–	75 000	–	75 000	–	37 500	37 500
Comores	181 300	–	30 200	–	30 200	–	–	211 500
France	–	–	156 000	–	156 000	–	156 000	–
Kenya	479 984	–	90 604	–	90 604	–	3 291	567 297
Madagascar	193 050	–	45 302	–	45 302	–	–	238 352
Maurice	362 608	–	60 402	–	60 402	–	90 000	333 010
Mozambique	543 916	–	90 604	–	90 604	–	–	634 520
République-Unie de Tanzanie	543 916	–	90 604	–	90 604	–	–	634 520
Seychelles	56 349	–	30 200	–	30 200	–	14 980	71 569
Somalie	154 100	–	30 200	–	30 200	–	–	184 300
Total EAL	2 515 223	–	699 116	–	699 116	–	301 771	2 912 568

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
EBL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique							
Danemark			184 281		184 281		184 281	
Hongrie	3 000	–	17 000	–	17 000	–	20 000	–
Pays-Bas	107 871	–	–	–	–	–	–	107 871
Union européenne	21 765	–	–	–	–	–	–	21 765
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources		–	13 722	–	13 722	–	13 722	–
Total EBL	132 636	–	215 003	–	215 003	–	218 003	129 636
EGL	Fonds général d'affectation spéciale pour la mise en place du secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement à la Maison internationale de l'environnement (Genève)							
Suisse			302 115		302 115		302 115	–
Total EGL			302 115		302 115		302 115	
ESL	Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Asie de l'Est							
Australie	–	–	40 000	–	40 000	–	20 000	20 000
Cambodge	5 000	–	10 000	–	10 000	–	10 000	5 000
Chine	–	–	60 000	–	60 000	–	60 000	–
Indonésie	40 000	–	40 000	–	40 000	–	20 000	60 000
Malaisie	–	–	37 400	–	37 400	–	37 400	–
Philippines	35 190	–	50 000	–	50 000	–	29 619	55 571
République de Corée	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Singapour	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Thaïlande	42 308	–	41 800	–	41 800	–	42 308	41 800
Viet Nam	7 000	–	14 000	–	14 000	–	–	21 000
Total ESL	129 498	–	343 200	–	343 200	–	269 327	203 371
ETL	Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes							
Barbade	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Bolivie	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Brésil	–	–	37 192	–	37 192	–	37 192	–
Colombie	–	–	44 644	–	44 644	–	44 644	–
Costa Rica	27 584	–	–	–	–	–	10 126	17 458
Cuba	40 000	–	–	–	–	–	5 000	35 000
El Salvador	30 000	–	–	–	–	–	–	30 000
Équateur	4 999	–	3 000	–	3 000	–	7 999	–
Guatemala	–	–	5 000	–	5 000	–	5 000	–
Honduras	30 000	–	–	–	–	–	–	30 000
Mexique	–	–	48 876	–	48 876	48 284	48 876	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Nicaragua	30 000	–	4 866	–	4 866	–	4 866	30 000
Paraguay	2 029	–	–	–	–	–	–	2 029
Pérou	47 566	–	–	–	–	–	–	47 566
République dominicaine	15 000	–	–	–	–	–	–	15 000
PNUD – représentant résident (Colombie)	–	–	5 975	–	5 975	–	5 975	–
Universidad nacional	–	–	4 245	–	4 245	–	4 245	–
Total ETL	252 178	–	163 797	–	163 797	48 284	183 922	232 053
FIL	Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer les activités de l'initiative du PNUE concernant les services financiers pour l'environnement							
Initiative concernant les institutions financières	–	–	194 982	–	194 982	–	194 982	–
Total FIL	–	–	194 982	–	194 982	–	194 982	–
GPL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et d'assistance technique connexes							
Australie	–	–	59 580	–	59 580	–	59 580	–
Belgique	–	–	1 132 354	–	1 132 354	–	1 132 354	–
Canada	183 050	(135 984)	–	–	–	–	47 066	–
États-Unis d'Amérique	–	–	255 000	–	255 000	–	255 000	–
Suède	9 524	–	–	1 237	1 237	–	10 760	–
Total GPL	192 574	(135 984)	1 446 934	1 237	1 448 170	–	1 504 760	–
IGL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe intergouvernemental de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement							
Canada	100 000	–	78 616	4 165	82 781	–	182 781	–
France	67 455	–	–	–	–	–	67 455	–
Royaume-Uni	35 714	–	–	8 691	8 691	–	–	44 405
Total IGL	203 169	–	78 616	12 856	91 472	–	250 236	44 405
MCL	Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés							
Canada	–	–	53 476	–	53 476	–	53 476	–
Danemark	–	–	165 605	–	165 605	–	165 605	–
États-Unis d'Amérique	–	–	800 000	–	800 000	–	800 000	–
Finlande	–	–	17 608	–	17 608	–	17 608	–
France	–	–	27 397	–	27 397	–	27 397	–
Malte	1 000	–	–	–	–	–	1 000	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Norvège	–	–	279 029	–	279 029	–	279 029	–
Royaume-Uni	–	–	15 775	–	15 775	–	15 775	–
Suède	–	–	70 493	–	70 493	–	70 493	–
Total MCL	1 000	–	1 429 384	–	1 429 384	–	1 430 384	–
MEL	Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution							
Albanie	25	–	7 015	–	7 015	–	3 490	3 550
Algérie	51 834	–	105 228	–	105 228	–	104 186	52 876
Bosnie-Herzégovine	53 955	–	30 066	–	30 066	–	84 021	–
Chypre	–	–	14 030	–	14 030	–	14 030	–
Croatie	47 883	–	97 208	–	97 208	–	145 091	–
Égypte	165	–	49 107	–	49 107	–	24 431	24 841
Espagne	–	–	1 502 230	–	1 502 230	–	1 502 230	–
France	–	–	3 805 182	–	3 805 182	–	3 805 182	–
Grèce	138 714	–	281 605	–	281 605	–	420 319	–
Israël	–	–	147 315	–	147 315	–	147 315	–
Italie	590 683	–	3 143 760	–	3 143 760	–	3 734 443	–
Jamahiriya arabe libyenne	–	–	197 426	–	197 426	–	–	197 426
Liban	25	–	7 015	–	7 015	–	3 490	3 550
Malte	25	–	7 015	–	7 015	–	3 515	3 525
Maroc	27 375	–	28 062	–	28 062	–	–	55 437
Monaco	–	–	7 015	–	7 015	–	7 015	–
République arabe syrienne	7 426	–	28 062	–	28 062	–	21 385	14 103
Slovénie	–	–	67 144	–	67 144	–	67 144	–
Tunisie	–	–	21 045	–	21 045	–	21 045	–
Turquie	–	–	225 486	–	225 486	–	225 486	–
Yougoslavie	469 975	–	–	–	–	–	500	469 475
Union européenne	–	–	250 541	–	250 541	2 226	250 541	–
Total MEL	1 388 085	–	10 021 557	–	10 021 557	2 226	10 584 859	824 783
MPL	Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone							
Afrique du Sud	–	–	19 170	–	19 170	–	10 004	9 166
Allemagne	–	–	459 103	–	459 103	–	459 103	–
Arabie saoudite	–	–	26 053	–	26 053	6 467	26 053	–
Argentine	54 754	–	54 025	–	54 025	–	54 754	54 025
Australie	–	–	76 471	–	76 471	–	76 471	–
Autriche	–	–	44 497	–	44 497	–	44 472	25
Azerbaïdjan	12 847	–	–	–	–	37 153	12 847	–
Bélarus	50 468	–	–	–	–	–	–	50 468
Belgique	–	–	53 063	–	53 063	–	53 063	–
Brésil	43 136	–	104 638	–	104 638	–	94 082	53 692

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Canada	–	–	120 242	–	120 242	–	120 242	–
Chili	–	–	9 315	–	9 315	5 448	9 315	–
Chine	–	–	72 024	–	72 024	–	72 024	–
Colombie	4 559	–	8 678	–	8 678	–	13 160	77
Danemark	–	–	35 204	–	35 204	–	35 204	–
Émirats arabes unis	46 813	(74)	9 504	–	9 504	–	35 874	20 370
Espagne	–	–	118 387	–	118 387	–	118 387	–
États-Unis d'Amérique	3 328 539	–	1 042 617	–	1 042 617	–	950 000	3 421 156
Fédération de Russie	–	–	56 168	–	56 168	–	56 168	–
Finlande	–	–	24 530	–	24 530	–	24 530	–
France	–	–	303 868	–	303 868	–	303 868	–
Géorgie	13 594	–	–	–	–	–	–	13 594
Grèce	–	–	25 326	–	25 326	7	25 326	–
Hongrie	–	–	5 641	–	5 641	–	5 641	–
Inde	75	–	16 034	–	16 034	–	16 109	–
Indonésie	9 017	–	9 386	–	9 386	–	9 017	9 386
Iran (République islamique d')	105 447	–	11 855	–	11 855	–	73 721	43 581
Irlande	–	–	13 834	–	13 834	1 744	13 834	–
Israël	–	–	19 498	–	19 498	–	19 498	–
Italie	–	–	238 019	–	238 019	–	238 019	–
Jamahiriya arabe libyenne	2 709	–	–	–	–	–	–	2 709
Japon	–	–	917 195	–	917 195	–	917 195	–
Koweït	–	–	6 904	–	6 904	–	6 904	–
Malaisie	–	–	11 048	–	11 048	–	11 048	–
Mexique	36 516	–	51 051	–	51 051	–	55 652	31 915
Nigéria	4 094	–	–	–	–	–	4 094	–
Norvège	–	–	30 383	–	30 383	–	30 383	–
Nouvelle-Zélande	–	–	11 329	–	11 329	–	11 329	–
Ouzbékistan	4 654	–	–	–	–	–	–	4 654
Pays-Bas	–	–	81 667	–	81 667	9 197	81 667	–
Pérou	–	–	5 548	–	5 548	–	–	5 548
Philippines	–	–	2 458	–	2 458	–	2 416	42
Pologne	–	–	16 257	–	16 257	–	16 257	–
Portugal	–	–	21 722	–	21 722	–	21 722	–
Royaume-Uni	–	–	409 489	–	409 489	–	409 489	–
République tchèque	–	–	8 747	–	8 747	–	8 747	–
République de Corée	–	–	87 004	–	87 004	–	87 004	–
Singapour	–	–	18 468	–	18 468	–	18 453	15
Suède	30	(10)	48 259	–	48 259	–	48 254	25
Suisse	–	–	54 077	–	54 077	–	54 077	–
Thaïlande	20	–	12 788	–	12 788	–	12 808	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées et non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Turquie	–	–	20 692	–	20 692	–	20 692	–
Ukraine	33 653	–	–	–	–	–	33 653	–
Venezuela	–	694	9 785	–	9 785	28 623	10 479	–
Yougoslavie	43 724	–	–	–	–	–	–	43 724
Union européenne	–	–	119 300	–	119 300	–	118 868	432
Total MPL	3 794 649	611	4 921 321	–	4 921 321	88 639	4 951 977	3 764 604

MSL**Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**

Afrique du Sud	12 029	–	27 701	–	27 701	14 590	39 730	–
Albanie	–	–	96	–	96	–	–	96
Allemagne	–	–	707 022	–	707 022	–	707 022	–
Arabie saoudite	–	–	40 215	–	40 215	–	40 215	–
Argentine	48 989	–	80 903	–	80 903	–	–	129 892
Australie	–	–	111 406	–	111 406	–	111 406	–
Belgique	44 274	–	80 303	–	80 303	–	95 261	29 316
Bénin	–	–	144	–	144	34	144	–
Bolivie	–	–	256	–	256	–	–	256
Bulgarie	362	–	856	–	856	–	1 218	–
Burkina Faso	1 072	–	144	–	144	–	–	1 216
Cameroun	1 795	–	808	–	808	–	–	2 603
Chili	4 470	–	12 227	–	12 227	–	16 697	–
Chypre	–	–	1 216	–	1 216	–	1 216	–
Congo	362	–	150	–	150	–	118	394
Croatie	1 181	–	2 439	–	2 439	–	3 620	–
Danemark	–	–	51 658	–	51 658	–	51 658	–
Égypte	–	–	5 193	–	5 193	–	2 600	2 593
Espagne	85 160	–	184 274	–	184 274	–	269 434	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	454	–	352	–	352	167	806	–
Finlande	–	–	38 431	–	38 431	–	38 431	–
France	–	–	468 801	–	468 801	–	468 801	–
Gambie	13	–	71	–	71	–	–	84
Géorgie	382	–	436	–	436	–	–	818
Ghana	–	15	440	–	440	89	455	–
Grèce	11 536	–	31 294	–	31 294	7	42 830	–
Guinée	1 467	–	216	–	216	–	1 587	96
Guinée-Bissau	1 401	–	72	–	72	–	–	1 473
Hongrie	–	–	8 641	–	8 641	–	8 641	–
Inde	10 796	–	22 876	–	22 876	–	22 639	11 033
Irlande	–	–	18 372	–	18 372	10 513	18 372	–
Israël	–	–	27 285	–	27 285	–	27 285	–
Italie	36 420	–	379 622	–	379 622	–	416 042	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Jamahiriya arabe libyenne	–	–	2 145	–	2 145	–	–	2 145
Jordanie	–	–	256	–	256	–	–	256
Kenya	–	–	536	–	536	143	536	–
Lettonie	559	–	1 000	–	1 000	–	1 559	–
Liechtenstein	–	–	432	–	432	–	432	–
Lituanie	–	–	1 077	–	1 077	1 297	1 077	–
Luxembourg	–	–	5 281	–	5 281	–	5 281	–
Mali	1 433	–	144	–	144	–	–	1 577
Malte	261	–	1 022	–	1 022	1 144	1 283	–
Maroc	1 348	–	3 048	–	3 048	–	1 348	3 048
Mauritanie	778	–	72	–	72	–	–	850
Monaco	–	–	288	–	288	–	288	–
Mongolie	–	–	112	–	112	–	112	–
Niger	1 434	–	112	–	112	–	–	1 546
Nigéria	7 784	–	3 457	–	3 457	–	6 731	4 510
Norvège	–	–	45 080	–	45 080	–	45 080	–
Nouvelle-Zélande	–	–	16 420	–	16 420	8 618	16 420	–
Ouganda	240	–	318	–	318	–	378	180
Ouzbékistan	2 801	–	1 352	–	1 352	–	–	4 153
Pakistan	5 611	–	4 313	–	4 313	–	9 924	–
Panama	–	–	1 096	–	1 096	1 398	1 096	–
Paraguay	1 072	–	1 072	–	1 072	–	–	2 144
Pays-Bas	–	–	120 919	–	120 919	–	120 903	16
Pérou	5 699	–	7 737	–	7 737	–	6 715	6 721
Philippines	–	–	6 441	–	6 441	2 350	6 441	–
Pologne	–	–	19 941	–	19 941	–	19 941	–
Portugal	–	–	32 030	–	32 030	–	32 030	–
République démocratique du Congo	1 598	–	408	–	408	–	–	2 006
République de Moldova	239	–	451	–	451	–	690	–
République slovaque	–	–	2 776	–	2 776	1 538	2 776	–
République tchèque	–	–	10 778	–	10 778	–	10 778	–
République-Unie de Tanzanie	538	(419)	248	–	248	–	367	–
Roumanie	–	–	4 097	–	4 097	–	4 097	–
Royaume-Uni	–	–	380 906	–	380 906	–	380 906	–
Sao Tomé-et-Principe	3	–	71	–	71	–	–	74
Sénégal	1 565	–	400	–	400	135	1 965	–
Slovénie	–	–	5 033	–	5 033	–	5 033	–
Somalie	1 401	–	72	–	72	–	–	1 473
Sri Lanka	265	–	992	–	992	–	480	777

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Suède	15	–	76 030	–	76 030	–	43 154	32 891
Suisse	–	–	89 185	–	89 185	–	89 185	–
Tadjikistan	–	–	32	–	32	–	–	32
Tchad	976	–	72	–	72	–	–	1 048
Togo	1 310	–	72	–	72	–	–	1 382
Tunisie	–	–	2 080	–	2 080	1 038	2 080	–
Ukraine	12 997	–	9 298	–	9 298	–	–	22 295
Uruguay	4 026	–	4 481	–	4 481	–	1 387	7 120
Union européenne	–	–	80 894	–	80 894	–	80 549	345
Total MSL	316 116	(404)	3 247 997	–	3 247 997	43 060	3 287 250	276 459
PNL	Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest							
Chine	–	–	80 000	–	80 000	–	80 000	–
Fédération de Russie	100 000	–	100 000	–	100 000	–	–	200 000
Japon	125 000	–	248 869	1 131	250 000	–	250 000	125 000
République de Corée	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
Total PNL	225 000	–	628 869	1 131	630 000	–	530 000	325 000
POL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique							
Allemagne	–	–	396 517	–	396 517	–	328 949	67 568
Australie	–	–	49 811	–	49 811	–	49 811	–
Belgique	–	–	347 799	–	347 799	–	347 799	–
Canada	–	–	3 151 095	–	3 151 095	–	3 151 095	–
Circumpolaire Inuit	4 184	–	732	–	732	–	4 916	–
Danemark	350 000	(350 000)	14 838	–	14 838	–	14 838	–
États-Unis d'Amérique	428 264	(224 197)	3 109 197	–	3 109 197	7 986	3 313 264	–
Finlande	–	–	19 610	–	19 610	–	19 610	–
France	–	–	51 125	–	51 125	–	51 125	–
Islande	–	–	24 000	–	24 000	–	24 000	–
Italie	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
Japon	–	–	100 000	–	100 000	–	100 000	–
Luxembourg	–	–	19 167	–	19 167	–	19 167	–
Norvège	–	–	130 530	–	130 530	–	130 530	–
Nouvelle-Zélande	–	–	58 223	–	58 223	–	58 223	–
Pays-Bas	–	–	196 441	–	196 441	–	196 441	–
République tchèque	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
Royaume-Uni	–	–	378 435	–	378 435	–	378 435	–
Suède	–	–	219 692	–	219 692	–	219 692	–
Suisse	–	–	496 809	–	496 809	–	496 809	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Union européenne	21 065	–	66 999	–	66 999	–	88 064	–
Total POL	803 513	(574 197)	9 034 020	–	9 034 020	7 986	9 195 768	67 568
PPL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques dangereux qui font l'objet du commerce international							
Allemagne	–	–	679 519	–	679 519	–	679 519	–
Australie	–	–	18 653	–	18 653	–	18 653	–
Autriche	–	–	32 390	–	32 390	–	32 390	–
Belgique	–	–	231 863	–	231 863	–	231 863	–
Canada	–	–	51 451	–	51 451	–	51 451	–
États-Unis d'Amérique	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–
Finlande	–	–	18 529	–	18 529	–	18 529	–
France	–	–	51 125	–	51 125	–	51 125	–
Italie	234 753	–	–	–	–	–	234 753	–
Japon	–	–	100 000	–	100 000	–	100 000	–
Madagascar	–	–	958	–	958	–	958	–
Norvège	–	–	67 269	–	67 269	–	67 269	–
Pays-Bas	24 999	–	230 295	–	230 295	–	255 294	–
Royaume-Uni	–	–	299 560	–	299 560	–	299 560	–
Suède	–	–	114 738	–	114 738	–	114 738	–
Suisse	77 301	–	710 000	–	710 000	–	787 301	–
Union européenne	–	–	97 138	–	97 138	–	97 138	–
Total PPL	337 053	–	3 703 489	–	3 703 489	–	4 040 542	–
SOL	Fonds général d'affectation spéciale pour les activités destinées à financer les travaux de recherche et d'observation relatifs à la Convention de Vienne							
Finlande	–	–	5 700	–	5 700	–	5 700	–
Total SOL	–	–	5 700	–	5 700	–	5 700	–
VCL	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone							
Afrique du Sud	–	–	5 233	–	5 233	–	4 047	1 186
Allemagne	–	–	137 384	–	137 384	–	137 384	–
Arabie saoudite	–	–	7 825	–	7 825	18 256	7 825	–
Argentine	3 197	–	15 536	–	15 536	–	3 197	15 536
Australie	–	–	21 127	–	21 127	–	21 127	–
Autriche	–	–	13 168	–	13 168	–	13 168	–
Azerbaïdjan	2 429	–	–	–	–	–	–	2 429
Belgique	–	–	15 489	–	15 489	–	15 489	–
Brésil	39 853	–	23 211	–	23 211	–	56 119	6 945
Canada	–	–	37 643	–	37 643	–	37 643	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Chili	–	–	2 120	–	2 120	–	2 120	–
Chine	–	–	15 454	–	15 454	–	15 454	–
Colombie	–	–	1 789	–	1 789	–	1 480	309
Danemark	–	–	9 829	–	9 829	–	9 829	–
Émirats arabes unis	514	1 331	2 007	–	2 007	–	57	3 795
Espagne	–	–	35 970	–	35 970	–	35 970	–
États-Unis d'Amérique	468 412	–	347 181	–	347 181	–	175 000	640 593
Fédération de Russie	–	–	15 396	–	15 396	–	15 396	–
Finlande	–	–	7 521	–	7 521	–	7 521	–
France	–	–	91 163	–	91 163	–	91 163	–
Géorgie	2 649	–	–	–	–	–	–	2 649
Grèce	–	–	5 447	–	5 447	7	5 447	–
Hongrie	–	–	1 676	–	1 676	–	1 676	–
Inde	50	–	4 297	–	4 297	–	4 347	–
Indonésie	542	–	2 660	–	2 660	–	–	3 202
Iran (République islamique d')	16 188	–	2 570	–	2 570	–	11 465	7 293
Irlande	–	–	3 331	–	3 331	–	3 331	–
Israël	–	–	5 076	–	5 076	–	5 076	–
Italie	–	–	74 838	–	74 838	–	60 120	14 718
Jamahiriya arabe libyenne	–	–	1 371	–	1 371	–	–	1 371
Japon	20 000	–	284 202	–	284 202	–	284 202	20 000
Koweït	–	–	1 843	–	1 843	–	1 843	–
Malaisie	–	–	2 707	–	2 707	–	2 707	–
Mexique	–	–	14 158	–	14 158	5 539	14 158	–
Nigéria	735	–	–	–	–	–	735	–
Norvège	–	–	8 622	–	8 622	–	8 622	–
Nouvelle-Zélande	–	–	3 144	–	3 144	–	3 144	–
Ouzbékistan	1 083	–	–	–	–	–	–	1 083
Pays-Bas	–	–	23 097	–	23 097	–	23 075	22
Pérou	–	–	343	–	343	–	–	343
Pologne	–	–	3 265	–	3 265	–	3 265	–
Portugal	–	–	6 109	–	6 109	–	6 109	–
République de Corée	–	–	16 503	–	16 503	–	16 503	–
République tchèque	–	–	1 773	–	1 773	–	1 773	–
Royaume-Uni	–	–	72 393	–	72 393	–	72 393	–
Singapour	–	–	3 121	–	3 121	–	3 121	–
Suède	31	–	14 915	–	14 915	–	14 926	20
Suisse	–	–	17 137	–	17 137	–	17 137	–
Thaïlande	20	–	2 754	–	2 754	–	2 774	–
Turquie	–	–	6 144	–	6 144	–	6 144	–
Ukraine	–	–	2 101	–	2 101	–	2 101	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contribu- tions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002-2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>
Venezuela	–	–	2 373	–	2 373	18	–	–
Yougoslavie	13 302	–	–	–	–	–	–	13 302
Union européenne	–	–	35 034	–	35 034	105	35 034	–
Total VCL	569 005	1 331	1 428 050	–	1 428 050	23 925	1 261 217	734 796
WAL	Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre							
Sénégal	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
Total WAL	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
WPL	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement							
Canada	–	–	711 926	–	711 926	–	711 926	–
Total WPL	–	–	711 926	–	711 926	–	711 926	–
Total des fonds généraux d'affectation spéciale	21 147 796	(2 287 580)	87 024 210	1 322 637	87 205 728	1 686 794	88 024 464	18 039 115

Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003 et d'années antérieures

Contributions annoncées depuis moins d'un an	3 401 154
Contributions annoncées depuis un an ou plus	14 637 961
Total	18 039 115

État VI
**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal
relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**
**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde
du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003**
(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Recettes	Tableau 6.1		
Contributions volontaires		283 821 989	277 719 870
Intérêts créditeurs		18 320 868	42 853 142
Recettes accessoires		12 425 764	639 279
Total des recettes		314 568 621	321 212 291
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		5 063 969	3 848 879
Services contractuels		975 974	722 393
Frais de voyage		361 562	332 957
Dépenses de fonctionnement		671 508	1 554 419
Achats		683 379	356 232
Dépenses d'appui aux programmes	État X	485 338	376 170
Activités gérées par le PNUE	} Voir note ci-dessous	17 832 017	14 178 303
Activités gérées par le PNUD		67 666 472	108 102 795
Activités gérées par l'ONUDI		68 879 982	66 140 986
Activités gérées par la Banque mondiale		135 793 574	157 840 408
Total, dépenses		298 413 775	353 453 542
Excédent/(déficit)		16 154 846	(32 241 251)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		196 945	(387 025)
Excédent/(déficit) net		16 351 791	(32 628 276)
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		546 337 421	578 965 697
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		562 689 212	546 337 421

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	73 537 204	96 205 222
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	7 276 955	–
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 6.1	163 566 703	139 764 005
Autres comptes débiteurs		168 938	478 392
Billets à ordre		126 945 032	95 184 037
Avances consenties à des agents d'exécution		193 001 241	217 073 573
Charges comptabilisées d'avance		18 621	4 618
Total, actif		564 514 694	548 709 847
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	273 685,00
Autres comptes créditeurs		236 248,00	522 520,00
Réserve pour engagements		354 375,00	169 564,00
Recettes comptabilisées d'avance		1 234 859,00	1 406 657,00
Total, passif		1 825 482,00	2 372 426,00
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		562 689 212	546 337 421
Total, réserves et solde du Fonds		562 689 212	546 337 421
Total, passif, réserves et solde du Fonds		564 514 694	548 709 847

**État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003**

	2003	2001
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement		
Excédent/(déficit) net	16 351 791	(32 628 276)
Augmentation des contributions volontaires à recevoir	(23 802 698)	157 067 477
(Augmentation)/diminution des comptes de débiteurs	309 454	(99 537)
Augmentation des charges comptabilisées à l'avance	(14 003)	3 114
Augmentation des comptes de débiteurs divers	(286 272)	367 938
Augmentation de la réserve pour engagements	184 811	(1 899)
<i>À déduire</i> : intérêts créditeurs	(18 320 868)	(42 853 142)
Encaisse nette provenant des activités de fonctionnement	(25 577 785)	81 855 675
Flux de trésorerie provenant des activités de placement et de financement		
Augmentation des billets à ordre	(31 760 995)	(13 411 116)
(Augmentation)/diminution du montant net des avances versées aux/par les agents d'exécution	24 072 332	105 757 712
Augmentation/(diminution) des soldes créditeurs interfonds	(7 550 640)	(295 326)
Augmentation/(diminution) des recettes comptabilisées d'avance	(171 798)	(145 260 010)
<i>À ajouter</i> : intérêts créditeurs	18 320 868	42 853 142
Encaisse nette provenant des activités de placement et de financement	2 909 767	(10 355 598)
Flux de trésorerie provenant d'autres sources		
Augmentation/(diminution) nette des dépôts à vue et à terme	(22 668 018)	71 500 077
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	96 205 222	24 705 145
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	73 537 204	96 205 222

**Changements signalés par les principaux agents d'exécution concernant
les dépenses des années antérieures**

Les dépenses indiquées tiennent compte des changements signalés par les agents d'exécution concernant les dépenses des exercices précédents comptabilisées en tant que dépenses de l'année considérée.

Afin de faciliter le contrôle des dépenses indiquées par les principaux agents d'exécution (PNUD, PNUE, ONUDI et BIRD/Banque mondiale), le Trésorier a adopté la pratique qui consiste à comptabiliser tout changement indiqué par ceux-ci concernant les dépenses d'exercices précédents en tant que transactions effectuées durant l'exercice considéré.

À cet égard, le montant total des dépenses indiqué dans les comptes actuels comprend un montant de 20 027 231 dollars qui se rapporte aux exercices précédents mais qui est inscrit dans les comptes de l'exercice considéré.

Tableau 6.1
**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal
relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**

État des contributions au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Contributions nettes annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2002-2003 et des années antérieures</i>
Allemagne	–	–	23 264 798	2 467 613	25 732 411		25 560 925	171 486
Australie	127 857	(127 857)	4 975 390	220 445	5 195 835		5 115 156	80 678
Autriche	–	–	3 543 751	174 658	3 718 409		3 718 409	–
Azerbaïdjan	784 586	–	44 534	–	44 534		100 000	729 120
Bélarus	2 323 437	–	173 848	–	173 848		–	2 497 285
Belgique	–	–	3 680 853	213 080	3 893 933		3 893 933	–
Bulgarie	31 824	–	56 800	–	56 800		88 624	–
Canada	–	–	7 710 814	879 796	8 590 610	1 234 859	8 590 610	–
Danemark	–	–	2 412 042	179 610	2 591 652		1 141 129	1 450 523
Espagne	–	–	8 710 309	504 095	9 214 404		8 238 807	975 597
Estonie	–	–	44 336	–	44 336		44 336	–
États-Unis d'Amérique	21 718 276	–	71 426 666	–	71 426 666		59 631 041	33 513 901
Fédération de Russie	84 325 065	–	4 796 102	–	4 796 102		–	89 121 167
Finlande	103 927	–	1 984 076	254 078	2 238 154		2 238 154	103 927
France	7 308 065	–	23 160 305	5 153 010	28 313 315		28 313 315	7 308 065
Grèce	353 197	–	1 518 809	184 144	1 702 953		565 735	1 490 415
Hongrie	–	–	386 967	–	386 967		386 967	–
Irlande	–	–	874 110	30 262	904 372		904 372	–
Islande	20 004	–	126 629	10 425	137 054		157 058	–
Israël	860 264	–	1 286 333	37 545	1 323 878		199 901	1 984 241
Italie	1 833 602	–	15 224 929	1 506 564	16 731 493		16 603 910	1 961 185
Japon	10 836 933	–	68 013 908	–	68 013 908		68 013 908	10 836 933
Lettonie	73 903	–	59 411	–	59 411		133 314	–
Liechtenstein	–	–	21 577	–	21 577		10 050	11 527
Lituanie	338 144	(20 111)	69 510	–	69 510		–	387 543
Luxembourg	–	–	288 214	7 103	295 317		295 317	–
Maldives	–	–	1 500	–	1 500		1 500	–
Monaco	–	–	14 385	–	14 385		14 385	–
Norvège	–	–	2 140 152	264 474	2 404 626		2 404 626	–
Nouvelle-Zélande	–	–	754 078	50 439	804 517		804 517	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2002-2003</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Contributions nettes annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2002- 2003 au titre de 2002-2003 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2002-2003 et des années antérieures</i>
Ouzbékistan	350 701	–	83 106	–	83 106		61 973	371 834
Pays-Bas	–	–	5 923 190	172 699	6 095 889		6 095 889	–
Pologne	233 712	–	959 582	–	959 582		224 930	968 364
Portugal	35 876	–	1 460 301	155 082	1 615 383		755 969	895 290
République slovaque	–	–	131 413	–	131 413		131 413	–
République tchèque	–	–	460 592	38 275	498 867		498 867	–
Royaume-Uni	500 037	–	19 414 330	1 441 527	20 855 857		20 855 857	500 037
Slovénie		–	155 619		155 619		155 619	
Suède	58 126	–	3 068 182	665 421	3 733 603		3 791 729	–
Suisse		–	4 763 422	203 007	4 966 429		4 942 429	24 000
Tadjikistan	77 163	–	10 296	–	10 296		–	87 459
Turkménistan	262 555	–	19 163	–	19 163		–	281 718
Ukraine	7 206 751	–	607 657	–	607 657		–	7 814 408
Total	139 764 005	(147 968)	283 821 989	14 813 350	298 635 339	1 234 859	274 684 673	163 566 703

**Contributions annoncées non versées au titre de 2002-2003
et d'années antérieures**

Contributions annoncées depuis moins d'un an 43 871 672

Contributions annoncées depuis un an ou plus 119 695 031

Total 163 566 703

État VII

Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>AHL</i>	<i>ANL</i>
		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	
		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le Centre UNEPnet (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	
Recettes			
Contributions volontaires		–	–
Intérêts créditeurs		27 311	–
Recettes accessoires		–	324
Total, recettes		27 311	324
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		–	–
Services contractuels		–	–
Frais de voyage		–	–
Dépenses de fonctionnement		–	–
Achats		–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X	–	–
Total, dépenses		–	–
Excédent/(déficit)		27 311	324
Virements à d'autres fonds		–	–
Sommes remboursées aux donateurs		–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	–
Excédent/(déficit) net		27 311	324
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		20 727	(418 668)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		48 038	(418 344)

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la fourniture d'un conseiller (attaché de liaison hors classe) pour la coopération technique au bureau du PNUÉ à Bruxelles</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter la création de centres régionaux dans le cadre de la Convention de Bâle (financé par le Gouvernement suisse)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i>
ASL	BNL	BSL	CDL	CEL
–	187 754	–	–	158 464
9 618	3	9 155	379	22 056
–	–	–	–	–
9 618	187 757	9 155	379	180 520
–	174 681	(7 701)	–	307 574
–	–	–	–	–
–	–	1 235	–	12 789
–	–	13 362	1 573	242
–	–	3 279	–	–
–	20 962	1 323	–	38 414
–	195 643	11 498	1 573	359 019
9 618	(7 886)	(2 343)	(1 194)	(178 499)
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	(174 486)	–	(88 773)
9 618	(7 886)	(176 829)	(1 194)	(267 272)
–	–	–	–	3 295
127 446	–	176 829	5 647	471 998
137 064	(7 886)	–	4 453	208 021

**État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds
au 31 décembre 2003**

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le Centre UNEPnet (financé par le Gouvernement norvégien)</i>
	<i>Référence</i>	<i>AHL</i>	<i>ANL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	111 750	–
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	10 305
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		111 750	10 305
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	63 712	428 649
Autres comptes créditeurs		–	–
Réserves pour engagements		–	–
Total, passif		63 712	428 649
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		48 038	(418 344)
Total, réserves et soldes des fonds		48 038	(418 344)
Total, passif, réserves et soldes des fonds		111 750	10 305

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la fourniture d'un conseiller (attaché de liaison hors classe) pour la coopération technique au bureau du PNUE à Bruxelles</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter la création de centres régionaux dans le cadre de la Convention de Bâle (financé par le Gouvernement suisse)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i>
ASL	BNL	BSL	CDL	CEL
137 064	1 954	—	4 453	239 830
—	—	—	—	—
—	—	—	—	—
—	—	—	—	—
137 064	1 954	—	4 453	239 830
—	—	—	—	593
—	9 840	—	—	5 745
—	—	—	—	25 471
—	9 840	—	—	31 809
137 064	(7 886)	—	4 453	208 021
137 064	(7 886)	—	4 453	208 021
137 064	1 954	—	4 453	239 830

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à aider les centres internationaux de recherche agricole du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUE (financé par le Gouvernement canadien)</i>
Référence	CGL	CSL
Recettes		
Contributions volontaires	–	–
Intérêts créditeurs	275	974
Recettes accessoires	–	–
Total, recettes	275	974
Dépenses		
Traitements et autres dépenses de personnel	–	–
Services contractuels	–	–
Frais de voyage	–	–
Dépenses de fonctionnement	–	–
Achats	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	–	–
	État X	
Total, dépenses	–	–
Excédent/(déficit)	275	974
Virements à d'autres fonds	–	–
Sommes remboursées aux donateurs	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–
Excédent/(déficit) net	275	974
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	3 637	18 831
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 912	19 805

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUÉ</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets</i>
<i>DNL</i>	<i>DPL</i>	<i>ELL</i>	<i>EML</i>	<i>FBL</i>
–	4 263 660	2 901 475	–	11 554 438
4 329	76 299	37 524	13 711	812 494
–	2 329	329	–	1 284
4 329	4 342 288	2 939 328	13 711	12 368 216
–	103 766	290 619	–	3 528 481
–	2 052 298	611 793	8 555	354 152
–	21 477	65 750	5 852	381 859
–	20 665	149 588	5 059	68 332
–	–	100	–	81
–	173 856	145 248	2 531	–
–	2 372 062	1 263 098	21 997	4 332 905
4 329	1 970 226	1 676 230	(8 286)	8 035 311
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	25 427	–	340
4 329	1 970 226	1 701 657	(8 286)	8 035 651
–	–	–	2 186	–
37 265	–	(193 293)	194 323	7 679 003
41 594	1 970 226	1 508 364	188 223	15 714 654

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à aider les centres internationaux de recherche agricole du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUE (financé par le Gouvernement canadien)</i>
	<i>Référence</i>	<i>CGL</i>	<i>CSL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	3 912	19 812
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		3 912	19 812
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	–
Autres comptes créditeurs		–	7
Réserves pour engagements		–	–
Total, passif		–	7
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		3 912	19 805
Total, réserves et soldes des fonds		3 912	19 805
Total, passif, réserves et soldes des fonds		3 912	19 812

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUÉ</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets</i>
<i>DNL</i>	<i>DPL</i>	<i>ELL</i>	<i>EML</i>	<i>FBL</i>
61 691	2 657 623	1 888 127	189 582	15 991 462
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	7 642	57 248	–	105 393
–	9 375	–	–	3 732
61 691	2 674 640	1 945 375	189 582	16 100 587
20 097	27 330	54 488	156	72 932
–	25 153	45 247	–	144 631
–	651 931	337 276	1 203	168 370
20 097	704 414	437 011	1 359	385 933
41 594	1 970 226	1 508 364	188 223	15 714 654
41 594	1 970 226	1 508 364	188 223	15 714 654
61 691	2 674 640	1 945 375	189 582	16 100 587

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUE chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)</i>
	<i>Référence</i>	<i>FGL</i>	<i>FML</i>
Recettes			
Contributions volontaires		–	–
Intérêts créditeurs		8 760	680
Recettes accessoires		–	–
Total, recettes		8 760	680
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		65 884	–
Services contractuels		–	–
Frais de voyage		(179)	–
Dépenses de fonctionnement		–	–
Achats		–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X	7 885	–
Total, dépenses		73 590	–
Excédent/(déficit)		(64 830)	680
Virements à d'autres fonds		–	–
Sommes remboursées aux donateurs		–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	–
Excédent/(déficit) net		(64 830)	680
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		19	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		142 271	9 011
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		77 460	9 691

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre par le PNUÉ des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUÉ (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUÉ à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)</i>
<i>GFL</i>	<i>GIL</i>	<i>GML</i>	<i>GNL</i>	<i>GTL</i>
112 014 537	125 000	–	2 415 864	29 579
2 605 196	4 577	1 335	2 137	306
28 968	–	–	8 444	–
114 648 701	129 577	1 335	2 426 445	29 885
20 131 200	–	–	790 238	170
33 811 941	69 436	–	693 034	–
3 874 018	–	–	31 217	–
15 095 219	–	–	219 223	23 201
2 927 188	–	–	1 191	–
–	9 027	–	223 699	3 038
75 839 566	78 463	–	1 958 602	26 409
38 809 135	51 114	1 335	467 843	3 476
–	–	–	–	–
–	–	(33 402)	–	(12 137)
(7 970 318)	–	–	–	–
30 838 817	51 114	(32 067)	467 843	(8 661)
–	–	2 469	–	–
45 774 070	21 375	32 852	(102 594)	8 661
76 612 887	72 489	3 254	365 249	–

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUE chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)</i>
	<i>Référence</i>	<i>FGL</i>	<i>FML</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	99 073	9 691
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		99 073	9 691
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	470	–
Autres comptes créditeurs		9 699	–
Réserves pour engagements		11 444	–
Total, passif		21 613	–
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		77 460	9 691
Total, réserves et soldes des fonds		77 460	9 691
Total, passif, réserves et soldes des fonds		99 073	9 691

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre par le PNUE des activités financées à l'environnement mondial</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la réalisation d'une pochette d'information vidéo indiquant comment manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)</i>
<i>GFL</i>	<i>GIL</i>	<i>GML</i>	<i>GNL</i>	<i>GTL</i>
71 925 456	97 372	3 254	305 472	–
–	–	–	–	–
–	–	–	435 150	–
32 112 750	–	–	4 937	2 600
72 430	–	–	–	–
104 110 636	97 372	3 254	745 559	2 600
21 256 030	–	–	36 207	2 600
3 238 861	–	–	26 669	–
3 002 858	24 883	–	317 434	–
27 497 749	24 883	–	380 310	2 600
76 612 887	72 489	3 254	365 249	–
76 612 887	72 489	3 254	365 249	–
104 110 636	97 372	3 254	745 559	2 600

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un appui aux projets mondiaux relatifs aux eaux internationales (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui des réunions du Comité de haut niveau du PNUÉ composé de ministres et de dirigeants (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
<i>Référence</i>	<i>GWL</i>	<i>HAL</i>
Recettes		
Contributions volontaires	–	–
Intérêts créditeurs	35 094	8 861
Recettes accessoires	–	–
Total, recettes	35 094	8 861
Dépenses		
Traitements et autres dépenses de personnel	235 494	–
Services contractuels	160 298	–
Frais de voyage	89 194	–
Dépenses de fonctionnement	68 939	–
Achats	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	72 010	–
	État X	
Total, dépenses	625 935	–
Excédent/(déficit)	(590 841)	8 861
Virements à d'autres fonds	–	–
Sommes remboursées aux donateurs	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–
Excédent/(déficit) net	(590 841)	8 861
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	659 693	117 406
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	68 852	126 267

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du Fonds multilatéral d'Ireland Aid pour l'environnement en faveur de l'Afrique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'exécution des activités du Fonds multilatéral</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre international d'écotechnologie au Japon</i>
<i>IAL</i>	<i>IML</i>	<i>IPL</i>	<i>ITL</i>	<i>JCL</i>
2 059 200	19 314 764	714 091	–	2 000 000
41 950	1 043 035	9 518	–	137 098
–	–	–	–	1 253
2 101 150	20 357 799	723 609	–	2 138 351
–	7 068 003	212 716	–	2 693 834
529 540	4 553 603	–	–	761 423
14 850	978 543	28 208	–	467 004
158 327	2 723 570	87 286	–	896 642
–	1 105 360	5 614	–	19 640
91 353	1 548 339	43 397	–	621 677
794 070	17 977 418	377 221	–	5 460 220
1 307 080	2 380 381	346 388	–	(3 321 869)
–	–	–	–	–
–	–	(75 734)	–	–
–	3 793 117	–	–	–
1 307 080	6 173 498	270 654	–	(3 321 869)
–	(578)	2 574	–	32 886
–	4 375 698	(77 026)	(1 276)	3 828 316
1 307 080	10 548 618	196 202	(1 276)	539 333

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un appui aux projets mondiaux relatifs aux eaux internationales (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui des réunions du Comité de haut niveau du PNUF composé de ministres et de dirigeants (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
	<i>Référence</i>	<i>GWL</i>	<i>HAL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	146 874	126 267
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		146 874	126 267
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	62 430	–
Autres comptes créditeurs		8 094	–
Réserves pour engagements		7 498	–
Total, passif		78 022	–
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		68 852	126 267
Total, réserves et soldes des fonds		68 852	126 267
Total, passif, réserves et soldes des fonds		146 874	126 267

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du Fonds multilatéral d'Ireland Aid pour l'environnement en faveur de l'Afrique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'exécution des activités du Fonds multilatéral</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre international d'écotechnologie au Japon</i>
<i>IAL</i>	<i>IML</i>	<i>IPL</i>	<i>ITL</i>	<i>JCL</i>
1 501 241	13 104 367	251 079	–	697 410
–	–	–	–	62 083
–	–	–	–	–
–	1 818 803	–	–	99 236
–	1 313	–	–	62 849
1 502 241	14 924 483	251 079	–	921 578
2 400	879 976	41 707	1 276	–
2 400	556 798	–	–	73 899
189 361	2 939 091	13 170	–	308 346
194 161	4 375 865	54 877	1 276	382 245
1 307 080	10 548 618	196 202	(1 276)	539 333
1 307 080	10 548 618	196 202	(1 276)	539 333
1 501 241	14 924 483	251 079	–	921 578

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à des travaux sur les problèmes d'environnement (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à renforcer et coordonner la mise en œuvre du Plan d'étude, d'évaluation et de réparation des conséquences des dégâts écologiques résultant du conflit entre le Koweït et l'Iraq</i>
Référence	JGL	KIL
Recettes		
Contributions volontaires	–	–
Intérêts créditeurs	31 459	3 524
Recettes accessoires	–	–
Total, recettes	31 459	3 524
Dépenses		
Traitements et autres dépenses de personnel	–	–
Services contractuels	–	–
Frais de voyage	–	–
Dépenses de fonctionnement	–	–
Achats	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	–	–
	État X	
Total, dépenses	–	–
Excédent/(déficit)	31 459	3 524
Virements à d'autres fonds	–	–
Sommes remboursées aux donateurs	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	(83 250)
Excédent/(déficit) net	31 459	(79 726)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	403 487	79 726
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	434 946	–

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements dans des modes de production moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environnement et des matières premières (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et en Asie du Sud-Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	
<i>KTL</i>	<i>LDL</i>	<i>MHL</i>	<i>MRL</i>	<i>PHL</i>
403 939	1 758 856	–	287 801	–
110 336	4 765	5 354	8 216	–
55	–	–	–	–
514 330	1 763 621	5 354	296 017	–
404 490	19 495	–	28 684	–
515 773	26 594	–	5 229	–
100 318	7 524	–	13 941	–
149 607	27 046	(1 332)	82	–
52 887	3 013	–	2 450	–
159 000	–	(173)	6 550	–
1 382 075	83 672	(1 505)	56 936	–
(867 745)	1 679 949	6 859	239 081	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
(867 745)	1 679 949	6 859	239 081	–
–	–	–	–	–
1 572 195	–	69 602	–	(49 530)
704 450	1 679 949	76 461	239 081	(49 530)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à des travaux sur les problèmes d'environnement (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à renforcer et coordonner la mise en œuvre du Plan d'étude, d'évaluation et de réparation des conséquences des dégâts écologiques résultant du conflit entre le Koweït et l'Iraq</i>
	<i>Référence</i>	<i>JGL</i>	<i>KIL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	447 947	–
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		447 947	–
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	–
Autres comptes créditeurs		–	–
Réserves pour engagements		13 001	–
Total, passif		13 001	–
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		434 946	–
Total, réserves et soldes des fonds		434 946	–
Total, passif, réserves et soldes des fonds		447 947	–

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements dans des modes de production moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la gestion du programme d'action national en matière d'adaptation en faveur des pays les moins avancés du PNUE/FEM</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environnement et des matières premières (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et en Asie du Sud-Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>
<i>KTL</i>	<i>LDL</i>	<i>MHL</i>	<i>MRL</i>	<i>PHL</i>
869 989	1 713 401	76 461	169 692	–
–	–	–	74 443	–
–	–	–	–	–
–	162 376	–	–	–
–	–	–	–	–
869 989	1 875 777	76 461	244 135	–
15 034	192 826	–	–	49 530
19 481	–	–	–	–
131 024	3 002	–	5 054	–
165 539	195 828	–	5 054	49 530
704 450	1 679 949	76 461	239 081	(49 530)
704 450	1 679 949	76 461	239 081	(49 530)
869 989	1 875 777	76 461	244 135	–

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en œuvre la réforme du personnel au secrétariat du programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir les énergies renouvelables dans la région méditerranéenne</i>
Référence	PUL	REL
Recettes		
Contributions volontaires	–	998 500
Intérêts créditeurs	12 826	29 121
Recettes accessoires	–	–
Total, recettes	12 826	1 027 621
Dépenses		
Traitements et autres dépenses de personnel	258 962	67 847
Services contractuels	–	81 670
Frais de voyage	–	3 196
Dépenses de fonctionnement	–	1 810
Achats	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	33 665	20 088
	État X	
Total, dépenses	292 627	174 611
Excédent/(déficit)	(279 801)	853 010
Virements à d'autres fonds	–	–
Sommes remboursées aux donateurs	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–
Excédent/(déficit) net	(279 801)	853 010
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	314 838	–
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	35 037	853 010

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des Conventions de Rotterdam et de Stockholm dans les pays en développement</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme programmatique et administrative du PNUÉ (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUÉ au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins particulières pour la fourniture d'un administrateur au PNUÉ/secrétariat de la Convention de Bâle</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le partenariat stratégique PNUÉ/FEM</i>
<i>RSL</i>	<i>RUL</i>	<i>SDL</i>	<i>SNL</i>	<i>SPL</i>
330 000	–	510 640	300 030	–
7 958	50 771	11 159	9 812	11 228
–	–	–	–	–
337 958	50 771	521 799	309 842	11 228
–	176 964	520 601	219 450	65 761
–	5 000	–	–	99 349
–	–	–	–	42 108
25 000	–	–	–	5 623
–	–	–	–	5 712
3 250	23 655	62 472	26 334	–
28 250	205 619	583 073	245 784	218 553
309 708	(154 848)	(61 274)	64 058	(207 325)
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	23 577	–	(58 155)
309 708	(154 848)	(37 697)	64 058	(265 480)
–	–	–	–	–
–	762 823	(146 430)	–	384 854
309 708	607 975	(184 127)	64 058	119 374

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en œuvre la réforme du personnel au secrétariat du programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir les énergies renouvelables dans la région méditerranéenne</i>
	<i>Référence</i>	<i>PUL</i>	<i>REL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	42 523	780 112
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		–	132 070
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		42 523	912 182
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	18 243
Autres comptes créditeurs		7 486	–
Réserves pour engagements		–	40 929
Total, passif		7 486	59 172
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		35 037	853 010
Total, réserves et soldes des fonds		35 037	853 010
Total, passif, réserves et soldes des fonds		42 523	912 182

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des Conventions de Rotterdam et de Stockholm dans les pays en développement</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme programmatique et administrative du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUE au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins particulières pour la fourniture d'un administrateur au PNUE/secrétariat de la Convention de Bâle</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le partenariat stratégique PNUE/FEM</i>
<i>RSL</i>	<i>RUL</i>	<i>SDL</i>	<i>SNL</i>	<i>SPL</i>
309 708	608 260	–	75 380	131 558
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
309 708	608 260	–	75 380	131 558
–	285	166 683	–	1 286
–	–	17 444	–	3 926
–	–	–	11 322	6 972
–	285	184 127	11 322	12 184
309 708	607 975	(184 127)	64 058	119 374
309 708	607 975	(184 127)	64 058	119 374
309 708	608 260	–	75 380	131 558

Référence	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du resserrement de la coopération entre le PNUÉ et la Commission d'indemnisation des Nations Unies</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un assistant exécutif au Directeur exécutif (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni)</i>
	UCL	UKL
Recettes		
Contributions volontaires	1 997 840	94 256
Intérêts créditeurs	18 465	10 206
Recettes accessoires	–	–
Total, recettes	2 016 305	104 462
Dépenses		
Traitements et autres dépenses de personnel	456 765	48 029
Services contractuels	153 620	–
Frais de voyage	37 575	–
Dépenses de fonctionnement	20 181	–
Achats	166 427	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X 108 494	5 764
Total, dépenses	943 062	53 793
Excédent/(déficit)	1 073 243	50 669
Virements à d'autres fonds	–	–
Sommes remboursées aux donateurs	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–
Excédent/(déficit) net	1 073 243	50 669
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	78 298
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	1 073 243	128 967

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place de l'Équipe spéciale de renforcement des capacités PNUE/CNUCED sur les activités en matière de commerce, d'environnement et de développement</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à la fourniture d'un ingénieur des mines (financé par la Chambre des mines sud-africaine)</i>		Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique	
	<i>UTL</i>	<i>VML</i>	<i>ZAL</i>	<i>ZBL</i>	Total 2003	2001
300 000	55 600	–	–	–	164 776 288	105 219 333
35 167	45 707	–	–	–	5 318 749	4 683 215
–	–	–	–	–	42 986	23 005
335 167	101 307	–	–	–	170 138 023	109 925 553
25 262	–	–	–	–	37 887 269	21 928 139
188 427	227 951	–	–	–	44 909 686	23 256 499
36 209	3 600	–	–	–	6 216 288	4 227 263
68 529	4 119	–	–	–	19 831 893	13 095 553
1 678	–	–	–	–	4 294 620	2 638 034
41 614	30 637	–	–	–	3 524 109	3 322 044
361 719	266 307	–	–	–	116 663 865	68 467 532
(26 552)	(165 000)	–	–	–	53 474 158	41 458 021
–	–	–	–	–	–	(392 776)
–	–	(20 799)	–	–	(142 072)	(59 945)
–	9 870	–	–	–	(4 522 651)	(695 191)
(26 552)	(155 130)	(20 799)	–	–	48 809 435	40 310 109
–	40 000	–	–	–	82 851	(117 949)
460 067	619 592	20 799	390	390	67 482 913	27 290 753
433 515	504 462	–	–	390	116 375 199	67 482 913

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du resserrement de la coopération entre le PNUE et la Commission d'indemnisation des Nations Unies</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un assistant exécutif au Directeur exécutif (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni)</i>
	<i>Référence</i>	<i>UCL</i>	<i>UKL</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	1 034 732	132 599
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–
Contributions volontaires à recevoir		–	–
Autres comptes débiteurs		169 524	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–
Total, actif		1 204 256	132 599
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	27 499	267
Autres comptes créditeurs		17 410	824
Réserves pour engagements		86 104	2 541
Total, passif		131 013	3 632
Réserves et soldes des fonds			
Excédent cumulé		1 073 243	128 967
Total, réserves et soldes des fonds		1 073 243	128 967
Total, passif, réserves et soldes des fonds		1 204 256	132 599

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place de l'Équipe spéciale de renforcement des capacités PNUE/CNUCED sur les activités en matière de commerce, d'environnement et de développement</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à la fourniture d'un ingénieur des mines (financé par la Chambre des mines sud-africaine)</i>	<i>Activités diverses du PNUE au titre de projets</i>	Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique	
	<i>UTL</i>	<i>VML</i>			<i>ZAL</i>	<i>ZBL</i>
					2003	2001
555 010	599 733	–	–	–	117 121 921	72 257 818
–	–	–	–	390	136 916	3 522 909
–	55 600	–	–	–	490 750	–
5 529	–	–	–	–	34 688 413	17 021 118
–	–	–	–	–	149 699	28 975
560 539	655 333	–	–	390	152 587 699	92 830 820
59 265	28 281	–	–	–	23 510 252	13 220 554
42 760	–	–	–	–	4 256 374	2 654 233
24 999	122 590	–	–	–	8 445 874	9 473 120
127 024	150 871	–	–	–	36 212 500	25 347 907
433 515	504 462	–	–	390	116 375 199	67 482 913
433 515	504 462	–	–	390	116 375 199	67 482 913
560 539	655 333	–	–	390	152 587 699	92 830 820

État VIII

Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires

État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
	<i>Référence</i>	<i>TAL</i>	<i>TBL</i>	<i>TCL</i>	<i>TDL</i>	<i>TEL</i>
Recettes						
Contributions volontaires		–	243 860	–	320 299	150 001
Intérêts créditeurs		209	16 515	4 591	39 655	635
Recettes accessoires		–	–	–	–	–
Total		209	260 375	4 591	359 954	150 636
Dépenses						
Traitements et autres dépenses de personnel		–	347 270	(8)	595 480	201 573
Frais de voyage		–	4 908	–	21 418	–
Achats		–	–	–	–	–
Autres dépenses		–	–	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X	–	42 261	–	74 028	24 189
Total, dépenses		–	394 439	(8)	690 926	225 762
Excédent/(déficit)		209	(134 064)	4 599	(330 972)	(75 126)
Sommes remboursées aux donateurs		(77 283)	–	–	(67 226)	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(74 338)	–	–	–	–
Excédent/(déficit) net		(151 412)	(134 064)	4 599	(398 198)	(75 126)

<i>Référence</i>	<i>TAL</i>	<i>TBL</i>	<i>TCL</i>	<i>TDL</i>	<i>TEL</i>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	-	(4 160)	-	495	-
Virements à d'autres fonds					
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	77 160	290 418	60 689	744 185	(38 146)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	(74 252)	152 194	65 288	346 482	(113 272)

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)	Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)
		TAL	TBL	TCL	TDL	TEL
Actif						
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	8	171 175	65 288	414 241	69
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	–
Autres comptes débiteurs		–	–	–	–	–
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–
Total, actif		8	171 175	65 288	414 241	69
Passif						
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	74 260	2 868	–	9 035	108 113
Autres comptes créditeurs		–	9 020	–	11 835	–
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		–	7 093	–	46 889	5 228
Total, passif		74 260	18 981	–	67 759	113 341
Réserves et soldes des fonds						
Excédent accumulé		(74 252)	152 194	65 288	346 482	(113 272)
Total, réserves et soldes des fonds		(74 252)	152 194	65 288	346 482	(113 272)
Total, passif, réserves et soldes des fonds		8	171 175	65 288	414 241	69

État VIII (suite)

Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires

État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Gouvernement norvégien et le PNUE)</i>
Référence	TGL	THL	TIL	TJL	TKL	TNL
Recettes						
Contributions volontaires	396 904	745 832	780 643	672 164	779 049	117 593
Intérêts créditeurs	25 306	1 478	10 069	96 253	24 832	13 272
Recettes accessoires	–	–	–	–	–	–
Total	422 210	747 310	790 712	768 417	803 881	130 865
Dépenses						
Traitements et autres dépenses de personnel	217 550	746 177	393 995	974 180	744 589	117 751
Frais de voyage	7 238	45 124	11 158	15 677	6 086	8 759
Achats	–	–	84	3	–	–
Autres dépenses	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X 26 975	94 956	48 588	118 783	90 081	15 181
Total, dépenses	251 763	886 257	453 825	1 108 643	840 756	141 691
Excédent/(déficit)	170 447	(138 947)	336 887	(340 226)	(36 875)	(10 826)
Sommes remboursées aux donateurs	(23 456)	–	–	–	–	–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(35 725)	13	–	–	–	–
Excédent/(déficit) net	111 266	(138 934)	336 887	(340 226)	(36 875)	(10 826)

<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i> <i>TGL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i> <i>THL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i> <i>TIL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i> <i>TJL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i> <i>TKL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Gouvernement norvégien et le PNUÉ)</i> <i>TNL</i>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	-	60	-	(1 821)	-	2 553
Virements à d'autres fonds						
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	340 805	72 164	(9 302)	1 341 560	185 182	113 849
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	452 071	(66 710)	327 585	999 513	148 307	105 576

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)	Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accordé entre le Gouvernement norvégien et le PNUF)
		TGL	THL	TIL	TJL	TKL	TNL
Actif							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	475 754	26 028	361 954	1 062 323	175 557	110 032
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	–	–	–	–	2 110
Autres comptes débiteurs		–	–	–	–	583	1 815
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–
Total, actif		475 754	26 028	361 954	1 062 323	176 140	113 957
Passif							
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	1 104	48 035	12 517	3 527	2 132	–
Autres comptes créditeurs		2 388	16 236	9 196	14 611	8 348	6 756
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		20 191	28 467	12 656	44 672	17 353	1 625
Total, passif		23 683	92 738	34 369	62 810	27 833	8 381
Réserves et soldes des fonds							
Excédent accumulé		452 071	(66 710)	327 585	999 513	148 307	105 576
Total, réserves et soldes des fonds		452 071	(66 710)	327 585	999 513	148 307	105 576
Total, passif, réserves et soldes des fonds		475 754	26 028	361 954	1 062 323	176 140	113 957

État VIII (suite)

Autres fonds d'affectation spéciale du PNUÉ – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires**État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

Référence	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)</i>	Autres fonds d'affectation spéciale du PNUÉ – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires	
	TRL	TSL	Total 2003	2001
Recettes				
Contributions volontaires	119 414	256 875	4 582 634	4 865 654
Intérêts créditeurs	11 563	18 988	263 366	322 809
Recettes accessoires	–	–	–	522
Total	130 977	275 863	4 846 000	5 188 985
Dépenses				
Traitements et autres dépenses de personnel	79 819	182 213	4 600 589	4 432 457
Frais de voyage	–	(856)	119 512	100 945
Achats	–	75	162	981
Autres dépenses	–	–	–	356
Dépenses d'appui aux programmes	État X 9 578	21 763	566 383	544 008
Total, dépenses	89 397	203 195	5 286 646	5 078 747
Excédent/(déficit)	41 580	72 668	(440 646)	110 238
Sommes remboursées aux donateurs	–	–	(167 965)	(37 211)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–	(110 050)	(9 787)
Excédent/(déficit) net	41 580	72 668	(718 661)	63 240
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	–	–	(2 873)	

<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)</i>	Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires Total	
	<i>TRL</i>	<i>TSL</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Virements à d'autres fonds				304 048
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	112 351	213 970	3 504 885	3 137 597
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	153 931	286 638	2 783 351	3 504 885

État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

	Référence	Fonds d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale	Autres fonds d'affectation spéciale du PNUÉ	
		pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)	pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)	Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires Total	
		TRL	TSL	2003	2001
Actif					
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	159 899	294 946	3 317 274	3 015 323
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	1 342	–	3 452	1 010 635
Autres comptes débiteurs		–	–	2 398	29 649
Charges comptabilisées d'avance		–	–	–	3 007
Total, actif		161 241	294 946	3 323 124	4 058 614
Passif					
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	2 733	264 324	341 216
Autres comptes créditeurs		–	–	78 390	104 751
Autres éléments de passif		–	–	–	(88 087)
Réserve pour engagements		7 310	5 575	197 059	195 849
Total, passif		7 310	8 308	539 773	553 729
Réserves et soldes des fonds					
Excédent accumulé		153 931	286 638	2 783 351	3 504 885
Total, réserves et soldes des fonds		153 931	286 638	2 783 351	3 504 885
Total, passif, réserves et soldes des fonds		161 241	294 946	3 323 124	4 058 614

État IX

Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	2003	2001
Recettes			
Contributions volontaires		602 700	542 700
Intérêts créditeurs		127 135	199 110
Total, recettes		729 835	741 810
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel			5 000
Services contractuels		58 279	40 349
Frais de voyage		43 937	18 005
Dépenses de fonctionnement		158 138	154 410
Achats		5 858	6 916
Dépenses d'appui au programme	État X	34 580	29 204
Prix attribués		400 000	400 000
Total, dépenses		700 792	653 884
Excédent/(déficit)		29 043	87 926
Virement au Fonds de dotation – exercice considéré		(38 141)	(29 620)
Excédent/(déficit) net		(9 098)	58 306
Réserve et solde du Fonds en début d'exercice		49 994	(8 312)
Réserve et solde du Fonds en fin d'exercice		40 897	49 994
Fonds de dotation – en début d'exercice		1 505 319	1 475 699
Fonds de dotation – en fin d'exercice		1 543 460	1 505 319

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	2003	2001
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	1 656 446	1 772 594
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	86	–
Autres comptes débiteurs		1 979	1 980
Total, actif		1 658 511	1 774 574
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	80 478
Autres comptes créditeurs		523	2 638
Réserve pour engagements		73 632	136 145
Total, passif		74 155	219 261
Réserves et solde du Fonds			
Fonds de dotation		1 543 460	1 505 319
Excédent/(déficit) accumulé		40 897	49 994
Total, réserves et solde du Fonds		1 584 356	1 555 313
Total, passif, réserves et solde du Fonds		1 658 511	1 774 574

État X

Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	2003	2001
Recettes			
Recettes au titre de l'appui au programme			
Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE	État V	11 683 169	8 689 709
Fonds multilatéral	État VI	485 338	376 170
Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique	État VII	3 524 109	3 322 044
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires du PNUE	État VIII	566 383	544 008
Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement	État IX	34 580	29 204
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux		590 787	503 300
Contributions à des fins spécifiées	État XI	1 252 117	376 229
Intérêts créditeurs		726 093	368 863
Recettes accessoires		382 388	52 154
Total, recettes		19 244 964	14 261 681
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		15 684 762	14 260 336
Services contractuels		564 175	1 375 584
Frais de voyage		104 404	354 857
Dépenses de fonctionnement		301 921	376 798
Achats		21 006	10 125
Total, dépenses		16 676 268	16 377 700
Excédent/(déficit)		2 568 696	(2 116 019)
Virements à la réserve opérationnelle ou prélèvements sur la réserve		-	500 000
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(771 376)	(69 424)
Excédent/(déficit) net		1 797 320	(1 685 443)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		113 782	835 475
Virements au fonds de l'Office des Nations Unies à Nairobi et à d'autres fonds ou prélèvement sur ces fonds		(19 118)	-

	<i>Référence</i>	2003	2001
Réserve et solde du Fonds en début d'exercice		1 658 937	2 508 905
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		3 550 921	1 658 937
Réserve de fonctionnement en début d'exercice		2 000 000	2 500 000
Réserve de fonctionnement en fin d'exercice		2 000 000	2 000 000

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

	<i>Référence</i>	2003	2001
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	6 881 496	1 702 234
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	2 510 042
Autres comptes débiteurs		21 214	3 234
Charges comptabilisées d'avance		–	3 234
Total, actif		6 902 710	4 218 744
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	106 717	–
Autres comptes créditeurs		261 694	107 934
Réserve pour engagements		983 378	451 873
Total, passif		1 351 789	559 807
Réserves et solde du Fonds			
Réserve de fonctionnement		2 000 000	2 000 000
Excédent cumulé		3 550 921	1 658 937
Total, réserves et solde du Fonds		5 550 921	3 658 937
Total, passif, réserves et solde du Fonds		6 902 710	4 218 744

État XI

PNUE, contributions à des fins spécifiées

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

Référence	Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement	Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est	Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes	Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est	Appui au Secrétariat d'EUROBATS	Appui au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Appui au Plan d'action pour la Méditerranée
	CPL	QAW	QCL	QEL	QFL	QGL	QML
Recettes							
Contributions volontaires	41 499 142	133 333	1 351 074	389 432	172 635	1 908 090	1 282 293
Intérêts créditeurs	–	23 764	34 139	13 958	27 856	102 656	11 182
Recettes accessoires	28 519	–	–	–	–	–	20 511
Total, recettes	41 527 661	157 097	1 385 213	403 390	200 491	2 010 746	1 313 986
Dépenses							
Traitements et autres dépenses de personnel	7 389 097	–	10 821	–	–	30 389	157 829
Services contractuels	11 935 930	–	246 980	89 840	149 179	580 851	896 790
Frais de voyage	1 632 718	–	16 147	6 444	–	61 428	39 636
Dépenses de fonctionnement	7 493 195	–	163 382	94 824	26 942	952 821	144 553
Achats	480 230	–	2 015	1 147	–	–	6 698
Bourses, subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État X 518 169	–	57 115	19 196	22 896	7 134	87 639
Total, dépenses	29 449 339	–	496 460	211 451	199 017	1 632 623	1 335 145
Excédent/(déficit)	12 078 322	157 097	888 753	191 939	1 474	378 123	(21 159)
Sommes remboursées aux donateurs	(33 856)	–	–	–	–	–	(3 334)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(446 411)	–	–	(55 238)	31 200	–	–
Excédents/(déficit) net	11 598 055	157 097	888 753	136 701	32 674	378 123	(24 493)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	61 987	–	–	–	–	90	12 000

<i>Référence</i>	<i>Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est</i>	<i>Appui au Secrétariat d'EUROBATS</i>	<i>Appui au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>
	<i>CPL</i>	<i>QAW</i>	<i>QCL</i>	<i>QEL</i>	<i>QFL</i>	<i>QGL</i>	<i>QML</i>
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	13 179 334	220 389	226 650	95 759	(4 318)	1 099 754	55 591
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	24 839 376	377 486	1 115 403	232 460	28 356	1 477 967	43 098

**État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds
au 31 décembre 2003**

		<i>Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est</i>	<i>Appui au Secrétariat d'EUROBATS</i>	<i>Appui au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>
	<i>Référence</i>	<i>CPL</i>	<i>QAW</i>	<i>QCL</i>	<i>QEL</i>	<i>QFL</i>	<i>QGL</i>	<i>QML</i>
Actif								
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	23 196 771	377 486	1 055 072	315 765	32 488	1 724 329	208 584
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	1 856 316				211		
Contributions volontaires à recevoir		2 558 675	–	80 000	–	–	–	–
Autres comptes débiteurs		1 948 171	–	103 555	–	–	92 149	2 896
Charges comptabilisées d'avance		87 217	–	–	–	–	–	–
Total, actif		29 647 150	377 486	1 238 627	315 765	32 699	1 816 478	211 480
Passif								
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	–	–	6	38 120	–	171 476	11 182
Autres comptes créditeurs		1 033 960	–	–	–	–	54 065	5 800
Autres éléments de passif		–	–	–	–	–	–	–
Réserve pour engagements		3 767 885	–	123 218	45 185	4 343	112 970	151 400
Crédits comptabilisés d'avance		5 929						
Total, passif		4 807 774	–	123 224	83 305	4 343	338 511	168 382
Réserves et soldes des fonds								
Excédent cumulé		24 839 376	377 486	1 115 403	232 460	28 356	1 477 967	43 098
Total, réserves et soldes des fonds		24 839 376	377 486	1 115 403	232 460	28 356	1 477 967	43 098
Total, passif, réserves et soldes des fonds		29 647 150	377 486	1 238 627	315 765	32 699	1 816 478	211 480

<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (OZONE)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>			<i>Appui au Secrétariat d'ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	Total	
			<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>			<i>QSL</i>	<i>QTL</i>
								2003	2001
1 332 299	394 491	220 775	342 272	2 851 360	153 606	1 006 052	53 036 854	24 751 745	
52 591	19 176	8 129	11 684	47 399	2 359	11 145	366 038	331 001	
–	–	–	–	7 790	–	–	56 820	342 621	
1 384 890	413 667	228 904	353 956	2 906 549	155 965	1 017 197	53 459 712	25 425 367	
–	183 683	22 590	18 467	1 005 196	–	–	8 818 072	4 447 657	
–	131 455	587	292 386	823 724	144 563	342 651	15 636 936	8 251 004	
–	8 593	2 370	1 267	460 670	–	–	2 229 273	487 904	
–	11 159	9 174	5 513	1 244 843	(382)	140 237	10 286 261	4 719 639	
–	26 407	–	773	470 007	195	–	987 472	333 985	
–	–	–	–	–	–	–	–	45 032	
–	46 806	4 514	41 393	366 287	18 769	62 199	1 252 117	376 229	
–	408 103	39 235	359 799	4 370 727	163 145	545 087	39 210 131	18 661 450	
1 384 890	5 564	189 669	(5 843)	(1 464 178)	(7 180)	472 110	14 249 581	6 763 917	
–	(10 681)	–	–	–	–	–	(47 871)	(83 079)	
–	(53 354)	(124 279)	66 100	1 080 917	–	–	498 935	(594 778)	
1 384 890	(58 471)	65 390	60 257	(383 261)	(7 180)	472 110	14 700 645	6 086 060	
–	–	–	29 688	–	–	–	103 765	185 804	

<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (OZONE)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat d'ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	Total	
<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>	PNUE – contributions à des fins spécifiées	
							2003	2001
16 356	171 154	146 646	30 678	589 046	(15 426)	7 602	15 819 215	9 547 351
1 401 246	112 683	212 036	120 623	205 785	(22 606)	479 712	30 623 625	15 819 215

<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (OZONE)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat d'ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	Total	
							PNUE – contributions à des fins spécifiées	
<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>	2003	2001
1 401 246	157 328	251 270	254 585	1 139 932	15 982	589 588	30 720 426	14 431 394
							1 856 527	1 622 515
–	33 365	–	–	67 014	–	–	2 739 054	916 109
–	95 205	–	–	69 981	–	–	2 311 957	3 052 724
–	–	–	–	530 982	–	–	618 199	
1 401 246	285 898	251 270	254 585	1 807 909	15 982	589 588	38 246 163	20 022 742
–	8 650	39 234	82 243	46 170	5 785	60 467	463 333	194 776
–	–	–	–	1 272 285	–	2 205	2 368 315	608 015
–	–	–	–	–	–	–	–	(81 267)
–	164 565	–	51 719	183 669	32 803	47 204	4 684 961	3 482 003
				100 000			105 929	
–	173 215	39 234	133 962	1 602 124	38 588	109 876	7 622 538	4 203 527
1 401 246	112 683	212 036	120 623	205 785	(22 606)	479 712	30 623 625	15 819 215
1 401 246	112 683	212 036	120 623	205 785	(22 606)	479 712	30 623 625	15 819 215
1 401 246	285 898	251 270	254 585	1 807 909	15 982	589 588	38 246 163	20 022 742

État XII

Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde
du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Recettes			
Contributions volontaires		800 000	800 00
Intérêts créditeurs		7 776	3 089
Recettes accessoires		516	19 874
Total, recettes		808 292	822 963
Dépenses			
Traitements et autres dépenses de personnel		342 002	132 148
Dépenses de fonctionnement		357 062	319 199
Achats		464 954	241 842
Total, dépenses		1 164 018	693 189
Excédent/(déficit)		(355 726)	129 774
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		-	(7 371)
Excédent/(déficit) net		(355 726)	122 403
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		529 885	407 482
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		174 159	529 885

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme		–	146
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	216 305	548 183
Autres comptes débiteurs		827	–
Total, actif		217 132	548 329
Passif			
Autres comptes créditeurs		–	39
Réserve pour engagements		42 973	18 405
Total, passif		42 973	18 444
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		174 159	529 885
Total, réserves et solde du Fonds		174 159	529 885
Total, passif, réserves et solde du Fonds		217 132	548 329

État XIII
Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes
(en dollars jamaïcains)

État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde
du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003 clos le 31 décembre 2003

(En dollars de États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Recettes			
Contributions volontaires		98 705	48 584
Intérêts créditeurs		–	24
Recettes accessoires		175	–
Total, recettes		98 880	48 608
Dépenses			
Dépenses de fonctionnement		642	12 934
Total, dépenses		642	12 934
Excédent/(déficit)		98 238	35 674
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(178 791)	(796)
Excédent/(déficit) net		(80 553)	34 878
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		80 553	45 675
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		–	80 553

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	41 064	16 283
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	–	73 624
Total, actif		41 064	89 907
Passif			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	41 064	–
Autres comptes créditeurs		–	9 354
Total, passif		41 064	9 354
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		–	80 553
Total, réserves et solde du Fonds		–	80 553
Total, passif, réserves et solde du Fonds		41 064	89 907

État XIV

Fonds autorenouvelable**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2002-2003
clos le 31 décembre 2003**

(En dollars É.-U.)

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Recettes			
Ventes de publications		104 726	116 274
Droits d'auteur		51 050	3 446
Recettes accessoires		10 699	11 879
Total, recettes		166 475	131 599
Dépenses			
Services contractuels		148 128	90 020
Frais de voyage		11 949	19 871
Dépenses de fonctionnement		–	14 906
Achats		–	2 575
Total, dépenses		160 077	127 372
Excédent/(déficit)		6 398	4 227
Excédent/(déficit) net		6 398	4 227
Virement à d'autres fonds au prélèvement sur ces fonds		(6 447)	(4 227)
Engagements d'exercices antérieurs : économies ou annulations (montants provisoires)		49	–
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		200 000	200 000
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		200 000	200 000

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds
au 31 décembre 2003**

	<i>Référence</i>	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Actif			
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	216 977	171 699
Stocks		–	17 009
Charges comptabilisées d'avance		–	17 804
Total, actif		216 977	206 512
Passif			
Autres comptes créditeurs		10 272	6 463
Réserve pour engagements		6 705	49
Total, passif		16 977	6 512
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		200 000	200 000
Total, réserves et solde du Fonds		200 000	200 000
Total, passif, réserves et solde du Fonds		216 977	206 512

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et ses objectifs

a) Par sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qu'elle a doté d'un conseil d'administration, qui est son organe délibérant, et d'un secrétariat chargé de centraliser l'action en matière d'environnement et de réaliser la coopération dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies.

b) Plusieurs mesures législatives, adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil d'administration du PNUE, ont confirmé le mandat du PNUE. Celui-ci assure aussi le secrétariat de plusieurs conventions mondiales et régionales adoptées dans des secteurs qui relèvent de son mandat.

c) Les activités dont le PNUE est responsable relèvent du programme 10 (Environnement) du plan à moyen terme révisé pour la période 2002-2005^a. Le programme 10 tend d'une manière générale à orienter les efforts et à encourager la formation de partenariats aux fins de la protection de l'environnement en inspirant et en informant les nations et les peuples, et en leur donnant la possibilité d'améliorer la qualité de leur existence sans compromettre celle des générations futures. Les principaux éléments de la stratégie globale sont les suivants : a) combler le manque d'information et de connaissances sur les problèmes critiques de l'environnement grâce à des évaluations plus complètes; b) identifier et encourager l'utilisation de mesures intégrées appropriées pour répondre aux causes principales des grandes menaces sur l'environnement; et c) promouvoir une meilleure intégration des mesures internationales visant à améliorer l'environnement, en particulier en ce qui concerne les accords régionaux et multilatéraux, ainsi que les accords de collaboration à l'échelle du système des Nations Unies.

Note 2

Principales règles et méthodes comptables

a) Les comptes du PNUE sont tenus conformément aux articles pertinents du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière formulées par le Secrétaire général en application dudit Règlement, aux instructions administratives émanant du Secrétaire général adjoint à la gestion ou du Contrôleur et aux décisions pertinentes du Conseil d'administration du PNUE. Il est aussi pleinement tenu compte des normes comptables du système des Nations Unies, telles qu'adoptées par le Comité administratif de coordination (CAC) (qui a été remplacé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination). Le PNUE applique la norme comptable internationale 1 relative à la publicité des conventions comptables, telle que modifiée et adoptée par le CAC, comme suit :

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 6 (A/57/6/Rev.1).

- i) La continuité des activités, la permanence des méthodes et le rattachement à l'exercice sont les principales conventions comptables. Lorsque ces conventions sont appliquées dans les états financiers, il n'y a pas lieu de le mentionner. Lorsqu'elles ne sont pas observées, il faut l'indiquer et en donner les raisons;
- ii) La prudence, la primauté de la substance sur la forme et le caractère significatif des renseignements déterminent le choix et l'application des conventions comptables;
- iii) Les états financiers comprennent un exposé clair et concis des principales conventions comptables qui ont été appliquées;
- iv) L'indication des principales conventions comptables fait partie intégrante des états financiers. Les conventions comptables sont normalement indiquées en un seul endroit;
- v) Les états financiers indiquent, aux fins de comparaison, les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
- vi) Tout changement de convention comptable qui a une incidence significative sur les comptes de l'exercice considéré ou qui peut en avoir une sur les comptes d'exercices ultérieurs doit être indiqué et dûment motivé. L'incidence de la modification doit, si elle est significative, être indiquée et quantifiée.
- b) Les comptes du PNUE sont tenus selon le principe de la comptabilité par fonds. Chaque fonds est géré comme une entité financière et comptable distincte pour laquelle il est tenu un groupe séparé de comptes autonomes en partie double. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou ensemble de fonds de même nature;
- c) L'exercice comptable du PNUE est biennal; il porte sur deux années civiles consécutives pour tous les fonds;
- d) De manière générale, les recettes et les dépenses ainsi que les éléments d'actif et de passif sont comptabilisés sur la base de l'exercice;
- e) Les comptes du PNUE sont libellés en dollars des États-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des États-Unis, au moment des opérations, aux taux de change fixés par le Secrétaire général adjoint à la gestion. Dans les états financiers, qui sont établis avec la périodicité fixée par le Contrôleur par délégation du Secrétaire général adjoint à la gestion, l'encaisse, les placements, les contributions annoncées non versées et les sommes à recevoir et à payer libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU à la date desdits états. Lorsque l'application des taux de change effectifs à la date des états donne une valeur sensiblement différente de celle qui correspond à l'application des taux de change opérationnels de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice, l'écart entre les deux valeurs est indiqué dans une note de bas de page;
- f) Les états financiers du PNUE sont établis sur la base du coût d'origine et ne sont pas ajustés pour tenir compte de l'incidence de la variation des prix des biens et des services;

g) Les états financiers du PNUE sont établis conformément aux recommandations que le Groupe de travail sur les normes comptables formule périodiquement au Conseil des chefs de secrétariat;

h) Les résultats des opérations du PNUE sont présentés dans les états I, II et III sous forme abrégée, par grand type d'activité, et sous forme consolidée pour les fonds qui n'apparaissent pas séparément. Cette présentation sous forme consolidée n'implique pas que les fonds concernés puissent se confondre en aucune manière, puisqu'en principe les ressources de l'un ne peuvent pas être utilisées pour un autre;

i) Une partie des dépenses du secrétariat du PNUE, créé en vertu de la résolution 2997 (XXVII), est financée au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. On trouvera des précisions sur les dépenses en question dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'Organisation. La question n'est pas abordée plus avant dans le présent rapport;

j) Recettes :

i) Les contributions volontaires des États Membres et des autres donateurs sont comptabilisées en recettes sur la base d'un engagement écrit de verser une contribution en numéraire au cours de l'exercice, à une date déterminée. Les contributions annoncées au Fonds pour l'environnement qui n'ont pas été honorées au bout de quatre ans sont passées par profits et pertes avec l'accord préalable du Conseil d'administration. Les contributions annoncées pour des fonds d'affectation spéciale qui correspondent à la part des dépenses prises en charge par une ou plusieurs parties au titre d'une convention budgétaire approuvée par des gouvernements sont passées par profits et pertes sur approbation de la conférence des parties à la convention en question. Enfin, les contributions aux fonds d'affectation spéciale qui ont un caractère purement volontaire sont passées par profits et pertes sur approbation du Directeur exécutif du PNUE;

ii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations correspondent à des fonds que certains organismes allouent au PNUE pour lui permettre d'administrer des projets ou autres programmes pour leur compte;

iii) Les crédits alloués par d'autres fonds sont des sommes dont il a été décidé qu'elles seraient virées d'un fonds à un autre pour être dépensées par ce dernier;

iv) Les recettes provenant de la prestation de services correspondent au remboursement des dépenses de personnel et autres qui ont été engagées pour offrir un appui technique et administratif à d'autres organismes;

v) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les sommes déposées sur des comptes bancaires et le revenu des valeurs mobilières et autres titres négociables gérés dans le cadre de la trésorerie commune. Toutes les pertes matérialisées et le montant net des pertes non matérialisées sur les placements à court terme sont déduits des intérêts créditeurs. Les intérêts créditeurs et les frais liés à la gestion de la trésorerie commune sont répartis entre les fonds participants;

vi) Les recettes accessoires comprennent les remboursements de dépenses comptabilisées lors d'exercices antérieurs, le gain net résultant des opérations de conversion de comptes en devises, les sommes encaissées sans que leur destination soit précisée, les chèques non encaissés un an après leur émission, les intérêts perçus sur les contributions de contrepartie versées au Fonds pour l'environnement, ainsi que d'autres recettes diverses. Les recettes se rapportant à des exercices ultérieurs ne sont pas portées au crédit de l'exercice considéré mais constatées sous forme de recettes comptabilisées d'avance [voir l'alinéa m) ii)].

k) Dépenses :

i) Les dépenses sont imputées sur les autorisations d'engagement de dépenses. Les dépenses totales comprennent les engagements non réglés et les décaissements;

ii) Les achats de biens durables sont imputés au budget de l'exercice au cours duquel ils ont été effectués et ne sont donc pas passés en immobilisations. Les comptes d'inventaire relatifs à ces biens sont établis sur la base du coût d'origine;

iii) Les dépenses afférentes à des exercices à venir ne sont pas imputées au budget de l'exercice considéré mais sont inscrites comme charges comptabilisées d'avance [voir l'alinéa l) iv)];

l) Actifs :

i) L'encaisse et les dépôts à terme sont les fonds déposés sur des comptes à vue ou des comptes bancaires rémunérés;

ii) Les placements comprennent les valeurs mobilières et autres titres négociables gérés dans le cadre de la trésorerie commune. Le prix coûtant s'entend de la valeur nominale des titres majorée ou minorée de toute prime d'émission non amortie. Les placements à court terme, inscrits au prix coûtant ou à leur valeur de réalisation si celle-ci est inférieure, sont indiqués dans le tableau 3;

iii) La trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies comprend les parts respectives des fonds participants dans l'encaisse et les dépôts à terme, les placements à court terme et les revenus cumulés des placements, qui sont tous gérés centralement. Les placements gérés centralement sont de même nature et sont comptabilisés de la même façon que ceux mentionnés à l'alinéa l) ii). Le produit des placements gérés centralement, ainsi que les frais relatifs à la gestion de ces placements, sont répartis entre les fonds participants. La part de chaque fonds dans la trésorerie commune est indiquée séparément dans l'état le concernant;

iv) Les charges comptabilisées d'avance portent normalement sur des postes de dépenses qui ne peuvent pas être valablement imputés à l'exercice considéré et qui seront passés en charges lors d'un exercice ultérieur. Il s'agit notamment des engagements de dépenses se rapportant à des exercices futurs qui ont été approuvés conformément à la règle de gestion financière 106.7. Ceux-ci ne peuvent normalement concerner que des dépenses administratives à caractère permanent ou des engagements contractuels ou juridiques pour lesquels les délais d'exécution sont longs;

v) Aux fins des états financiers uniquement, seule la partie des avances versées aux fonctionnaires au titre de l'indemnité pour frais d'études considérée comme se rapportant à l'année scolaire écoulée à la date de l'état financier est saisie comme charge comptabilisée d'avance. Le montant total de chaque avance reste comptabilisé comme somme à recevoir de l'intéressé tant que celui-ci n'a pas produit les justificatifs requis pour établir son droit à l'indemnité; à réception de ceux-ci, l'avance est imputée au compte budgétaire approprié et régularisée;

vi) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel et les autres biens durables ne figurent pas à l'actif du PNUE. Leur achat est imputé sur les crédits budgétaires l'année où il est effectué. La valeur des biens durables est inscrite dans le livre d'ordre; elle est indiquée dans la note 7 ci-après.

m) Passif, réserves et soldes des fonds :

i) Les réserves de fonctionnement et autres, sont comprises dans les totaux indiqués pour les réserves et soldes des fonds dans les états financiers;

ii) Les recettes comptabilisées d'avance sont les contributions annoncées pour des exercices à venir et les autres recettes déjà perçues mais qui se rapportent à des exercices à venir;

iii) Les sommes dues par le PNUE au titre de l'exercice considéré, du précédent ou du suivant sont comptabilisées en tant qu'engagements non réglés. Les engagements de l'exercice se rapportant à un compte spécial demeurent valables 12 mois après la fin de l'exercice biennal auquel ils se rapportent. Ceux qui concernent la plupart des activités de coopération technique demeurent valables 12 mois après la fin de l'année civile.

n) Réserve financière. Comme l'établit la règle de gestion financière 209.2 du Fonds pour l'environnement, la réserve financière a pour objet de garantir la solvabilité et la sécurité financière du Fonds, de compenser les fluctuations des rentrées de fonds et de répondre à d'autres besoins analogues selon les décisions que le Conseil d'administration peut prendre à ce sujet. Son montant est révisé de temps à autre par le Conseil d'administration. Au paragraphe 14 de sa décision 20/31, ce dernier a autorisé le Directeur exécutif à relever encore le montant de la réserve financière, pour le porter à 20 millions de dollars, à mesure que se dégageraient en fin d'exercice des soldes à reporter supérieurs au montant nécessaire pour exécuter les programmes approuvés;

o) Réserve opérationnelle. Il est nécessaire de disposer, pour le compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes, d'une réserve opérationnelle qui permette de faire face, d'une part, au risque de ralentissement imprévu des activités et aux effets de l'inflation et des fluctuations monétaires et, de l'autre, aux obligations juridiques auxquelles pourrait donner naissance une brusque interruption de certaines activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires;

p) Fonds autorenouvelable. Par sa décision 11 (II) du 22 mars 1974, le Conseil d'administration a créé un Fonds autorenouvelable (information) pour financer la production de supports d'information à l'appui des programmes nationaux d'information et d'éducation dans le domaine de l'environnement. Il a décidé en outre que les recettes provenant de la vente ou de la location de produits

d'information dont la production est financée par le Fonds autorenewable (information) seraient portées au crédit de celui-ci. Si le solde du Fonds dépasse 200 000 dollars, l'excédent est viré au Fonds pour l'environnement à la fin de l'exercice budgétaire;

q) Les dépenses afférentes aux projets du PNUE exécutés par des organismes de coopération ou d'appui sont inscrites dans les comptes du PNUE sur la base des dépenses effectives déclarées au PNUE par ces organismes. Ces dépenses comprennent les engagements non réglés des organismes de coopération. Les soldes inutilisés des montants versés aux organismes sont comptabilisés dans les comptes du PNUE en tant qu'avances;

r) Imprévus. Une provision est constituée, à raison de 1 % des traitements de base nets, en vue de couvrir les indemnités qui pourraient être dues aux fonctionnaires rémunérés au moyen d'un fonds d'affectation spéciale ou du Fonds pour l'environnement en vertu de l'appendice D du Règlement du personnel de l'ONU. En outre, depuis juillet 2002, une provision est constituée, à raison de 8 % des traitements de base nets, dans le Fonds pour l'environnement et dans des fonds d'affectation spéciale, en vue de couvrir les prestations dues à la cessation de service;

s) Fonds d'affectation spéciale. Le PNUE se conforme aux dispositions générales de la circulaire du Secrétaire général relative à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale (ST/SGB/188) et des instructions administratives correspondantes (ST/AI/285 et 286), bien que, comme il est indiqué au paragraphe 3 de la circulaire ST/SGB/188, celle-ci ne s'applique pas aux fonds tels que le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui relèvent de la compétence administrative de leur chef de secrétariat;

t) À sa onzième séance, le Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal a décidé que les ressources reçues sous forme de billets à ordre pouvaient être engagées et que le dépôt d'un billet à ordre serait considéré comme valant versement de la contribution d'un pays au Fonds. Les billets à ordre reçus de pays membres sont donc enregistrés dans les comptes du Fonds;

u) Le PNUE est un organisme affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été établie par l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime par capitalisation à prestations définies. Les obligations financières du PNUE à l'égard de la Caisse portent sur sa contribution au taux fixé par l'Assemblée ainsi que sur sa quote-part des sommes à verser à la Caisse en cas de déficit actuariel en vertu des dispositions de l'article 26 des Statuts de la Caisse. En cas de définit, les paiements ne sont effectués que si l'Assemblée invoque l'article 26 après avoir déterminé qu'il s'avérait nécessaire de combler le déficit de la Caisse sur la base d'une évaluation actuarielle de la Caisse à cette date. À la date des états financiers, l'Assemblée n'avait pas invoqué cet article.

Note 3**Information financière communiquée par les organismes de coopération et les organismes d'appui**

À l'exception de 13 d'entre eux, tous les organismes participant à l'exécution de projets financés par le PNUE ou par les fonds d'affectation spéciale qui lui sont apparentés ont rendu compte de leurs dépenses au 31 décembre 2003.

Note 4**État des flux de trésorerie**

L'état III a été établi en appliquant la « méthode indirecte » visée par la norme comptable internationale 7.

Note 5**Fonds pour l'environnement (état IV)**

a) Comptes débiteurs. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des autres comptes débiteurs aux 31 décembre 2003 et 2001 (en dollars des États-Unis) :

	2003	2001
Gouvernements	310 415	258 555
Fonctionnaires	1 094 224	3 417 288
Fournisseurs	196 631	645 408
Institutions spécialisées	10 035	19 325
Autres organismes des Nations Unies	7 718 515	3 037 416
Débiteurs divers	204 068	138 243
Total	9 533 888	7 516 235

b) Comptes créditeurs. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des comptes créditeurs aux 31 décembre 2003 et 2001 (en dollars des États-Unis) :

	2003	2001
Gouvernements	84 335	368 207
Fonctionnaires	1 046 300	447 578
Fournisseurs	255 191	1 332 057
Institutions spécialisées	–	41 267
Autres organismes des Nations Unies	11 073 070	5 379 056
Créditeurs divers	33 273	101 386
Total	12 492 169	7 669 551

c) Charges comptabilisées d'avance. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des charges comptabilisées d'avance aux 31 décembre 2003 et 2001 (en dollars des États-Unis) :

	2003	2001
Avances au titre de l'indemnité pour frais d'études	338 506	516 222
Dépenses engagées au titre d'exercices futurs	285 611	17 787
Charges diverses	63 235	24 179
Total	687 352	558 188

Note 6

Soldes interfonds

Les soldes interfonds correspondent aux transactions entre le Fonds pour l'environnement, les fonds d'affectation spéciale, les autres comptes spéciaux, le Fonds général de l'ONU et d'autres fonds des Nations Unies; ils sont normalement réglés périodiquement. Le tableau ci-après présente le détail des soldes interfonds, en dollars des États-Unis :

	2003	2001
<i>Soldes débiteurs interfonds</i>		
Fonds pour l'environnement (état IV)	21 291 368	11 379 531
Fonds généraux d'affectation spéciale (état V)	220 772	4 431 362
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique (état VII)	136 916	3 522 909
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires (état VIII)	3 452	1 010 635
Prix Sasakawa de l'environnement (état IX)	86	–
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état X)	–	2 510 042
Contributions à des fins spécifiées (état XI)	1 856 527	1 622 515
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Méditerranée (état XII)	216 305	548 183
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Caraïbes (état XIII)	–	73 624
Fonds autorenouvelable (information) (état XIV)	216 977	171 699
Total partiel	23 942 403	25 180 500
<i>Soldes créditeurs interfonds</i>		
Fonds généraux d'affectation spéciale (état V)	7 420 816	14 566 611
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique (état VII)	23 510 252	13 220 554
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires (état VIII)	264 324	341 216
Prix Sasakawa pour l'environnement (état IX)	–	80 478

	2003	2001
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état X)	106 717	–
Contributions à des fins spécifiées (état XI)	463 333	194 776
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Caraïbes (état XIII)	41 064	–
Total partiel	31 806 506	28 403 635
Montant net des soldes créditeurs interfonds	(7 864 103)	(3 223 135)
Les soldes créditeurs interfonds sont dus par/à :		
Fonds multilatéral (état VI)	(7 276 955)	273 685
Office des Nations Unies à Nairobi	(743 508)	(1 276 427)
ONU-Habitat	2 856 198	(2 060 449)
Fonds général de l'ONU	(2 699 837)	(159 944)
Total	(7 864 103)	(3 223 135)

Note 7**Biens durables**

Conformément aux conventions comptables de l'ONU, les biens durables ne figurent pas parmi les immobilisations du PNUE. Les acquisitions sont imputées sur les crédits ouverts au moment où elles sont effectuées. On trouvera ci-après la valeur des biens durables du PNUE (en dollars des États-Unis).

	<i>Siège du PNUE</i>	<i>Projets du PNUE</i>	<i>Bureaux régionaux et antennes du PNUE</i>	Total 2003	Total 2001
Solde d'ouverture	9 178 747	1 370 237	3 529 026	14 078 010	11 245 993
Nouvelles acquisitions	1 032 767	422 187	433 871	1 888 825	2 940 348
Ecoulement	–	(196 966)	(194)	(197 160)	(108 331)
Ajustements	–	86 607	–	86 607	–
Solde de clôture	10 211 514	1 682 065	3 962 703	15 856 282	14 078 010

Note 8**Réserves et soldes des fonds**

a) Le compte d'excédents cumulés du PNUE comprend les économies réalisées du fait de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, des contributions versées par des États Membres et certaines autres recettes.

b) L'excédent/(déficit) du Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, d'un montant de 1 833 204 dollars, est financé au moyen d'un prélèvement sur le solde du Fonds qui couvre une partie du budget-programme approuvé, conformément aux paragraphes 5 et 6 de la décision XI/21, au paragraphe 5 de la décision XIII/30 et aux paragraphes 6 et 7 de la décision XIV/41, ainsi qu'aux réunions des Parties au Protocole de Montréal.

Note 9

Ajustements au titre d'exercices antérieurs

On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV concernant les ajustements au titre d'exercices antérieurs aux 31 décembre 2003 et 2001 :

	<i>2003</i>	<i>2001</i>
Ajustements d'annonces de contributions au titre d'exercices antérieurs	(94 565)	(429 269)
Passation par profits et pertes au titre d'exercices antérieurs	1 709	1 658
Charges au titre d'exercices antérieurs	378 202	406 013
Divers	157 454	21 989
Total	442 799	390

